

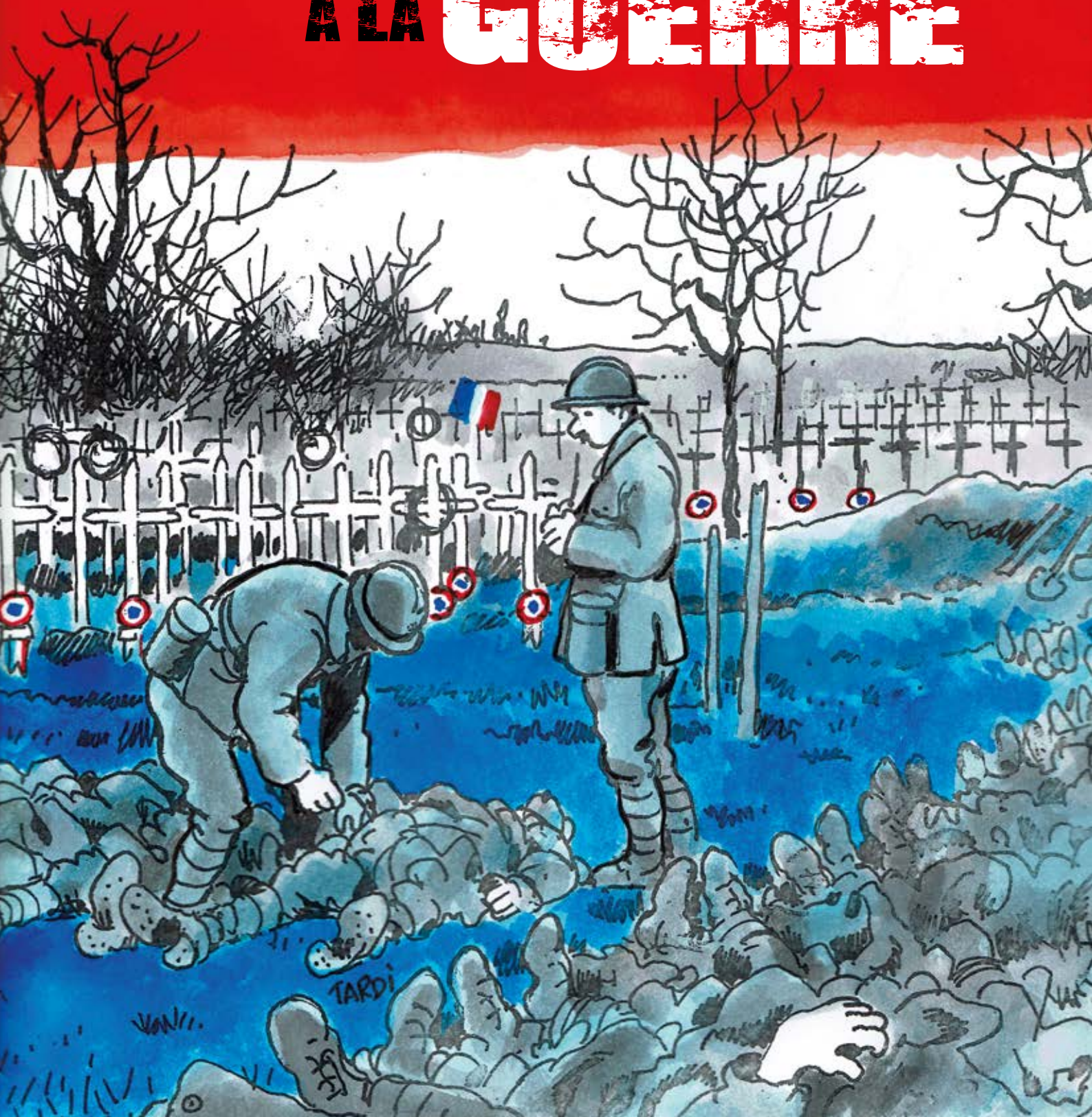
LE MONDE LIBERTAIRE

N° 1877 NOVEMBRE 2025 5 €

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE
MEMBRE DE L'INTERNATIONALE DES FÉDÉRATIONS ANARCHISTES



GUERRE A LA GUERRE



ÉDITO

Une botte piétinant un visage humain... éternellement

C'est ainsi que George Orwell, dans *1984*, invite à imaginer l'avenir. Cette botte, pour l'instant, on en est au stade du cirage, pour la rendre acceptable...

La guerre est à nos portes, armons-nous et partez ! C'est un peu ce qu'on entend sur les médias capitalistes à longueur de temps. Dans un monde bouleversé par la troupe de présidents-dictateurs qui jouent à loup touche-touche, les discours changent, et vite. Ces tyrans sont même parfois présentés en modèles de réussite dans les colonnes de journaux d'extrême centre, qui envient leur poigne de fer débarrassée pour de bon du gant de velours que demeurerait, jusqu'ici, la démocratie représentative.

Dans une telle optique, l'armée, c'est pratique. C'est un vivier de prolos obéissants, commandés par des bourgeois, qui sert à plein de choses. Dans l'Hexagone, on ne les envoie plus flinguer les grévistes comme au XIX^e, mais on peut les déployer dans nos anciennes colonies devenues collectivités spéciales ou pays indépendants afin de faire prévaloir les décisions des relais de com' du patronat qui nous gouvernent.

Anatole France (avec un blaze pareil, difficile de l'accuser de trahison, non ?) parlait de l'armée comme de « l'école du crime » et il disait aussi « on croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels ». Ça n'a jamais été aussi vrai.

Dorénavant, les pubs, les vidéos Tik Tok, les projets de service militaire réinventé, les bidasses en opération séduction dans les écoles, ça permet de rendre tendance l'ordre, la patrie, l'obéissance. Avec à l'arrivée, un pays qui se tient sage. À présent, le pacifisme, pour les télés des milliardaires, c'est un truc de boomers babas cool.

Auraient-ils ringardisé la paix ?

C'est une urgence, pour nous, anarchistes, de rappeler que l'armée est une institution dont le but est de faire s'entretuer des travailleurs pour servir des intérêts privés. Il nous faut réaffirmer que c'est le dernier rempart de la bourgeoisie contre les soulèvements sociaux et les aspirations populaires. Que les rêves humides de monde kaki de la bourgeoisie sont à l'opposé de ce que les anarchistes prônent pour l'émancipation des femmes et des hommes, avec au contraire, l'obéissance aveugle pour habitude, la soumission pour éthique et l'aliénation pour cadre de vie.

Tout ça ne peut produire qu'une planète ravagée par la faucheuse, mais calibrée sur mesure au service des puissants.

L'armée, bourreau du peuple, de tout temps, en tout lieu !

Julien Caldroni

Comité de Rédaction du Monde libertaire



LE MONDE LIBERTAIRE

145, rue Amelot 75011 Paris

Direction
de la publication :
Dominique Lestrat

Maquette
Philippe Camus
(ductus@me.com)

Prix de vente au n° : 5 €

Dépôt légal :
1^{er} trimestre 1977

N°ISSN : 0026-9433

Commission paritaire :
1225 D 80740



Numéro d'imprimeur :
22080280

Imprimé par :
Corlet Imprimeur
ZI Rue Maximilien-Vox
14110 Condé-sur-Noireau



IN MEMORIAM JEAN-CLAUDE LEMAIRE

Jean-Claude Lemaire, ancien ouvrier typographe, militant libertaire et syndicaliste lillois, est décédé le 2 mai 2025 à l'âge de 75 ans.

Mon ami et camarade Jean-Claude Lemaire est décédé au Nicaragua le 2 mai 2025 à l'âge de 75 ans en raison d'une blessure au pied mal soignée.

Né le 8 juin 1950 à Hellemmes (59), Jean-Claude fait ses études au lycée Baggio de Lille au sein de la filière imprimerie. Il devient ensuite ouvrier typographe et exerce ce métier pendant plusieurs années. Mais, lorsque les imprimeries abandonnent la technique typographique pour passer au numérique, Jean-Claude se retrouve au chômage.

En 1993, il est embauché au CRDP (Centre régional de documentation pédagogique) du Nord Pas-de-Calais. Pendant près de 7 ans, il y enchaîne des contrats précaires : un CES d'un an, trois contrats d'un an dits « sur ressources propres », six contrats de six mois, et un de trois mois... soit un total de 11 contrats précaires !

À la fin des années 1990, après avoir milité longtemps au PCF et à la CGT, Jean-Claude décide de rejoindre le mouvement libertaire et d'adhérer à la CNT alors en plein développement à Lille.

En février 2000, alors que Jean-Claude va avoir 50 ans, l'inspecteur d'Académie, directeur du CRDP, s'aperçoit subitement qu'il n'est plus légal de l'employer depuis plus de 3 ans ! Le syndicat CNT éducation entame alors une campagne pour que Jean-Claude obtienne un CDI. En bon ouvrier typographe qu'il était resté – il n'hésitait jamais à s'exprimer par écrit – Jean-Claude publie entre 2000 et 2006 plusieurs articles et poèmes dans le bulletin des syndicats CNT du Nord Pas-de-Calais, tantôt signés de son nom, tantôt signés du pseudo « L'Morse ».

En 2008, retraité, et suite à un voyage qu'il fait au Nicaragua avec David, un camarade de « France – Amérique latine », il s'installe à Tisma, petite ville située à 36 kilomètres de Managua, la capitale du pays. Il y rencontre Mercedes, une Nicaraguayenne et de cette union naît une petite fille prénommée Rocío. Pour les habitant-es de son village, pour sa belle-famille et bien sûr pour sa fille, il devient alors « Papá Jhon » (en Amérique latine, « Jhon » correspond au prénom « Jean »).

Installé au Nicaragua, Jean-Claude subit quelques intimidations de la part du FSLN, parti au pouvoir qui en 1979 a été le fer de lance de la révolution sandiniste et a renversé la dynastie des Somoza. En effet, les chefs locaux du parti



ne supportent pas les initiatives citoyennes prises par Jean-Claude (par exemple, pour aider les jeunes de son village à aménager un terrain de foot). Ses idées et pratiques auto-gestionnaires ne font pas bon ménage avec le castrisme dont se réclament la plupart des cadres du FSLN ! Il est arrêté une fois par la police qui, à cause de ses tatouages, le soupçonne d'être un narcotrafiquant (au Nicaragua, en effet, être tatoué est le signe d'appartenance à un gang). Il est bien sûr disculpé et finit par s'intégrer à la société nicaraguayenne même si, à partir de 2011, le pouvoir en place prend un caractère de plus en plus autoritaire, et qu'en 2018, malgré l'interdiction qui lui est faite, Jean-Claude participe, selon ses moyens, à la mobilisation contre la dictature du président Daniel Ortega.

Durant toutes les années où j'ai connu Jean-Claude (que cela soit dans un cadre militant ou personnel), j'ai adoré son sens profond de la camaraderie et de la solidarité, son amour pour la langue picarde, son esprit de répartie, son humour dévastateur et son tempérament optimiste (un optimisme d'autant plus mobilisateur que Jean-Claude a vécu dans la précarité une grande partie de sa vie).

Adé min comarate, militer à tes côtés fut un plaisir et un honneur !

**Eric Dussart,
le 15/09/2025**

<https://ericdussart.blog/2025/09/15/hommage-a-mon-ami-et-camarade-jean-claude-lemaire-1950-2025/>

LE LOUP NOIR N'ÉTAIT PAS CACHÉ FÊTE DU LIVRE DE MERLIEUX 2025 : « UNE BONNE CUVÉE »

Pour la 33^e édition de sa fête du livre, le village de Merlieux-et-Fouquerolles a accueilli, ce dimanche 5 octobre 2025, de nombreux auteurs, éditeurs, illustrateurs, bouquinistes et autres libraires pour la plus grande joie d'un public venu en nombre, et parfois de loin, à ce rendez-vous annuel.

Bien que les chiffres précis de la fréquentation ne soient pas encore tombés à l'heure de la rédaction de ces lignes, tous les organisateurs s'accordent sur la réussite de l'événement, notamment en termes de fréquentation.

Petites frayeurs et réussite

Malgré tout, en se basant sur les chiffres de l'an dernier, on peut estimer que la barre des 5 000 visiteurs a été aisément franchie lors de cette nouvelle mouture.

Tout le monde guettait le ciel la veille, en pleine alerte météo à ce sujet.

Mais cette année, les tentes et chapiteaux en tous genres auront tenu bon. Seules quelques ondées ont rafraîchi, momentanément seulement, l'ambiance littéraire de ce dimanche.

Trois pôles ?

Outre les trois pôles officiels (jeunesse, littérature générale et environnement), il est difficile d'évoquer le village de Merlieux sans parler du Loup Noir, qui ne s'y cache pas du tout.

En effet, le chien sans maître au pelage évoquant son drapeau était de la partie et les anarchistes du village géraient le « pôle politique », baptisé **Forum Social Libertaire**.

Du côté anarchiste du salon (rue de Fouquerolles) également, on retrouvait des auteurs renommés (Mordillat, Daeninckx, Maricourt, Pussé, Justhom...) ainsi que des éditeurs de littérature sociale et prolétarienne. En outre, les deux conférences qui y étaient organisées étaient captées par Radio libertaire pour une diffusion prochaine.

L'ambiance était festive et fut un grand moment de rencontres et discussions. Comme d'habitude le groupe Kropotkine s'est mis en quatre pour accueillir dans les meilleures conditions les visiteurs et visiteuses du Loup Noir. La proximité du **Forum Social Libertaire** et son intégration avec le salon officiel ont permis de voir une fréquentation dépassant largement celle du public habituel. Nul doute que beaucoup auront apprécié ce moment de leur journée.

Tous ces passionnés restent motivés à faire vivre ce bel événement pour les années futures. Malgré leurs yeux fatigués et leurs différences, ils se félicitent d'avoir réussi à s'entendre et s'entraider, conscients que c'est cette solidarité qui leur a permis de faire tant avec si peu.

Léo
Groupe Kropotkine



**10^e SALON DU LIVRE
ANARCHISTE
DIMANCHE
5 OCTOBRE 2025
MERLIEUX
ENTRE LAON ET SOISSONS**

PÔLE AUTEURES
Gérard Mordillat, Justhom, Fréd Pussé, Thierry Maricourt, Florence Aubenas, Raphael Romnée, Didier Daeninckx, Jean-Luc Richelle, Odile Conseil, Alain de Libero, Philippe Leleux, Anthony Cortès, Jean-Louis Mohand Paul...

PÔLE ÉDITEURS-TRICES
Editions du Monde Libertaire, Editions Tops Trinquier, Editions Libertaires, Info-kiosque, Fragments, CCLOPS, Editions du labyrinthe, la Lucarne des Écrivains...

FAITS D'HIVER NON !

Construire des prisons pour enrayer la délinquance, c'est comme construire des cimetières pour enrayer l'épidémie.

Gros coup de vent dans le Landerneau collet monté de la robe austère de la Justice sous laquelle...

Le petit Nicolas vient, en effet, de se prendre 5 ans ferme comme une vulgaire racaille tout juste bon à être passé au kärcher. Bon, d'accord, il y a encore loin de la coupe aux lèvres, mais...!

Comme toujours dans ces cas-là, les « résistants » de la 25^e heure commencent à sortir les tondeuses à « collaboratrices ». Et le bon peuple n'est pas le dernier à se réjouir de voir un « ex » petit marquis aller tâter de la paille humide du cachot.

Mais, hormis se faire plaisir sans grand courage, en quoi la prison résout-elle le problème de la délinquance ou de la criminalité ?

La délinquance et la criminalité, c'est une évidence, n'ont pas à être tolérées. Sauf qu'il y a très peu de grands de ce monde qui marchent régulièrement en dehors des clous et qui fréquentent la prison, alors que les voleurs de poules et désormais les malades mentaux y pataugent d'abondance. Donc, la prison est injuste socialement. Et pire, elle est inefficace. C'est une usine à récidive. Alors, que faire ?

Peut-être prendre le problème à sa racine politique et sociale ? Sans aucun doute, soigner les malades et éduquer les petits délinquants via des travaux d'intérêt social. Et quant aux criminels endurcis et sans espoir, les mettre juste hors d'état de nuire en leur offrant des conditions de vie humaines.

Quoi qu'il en soit, même si tout cela n'est pas simple à réaliser, ça sera toujours moins pire que la prison.

Et puis, réfléchissez, ce ne doit quand même pas être un hasard si, à chaque révolution, la première chose que fait le peuple, c'est d'ouvrir et de vider les prisons. Bon, d'accord, elles se remplissent très vite !

Eh bé, il suffit de les détruire !

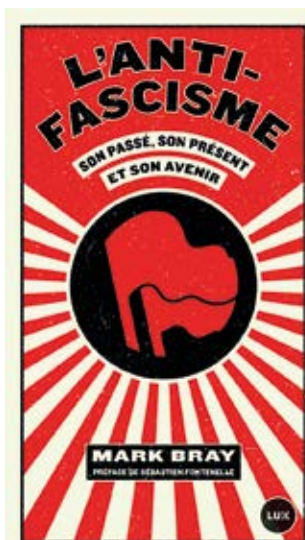
Jean-Marc Raynaud

Harcelé par l'extrême droite, pétition pour son licenciement, menaces de mort à répétition, publication de son adresse postale...

Mark Bray, l'historien spécialiste de l'anti-fascisme a dû fuir les États-Unis

Mark Bray et sa famille sont enfin arrivés à Madrid.

Vendredi, ce professeur de l'université de Rutgers, dans le New Jersey (États-Unis), a été contraint à l'exil. Spécialiste de l'Espagne et du mouvement antifasciste, il était la cible de l'extrême droite depuis quelques années. Mais un nouveau décret de Donald Trump, signé le 22 septembre, désigne désormais l'antifascisme comme une « organisation terroriste ».



Compagnes et compagnons d'hier

Courrier du commissaire spécial au préfet de Maine-et-Loire, 28 novembre 1899, concernant le réserviste Lebrun Jean-Marie, bourrellier-sellier parisien de 27 ans.

« S'est vu infligé une punition de 30 jours de prison, dont 8 de cellule, par son colonel, pour avoir à la date du 5 du présent mois, dans un tram entre Erigné et Angers, crié : Vive l'anarchie et à bas l'armée ! »

Déniché par Julien Caldironi
individuel FA 49

LE MONDE LIBERTAIRE **suite et fin** REÇOIT LE COLLECTIF LA HORDE

Passons un peu aux questions générales et à l'actualité. Quel est votre regard sur l'extrême droitisation en France et ailleurs et de fait, qu'est-ce que ça implique pour le mouvement antifasciste, et donc par voie de ricochet, pour La Horde ?

Concernant l'autoritarisme (qui est un mode de gouvernance et non une idéologie en tant que telle), rien que pour la France, on peut dire que, dès son avènement, la Ve République est un régime autoritaire, donc il y a une certaine continuité, même si aujourd'hui on a le sentiment que les règles du « jeu démocratique » sont encore moins respectées par l'État. L'autoritarisme, de toute façon, s'est toujours très bien accommodé du cadre républicain, même chose pour le racisme, ce ne sont pas des spécificités de l'extrême droite. Mais ce qui nous intéresse concernant l'extrême droite, ce n'est pas que c'est le problème le plus important, c'est qu'elle propose un concentré de tout ce qui nous menace au-delà de l'extrême droite, c'est-à-dire ce qu'elle représente bien sûr, mais aussi au-delà, que ça soit l'autoritarisme, les idées réactionnaires et patriarcales, le racisme, etc.

Ce que nous constatons, c'est que les idées réactionnaires et racistes sont de retour dans le sens où, d'une certaine manière, elles semblent redevenues des opinions comme les autres, ce qui ne veut pas dire qu'elles sont partagées par toutes et tous, ni même majoritaires ou plus importantes qu'avant. L'extrême droite avait pignon sur rue jusqu'en 1945 et même elle était au pouvoir en France jusqu'à cette date. Et puis elle est passée dans le camp des vaincus et ceux qui l'incarnaient ont été en grande partie ostracisés, non seulement politiquement, mais même idéologiquement. Ça a duré pendant 50 ans, jusqu'au début des années 2000, après que Le Pen a accédé au 2e tour de l'élection présidentielle, ce qui a été un choc, mais qui a été aussi compris comme le chant du cygne du FN et, par extension, de l'extrême droite en France. Il faut dire que, dans notre pays, il y a toujours eu cette idée que l'émergence de l'extrême droite correspondait à un « coup de colère » populaire, à un moment où les gens en ont marre et veulent le faire entendre, et non comme un choix raisonné. Les populistes comme Poujade ou Tixier-Vignancour avaient eu leur moment, et pour Le Pen, ça avait duré plus longtemps, mais la parenthèse allait se refermer. Mais on voit bien aujourd'hui que ce n'est pas le cas, que l'extrême droite, ce n'est pas juste des petits boutons qui grattent sur la peau de la société, non, c'est une force politique parmi les autres.

L'extrême droite a mis longtemps à revenir, mais globalement, le temps a fait son œuvre. De plus, ce courant politique a su se réinventer, se moderniser, être davantage



en phase avec son époque. L'extrême droite a fait un travail de fond pendant des décennies pour que son projet inégalitaire soit à nouveau concevable et audible pour les gens, voire attractif. Car pendant longtemps, ça n'a pas été le cas : si tu défendais un projet inégalitaire, raciste, etc., ce n'était pas bien vu, tu étais un « facho », il y avait un jugement moral, ce qui ne veut pas dire évidemment qu'il n'y avait pas de racisme ou de sexisme ni même qu'ils ne s'exprimaient pas plus ouvertement qu'aujourd'hui dans la société. Mais l'idée qui aujourd'hui fait son chemin, c'est que, crise oblige, il n'y en aura pas pour tout le monde, il va falloir faire le tri et qu'il va falloir à un moment donné que ce tri se fasse sur des critères qui ne soient pas discutés, comme l'origine par exemple. Il y a aussi l'idée diffuse d'une menace globale sur les habitudes de vie européennes, une pression démographique venue du Sud... On voit qu'il y a un regain d'intérêt pour ces idées, même si ce n'est pas forcément une adhésion totale. Il faut dire que les gouvernements de gauche et de droite qui se sont succédé depuis des décennies ont tout fait pour leur donner du crédit. C'est donc en passe de devenir une proposition comme une autre. Il y aurait des gens qui défendent un projet égalitaire, des gens qui défendent un projet inégalitaire et finalement ça se vaudrait.

C'est cette banalisation des propositions d'extrême droite qui rend bien plus probable l'accession au pouvoir de ce projet, d'autant plus que ses représentants, ostracisés et tenus à l'écart du pouvoir, peuvent prétendre à une certaine virginité dans la pratique du pouvoir. C'est le fameux : « on n'a jamais essayé ». Alors, on peut toujours rappeler que si, l'extrême droite a été au pouvoir sous Vichy, mais c'était il y a 70 ans. C'est compréhensible qu'on ne puisse pas toujours renvoyer les gens à quelque ●●●

LE MONDE LIBERTAIRE suite et fin REÇOIT LE COLLECTIF LA HORDE

●●● chose qui leur semble lointain. Ce ne sont plus les mêmes personnes, ce ne sont plus, non plus, toujours les mêmes références, forcément. Et puis il y a quand même des fondamentaux de cette époque que l'extrême droite contemporaine a un peu mis à l'écart, comme l'antisémitisme, par exemple, qui était vraiment la colonne vertébrale idéologique de la droite nationaliste avant la Seconde Guerre mondiale, qui était quelque chose sur laquelle toute l'extrême droite pouvait se retrouver. Aujourd'hui, c'est l'islamophobie qui joue ce rôle, plus consensuel et moins criminalisé. C'est une façon de se normaliser pour les partis comme le RN, mais même des mouvements qui n'ont pas d'intérêts électoralistes à le faire s'en démarquent, comme l'*Action Française* nouvelle génération qui veut continuer à s'inscrire dans l'héritage de Maurras, mais sans l'antisémitisme, ce qui peut sembler aberrant. Ça ne signifie pas que l'antisémitisme a disparu à droite, mais clairement, ce n'est plus mis en avant.

Ils ont remplacé provisoirement l'antisémitisme par l'islamophobie. Ils n'ont plus de temps contre l'antisémitisme parce qu'ils sont trop occupés... ?

Non, il est toujours possible de mener les deux de front, un racisme ne chasse pas l'autre. Il y a toujours une extrême droite qui se revendique antisémite et, en général, elle est aussi très islamophobe. Le truc c'est que, stratégiquement ou pour être dans l'air du temps, il semble bien de dire qu'aujourd'hui, effectivement, ils ont (provisoirement ?) changé de cible. Qu'est-ce qui est politiquement le plus rentable aujourd'hui : taper sur les musulmans ou sur les Juifs ? Le calcul est vite fait. Et puis il y a une islamophobie sincère à l'extrême droite, c'est-à-dire qu'il y a vraiment une focalisation qui n'est pas un calcul politicien. À l'extrême droite, ils sont vraiment convaincus que la civilisation européenne et chrétienne est davantage menacée par l'islam que par le judaïsme.

C'est leur fameuse théorie complotiste du grand remplacement...

Il y a des théories du complot qui disent que ce fumeux « grand remplacement » serait orchestré par les Juifs. Mais ce n'est pas le cas de la plus populaire d'entre elles, celle de Renaud Camus dans son livre « *Le Grand Remplacement*¹ »

Un autre exemple qu'on aurait pu développer : c'est aussi un milieu qui s'est beaucoup féminisé. Ça, c'est assez nouveau. À l'Œuvre Française, qui a été un mouvement d'extrême-droite important dans les années 1970-1980, militer était interdit aux femmes. Aujourd'hui, on voit bien qu'il y a des figures féminines qui émergent ; il y a même une

tentative de se réapproprier les droits des femmes avec le fémonationalisme...

Pour prendre la partie la plus institutionnelle, mais aussi la plus dynamique, le Rassemblement National, on peut noter qu'il y a un certain nombre de renoncements sur des choses qui pouvaient encore apparaître comme fondamentales dans son programme comme la sortie de l'UE, le retour à une monnaie nationale, etc.

Bref, il y a des évolutions à l'extrême droite. Certains dans ce milieu s'en plaignent, considèrent qu'au RN, tout est édulcoré, que Marine Le Pen brade leurs idéaux... Mais, dans le même temps, toutes et tous savent que le RN joue le rôle de brise-glace pour la pénétration de leurs idées. L'aboutissement, ce serait de revenir en fait à une situation d'avant-guerre où le racisme, l'antisémitisme le plus radical, tout ça faisait partie de l'offre politique et qu'il n'y ait plus de mouvement moral à avoir dessus. Cette situation oblige les antifascistes d'aujourd'hui, qu'ils soient autonomes ou même électoralistes, à ne pas se contenter d'adopter une posture morale (dire l'extrême droite, c'est pas bien, c'est la haine, etc.). Ça ne veut pas dire qu'il faut arrêter de renvoyer l'extrême droite à son histoire et à ce que ça donne au bout du compte, mais il faut refaire de la politique, ça veut dire qu'il va falloir convaincre à nouveau de la pertinence du projet égalitaire. Et on a été peut-être paresseux sur ce point, c'est-à-dire que, pendant longtemps, il y avait une espèce d'évidence dans notre tête, une évidence antifasciste. Or, il faut démontrer les projets inégalitaires de l'extrême droite, mettre en évidence sa spécificité. On nous dit parfois : « pour moi, l'extrême droite, ça commence à Macron ». On peut le comprendre, mais il reste une spécificité. Sinon, pourquoi les gens voteraient pour eux ? Ce marqueur, c'est essentiellement la préférence nationale, c'est-à-dire d'entériner le fait, dans la loi, qu'il y a des sous-citoyens, sur la base des origines.

Dans les faits, c'est déjà vrai.

Oui, il y a déjà des sous-citoyens, en tout cas des gens qui n'ont pas la citoyenneté reconnue et qui vivent dans des conditions indignes, mais c'est autre chose que de l'inscrire dans la loi. Qu'est-ce qui se passerait si l'extrême droite arrivait au pouvoir ? Qu'est-ce que ça changerait fondamentalement ? Il y a déjà de telles dingeries en matière de racisme d'État et de répression qu'on peut se demander ce qui changerait vraiment. La différence fondamentale pourrait se voir dans le rapport à l'égalité devant la loi, il pourrait y avoir un vrai point de basculement.



Mais n'oublie pas quand même que la droite, la droite non extrême affichée, a essayé de faire passer souvent la préférence nationale et que, même si elle n'est pas passée, je crois, dans la loi, elle s'applique dans les faits. En réalité j'ai coutume de dire que droite et extrême droite c'est la même famille, inégalitaire.

C'est pour ça que, nous, on utilise peu le mot « fascisme », qui renvoie à l'idée d'un changement de régime, quelque chose qui se situerait au-delà du clivage droite-gauche, et qu'on préfère parler d'extrême droite, qui est la version extrême du projet de la droite. C'est dans ce sens qu'on peut considérer que Rétailleau est d'extrême droite...

... Parce que tous les voyants sont allumés. Après, à droite demeurent d'autres tendances.

L'amalgame, ce n'est jamais bon.

Non, mais quand on voit une personnalité comme Rétailleau, on se demande vraiment ce qui lui manque pour le différencier de l'extrême droite. Et Bardella, on se demande ce qui le différencie d'un type comme Sarkozy, par exemple, mais bon on ne sait pas trop ce qu'il a dans sa tête vu qu'il dit souvent une chose et son contraire. C'est compliqué, mais en tout cas, on voit bien que ce n'est vraiment qu'une fois que l'extrême droite arrivera au pouvoir qu'on pourra en juger. Ce n'est pas aussi évident qu'avant avec le FN de Jean-Marie ou même de la Marine des débuts, parce qu'il y avait une volonté affirmée de se distinguer clairement de la droite. Marine Le Pen semble encore très attachée à arriver seule au pouvoir, et elle a maintenu le FN puis le RN à l'extérieur de la droite. Elle a en tout cas essayé de faire croire que son mouvement n'était pas un mouvement de droite. Bardella, au début, disait ça aussi, mais il ne le dit plus aujourd'hui. Se prétendre ni de gauche ni de droite, c'était une façon d'apparaître différent, ça avait l'avantage de faire croire qu'on est hors du jeu politicien, mais cette différence peut aussi être quelque chose qui fasse peur, qui détourne en particulier le milieu des affaires. Parce que la droite, c'est ça aussi, c'est le parti de l'argent.

On voit bien qu'il y a toujours cette image populaire du RN qui, malheureusement dans les élections, fonctionne encore, malgré les nombreuses prises de position antisociales du RN à l'Assemblée par exemple. Et dans les faits, de qui le RN se rapproche aujourd'hui pour arriver au pouvoir ? Des milieux d'affaires.

Tu penses à l'affaire Sterin ?

Oui, et en même temps, on en voit d'autres aussi, comme Bolloré, qui se méfie du RN qui est encore soupçonné d'avoir des bribes d'idées de gauche dans son pro-

gramme, et à qui il n'est pas non plus pardonné la rupture avec les milieux cathos tradis dont Marine Le Pen s'est débarrassée parce que, pour elle, c'étaient des boulets qui renvoyaient justement à l'image traditionnelle de l'extrême droite.

Tu nous décris fort bien le paysage changeant de l'extrême droite, son discours et son étendue aujourd'hui. La racine de toutes nos luttes est sociale, égalitaire et les terrains de lutte sont nombreux. Bien sûr, la réponse antifa s'inscrit dans ce contexte. Peux-tu nous en dire plus à ce sujet.

Ce qui est important pour nous, c'est de bien comprendre que l'antifascisme est comme toutes les luttes spécifiques à l'image, par exemple, la lutte anticarcérale. Nous, on se focalise sur l'extrême droite, la lutte anticarcérale, sur les prisons. Et dans les deux cas, bien sûr, ce sont des problèmes qu'on juge importants, mais c'est surtout un angle d'attaque, un point spécifique sur lequel on veut attirer l'attention des luttes sociales, dans un projet plus large de changement social. Si vous avez une pensée libertaire, égalitaire, émancipatrice, vous ne pouvez pas faire l'impasse sur les prisons, vous ne pouvez pas faire l'impasse sur l'extrême droite. Et nous, notre travail, c'est de prendre le temps de voir comment ça fonctionne, pourquoi c'est là et à qui ça sert. Et de dire que ça doit être un sujet de préoccupation. Mais ça ne veut pas dire que ce sont les gens qui sont engagés dans la lutte anticarcérale qui vont régler la question des prisons, ça ne veut pas dire que c'est nous les antifascistes qui allons régler la question de l'extrême droite. On ne va rien régler du tout. L'extrême droite n'est d'ailleurs pas le problème des antifascistes, mais celui de toute personne engagée dans un projet solidaire, égalitaire et émancipateur.

Récemment, à Nantes, il n'y a pas longtemps, quelqu'un nous a dit « mais alors, selon vous qui luttez contre l'extrême droite, si vous vous en débarrassez, ça y est les problèmes seront réglés ». Ben non, on ne dit pas ça. Non, il y aura toujours des gens pour défendre un projet inégalitaire, pourquoi n'y en aurait-il pas ? Ça, c'est la première chose. Et puis quand bien même on s'en serait « débarrassés », même si on réduisait leur influence au maximum, il y a tant d'autres problèmes à traiter ! C'est la société qu'il faut changer, qui doit changer dans toutes ses dimensions ou presque. Quand on a le regard fixé sur un objet en particulier, on peut peut-être donner l'impression qu'on n'a que cet objet en tête, surtout si on y consacre l'essentiel de notre militantisme voire, pour certains, tout leur temps militant. Et d'ailleurs, ce qu'on constate dans les groupes ●●●

LE MONDE LIBERTAIRE suite et fin REÇOIT LE COLLECTIF LA HORDE



●●● antifascistes, c'est qu'il n'y a aucun groupe qui se limite à la seule question de l'extrême droite. On s'engage parfois au début sur la seule question de l'extrême droite, mais, très vite, on se retrouve dans d'autres luttes, en gardant une perspective antifasciste. C'est notre travail aussi, comme on a l'extrême droite dans le collimateur, de veiller à ce que, par exemple, elle ne s'invite pas dans un mouvement social, comme ça a pu se passer au début des Gilets jaunes. Donc, quand elle s'y invite, qu'elle puisse être dénoncée et expliquer aussi, et justifier pourquoi elle doit être dénoncée, etc. Et ça, je pense qu'aujourd'hui c'est important parce que l'extrême droite essaie de s'inviter partout. Puisqu'elle s'est normalisée, c'est logique. En tout cas, elle tente des incursions dans des territoires qui lui sont encore interdits, comme le féminisme, même si c'est à la marge et à l'échelle groupusculaire, comme avec le collectif Némésis.

Il y a en ce moment une annonce de mouvement de « blocage » du pays pour le 10 septembre. Est-ce que c'est le début de quelque chose ou rien du tout ? On verra bien. Mais ce qui est sûr, c'est que l'extrême droite est déjà à l'affût. Ce qui est troublant, c'est que les modes d'action proposés par les initiateurs et initiatrices de ce mouvement, et même les mots d'ordre de justice sociale, sont quand même plutôt de gauche, voire égalitaires. Mais il peut y avoir de l'agitation d'extrême droite, une volonté de détourner le mouvement, et nous on doit être là.

Contrairement au mouvement des Gilets jaunes qui a démarré sur des revendications d'automobilistes sur lesquelles on n'était pas forcément à l'aise, là, ça partirait direct sur des mots d'ordre de gauche, mais avec une posture confusionniste. Il y a quand même à l'extrême droite, il faut le reconnaître, une capacité d'adaptation et une certaine abnégation, car ce qui compte, c'est d'être là. En interne, les militant.es d'extrême droite se désolent souvent de ne pas être au contact des gens, de ne pas avoir d'ancrage dans les mouvements de protestation. En effet, ils sont très forts sur les réseaux sociaux et dans les urnes, mais sur le terrain, dans les luttes, tu ne les vois pas, ils ne sont jamais là. Cette faiblesse militante, cette faiblesse de terrain, peut se justifier en estimant que ce sont des combats d'arrière-garde qui aujourd'hui ne mènent plus à rien, que tout le travail d'influence idéologique se joue sur les réseaux sociaux, que ce qui compte c'est moins ce que tu fais que la façon dont tu vas le mettre en scène et communiquer dessus. Mais les mouvements d'extrême droite savent aussi qu'il faut être présents d'une façon ou d'une autre, dans la rue, pour qu'ils puissent faire entendre leur musique et être crédibles.

Oui, mais de toute façon, sur ce thème-là, il y a quand même matière à leur répondre. Il faut discuter avec les gens pour vraiment leur faire passer le truc. Savoir tout ce que l'extrême droite vote ou ne vote pas, d'antisocial et de liberticide avec le pouvoir. Ils essaient de se faire passer pour le mouvement du peuple et c'est quand même d'une facilité déconcertante à démontrer. C'est quand même a priori facile. Mais oui, encore faut-il être là.

C'est sûr que le meilleur barrage, ce qui va le plus pénaliser la progression de l'extrême droite, c'est la vitalité des luttes sociales, à condition qu'elles soient menées sur des bases égalitaires et d'affirmer ça.

On a fait, je crois, un beau tour d'horizon de ce qu'est La Horde, de l'extrême droite et de l'actualité qui se présente. Dis-moi, maintenant, quel message (s'il y en a un) aimeriez-vous passer aux lecteurs du Monde libertaire ?

Par exemple, pour ceux qui, dans notre collectif, dont moi, étaient dans le réseau *no pasaran*, il y avait égalitaire, libertaire et solidaire. C'est vrai qu'on insiste plus sur la question de l'égalitarisme. Mais c'est pareil chez les libertaires, il n'y a pas de projet libertaire qui ne soit pas égalitaire, ou alors on est libertarien, mais c'est autre chose.

C'est tout autre chose en effet : c'est la liberté totale pour un petit nombre d'exploiter tous les autres dans un capitalisme exacerbé. C'est l'opposé total du projet libertaire.

Parmi les groupes antifascistes autonomes, tous ceux qu'on connaît ont un fonctionnement libertaire, même si certains peuvent être structurés de façon plus verticale, sur d'autres modèles politiques. Mais c'est intéressant parce que ça montre aussi la variété de la lutte antifasciste.

Voilà SB, notre entretien est terminé et j'espère que les lecteurs du Monde libertaire seront aussi ravis que moi de cette rencontre antifasciste. On garde le contact, bien entendu, et on se dit donc à bientôt !

Interview réalisée par Philippe Pouchat
Comité de Rédaction du Monde libertaire

1. C'est encore moins le cas d'une théorie complotiste antérieure, celle de « l'Eurabia » de Bat Ye'or (dont Camus s'inspire en partie), qui le présente comme le projet de l'Union européenne (sous l'impulsion de la France) de faire de l'Europe une colonie islamique pour nuire à Israël. (Note ajoutée par SB)

PIRATES CAPITALISTES EN GUADELOUPE UNE VIE TOUJOURS CHÈRE

[suite et fin]

GBH n'est cependant pas le seul groupe ciblé par la plainte de la **CGTG**, de **MIR-Guadeloupe** et de son président. L'acteur monopolistique du fret maritime qu'est la **CMA CGM** est aussi dans le viseur des plaignants. Le groupe **CMA CGM** est un des trois leaders mondiaux du fret maritime, avec les groupes **MSC** et **Maersk**. Son chiffre d'affaires de 2022 a atteint le montant astronomique de 74 milliards de dollars et, en 2023, avec 23,4 milliards d'euros de bénéfices nets, la **CMA CGM** est devenue de loin l'entreprise la plus profitable de France, bien avant les entreprises **Total** ou **LVMH**. Comme **GBH**, le groupe maritime possède lui aussi une histoire de famille qu'il aimerait sans doute faire oublier.



LE KERGUELEN, NAVIRE-FLEURON DE LA CMA CGM. PHOTO KEES TORN

En 1998, la **CGM**, entreprise publique très rentable et récemment renflouée par l'État, est rachetée, après privatisation, par la famille Saadé, qui détient déjà la **CMA**, une compagnie privée aux résultats médiocres. Le gouvernement de M. Alain Juppé risque alors le scandale politique en ayant vendu un fleuron national à un « armateur sans le sou, dont la principale qualité était d'être notoirement proche du RPR¹ ». Dans la foulée, le journal *Libération* indique que M. Jacques Saadé aurait fait s'évaporer plusieurs millions de francs de la comptabilité de l'entreprise; et ce, afin d'affaiblir artificiellement la **CMA**, pour forcer la fusion des deux entités, malgré sa promesse de ne pas utiliser la trésorerie de la **CGM** pour renflouer la **CMA**. Concrétisant son péché originel, l'entreprise a continué, jusqu'à aujourd'hui, de bénéficier des largesses de l'État français, puisqu'en 2023, *Mediapart* faisait savoir que, sur trois années, 40 milliards d'euros de la **CMA CGM** n'avaient quasiment pas été taxés grâce à une niche fiscale².

Le fret maritime accaparé

Dans le marché spécifique du fret maritime aux Antilles françaises, la **CMA CGM** n'a aucun véritable concurrent. L'entreprise **Maersk** y était positionnée, mais a quitté ce marché en décembre 2022. L'entreprise **Sea Trade**, elle, y serait toujours active, mais détiendrait une part de marché infime par rapport à la **CMA CGM**. D'ailleurs, l'économiste M. Sébastien Matouraparsad considère dans cette situation « qu'on peut [...] parler de monopole ». L'existence d'un monopole est, pour la Commission d'enquête parlementaire de 2023, incontestable : « [...] la **CMA CGM** détient, aux yeux du rapporteur, une position dominante sur le marché du transport maritime. En effet, ses parts de marché se sont renforcées depuis 2013 dans la quasi-totalité des territoires français ultramarins. Ainsi, entre 2013 et 2022, la part de marché de la **CMA CGM** est passée, selon ses propres déclarations, de 49 % à 62 % en Martinique, de 51 % à 64 % en Guadeloupe, de 95 % à 97 % à Saint-Barthélemy, de 76 % à 82 % en Guyane, de

29 % à 45 % à La Réunion, de 24 % à 39 % en Polynésie française et de 25 % à 37 % en Nouvelle-Calédonie³. »

Cet accaparement du marché ultramarin deviendrait illégal si le groupe abusait de sa position dominante. Or, une vive discussion a eu lieu devant la Commission d'enquête parlementaire sur la vie chère en 2023, quant au mystérieux calcul d'une taxe imposée sans justification par le groupe : la **BAF** ou *Bunker adjustment factor*⁴. Cette taxe de surcharge carburant a été mise en place par les compagnies maritimes d'affrètement dans les années 1970 à la suite des chocs pétroliers : imposée à leurs clients, elle a permis aux entreprises maritimes de suivre régulièrement les évolutions du prix du pétrole sur le marché mondial et d'ainsi éviter le paiement direct par les entreprises des surcoûts non prévus contractuellement. Initialement protection contre les aléas du marché pétrolier mondial, cette taxe semble cependant rapidement être devenue une source de profit indu. Les clients de ces entreprises n'ont aucune appréhension possible de la fixation du coefficient : la **CMA** ●●●

PIRATES CAPITALISTES EN GUADELOUPE UNE VIE TOUJOURS CHÈRE

[uite et fin]

●●● CGM conserve volontairement l'opacité sur les calculs justifiant la hausse ou la baisse de la BAF. En fin de chaîne, le consommateur ultramarin est nécessairement pénalisé : lui non plus n'a aucune information sur la fixation du coefficient et ne peut donc pas comprendre pourquoi les prix à la consommation, *in fine*, augmentent lorsque le coût du fret augmente. Cette BAF représente en moyenne 26 % du montant total facturé par les entreprises maritimes, comme la CMA CGM à ses clients, par exemple GBH. La commission d'enquête a échoué à obtenir de la CMA CGM des précisions sur le mode de calcul de la BAF, malgré l'obligation pénale en la matière faisant encourir aux dirigeants de l'entreprise deux ans d'emprisonnement et 7 500 euros d'amende.

Et puis y'a les autres

Les deux groupes précités ne sont évidemment pas les seuls responsables de la vie chère : ils y contribuent cependant grandement. Le choix fait par la CGTG, MIR-Guadeloupe et son président de les viser conjointement dans la plainte déposée l'année passée se fonde aussi sur des soupçons d'entente sur les prix entre eux et d'une proximité bien mal cachée. En effet, sans que la femme de M. Bernard Hayot ne joue aucun rôle officiel dans le groupe familial, elle est devenue, au printemps 2015 et devant les journalistes, la marraine du *Kerguelen*, le nouveau navire-fleur de la CMA CGM⁵. En 2023 pourtant, devant la Commission d'enquête parlementaire et feignant d'être ennemis, les dirigeants des deux groupes se renvoyaient à leurs responsabilités : GBH affirmant que la CMA CGM impose des prix de fret trop élevés et que le mode de calcul de la BAF demeure inconnu ; la CMA CGM de se défendre en arguant d'une baisse des prix du fret pratiquée dans le passé sans répercussion sur les prix des distributeurs.

De tels comportements brisent évidemment le reste de confiance que

Corinne, Frédéric et bon nombre de Guadeloupéens peuvent avoir dans les entreprises qui exploitent leur force de travail et vident leur porte-monnaie. La CGTG et le MIR-Guadeloupe ne demandent donc plus que ces groupes soient transparents et fournissent d'eux-mêmes leurs schémas organisationnels, leurs marges détaillées et globales et le mode de calcul des taxes qu'ils imposent unilatéralement. Ils demandent qu'un juge d'instruction, par des perquisitions par exemple, se serve lui-même.

Plainte contre les colons irritables

M. José Jean-Pierre, dit Jozé Bwakpèch – du nom d'un bois antillais robuste et utilisé depuis des siècles pour la teinture ou la médecine –, président du MIR-Guadeloupe (le *Mouvement international pour les réparations* liées à l'esclavage) et à l'initiative de la plainte, tient une position ferme. Visage grave, cheveux levés en coupe afro, la sincérité de son engagement politique se traduit dans le ton qu'il emploie : un parler doux, pacifique, mais courageux. L'homme n'hésite pas à aborder des sujets devenus tabous, car « *désuets* » pour les pouvoirs publics. Il parle de l'esclavage, de la colonisation, dont les structures économiques actuelles ont hérité. Il rappelle : « *L'objectif de cette plainte est bien de faire la démonstration de l'existence de statuts particuliers qui donnent à certains le droit d'enfreindre les lois, d'entrer à l'Élysée par la porte de derrière et sans rendez-vous et à d'autres le statut de non-citoyen ne bénéficiant pas de la protection de la Nation qui serait la leur.* » Une référence au lobbying agressif des békés, à l'Élysée, au ministère des Outre-mer, au Parlement et à la Commission européenne, dénoncé par l'ONG *Transparency international France* et faisant l'objet d'une enquête de la part de la haute autorité pour la transparence dans la vie publique depuis mars 2025.

En Martinique

À quelques centaines de kilomètres de l'île, les Martiniquais, eux, n'ont pas attendu un résultat judiciaire pour se révolter une seconde fois contre la vie chère. Lancée le 1^{er} septembre 2024, la mobilisation martiniquaise a rappelé à beaucoup celle de 2009. Cette fois-ci, c'est l'association RPPRAC (*Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéennes*), qui a initié le mouvement, en bloquant le *Grand port maritime de Martinique*. Au fil de semaines d'affrontement entre les manifestants et la police, un couvre-feu a été instauré par le préfet et une compagnie de CRS appelée en renfort. Un accord a été signé le 16 octobre 2024 entre la grande distribution (comprendre notamment GBH), les élus et l'État pour baisser en moyenne les prix de 20 % sur 6 000 produits alimentaires. Le RPPRAC a refusé de signer cet accord. D'abord, la baisse des prix n'est que de 20 %, alors que la vie est plus chère d'environ 40 %. Ensuite, elle ne concerne que 6 000 produits sur des dizaines de milliers de références. Surtout, cette baisse en trompe-l'œil est financée par une suppression de la TVA et de l'octroi de mer⁶ : ce sont donc l'État et les collectivités territoriales qui payent, *in fine* les citoyens. Les groupes privés, qui s'enrichissent par des marges exorbitantes, n'ont pris quasiment aucun engagement financier substantiel. Il a même été évoqué un « *gel* » de certaines marges des distributeurs et des grossistes, bien qu'inconnu c'est probablement le secret le mieux gardé des Antilles. Autrement dit, GBH et la CMA CGM sont sommés, s'il leur plaît, de s'autocontrôler.

Toujours est-il que, six mois après la signature de cet accord, les consommateurs martiniquais, interrogés par le journal *France-Antilles* en avril 2025, ne relèvent pas de baisse substantielle des prix sur leurs tickets de caisse. Pire encore, l'État et les procureurs, de leur



par le petit patron, jusqu'aux grands Békés qui eux-mêmes négociaient avec l'État et les gros usiniers américains. Je me sentais engluée comme une mouche dans une toile d'araignée. Tu sais, j'avais un ami à l'époque, qui a essayé de monter une usine de yaourts sur place. Que crois-tu qu'il se soit passé? Tous les magasins de l'île se sont mis à offrir des promotions sur les yaourts importés de métropole. Les gens se sont précipités sur l'aubaine. Les propriétaires ont vendu à perte, comme ça, pendant des mois. Jusqu'à ce que mon ami, avec sa petite production locale, jette l'éponge et ferme boutique. C'était comme ça et ça n'a pas changé. Tu connais la chanson de Bob Marley? Celle qui dit : "Every time I plant a seed, sheriff says kill it before it grows"⁸. Chaque fois que je l'entends, je pense à cette histoire de yaourt. »

Antoine Le Scolan

1. *Libération*, « L'argent de la CGM prend le large. Jacques Saadé est soupçonné par son frère de transférer des fonds à l'étranger. », 16 mars 1998.
2. *Mediapart*, « CMA-CGM, cet ogre qui rachète tout sans payer d'impôts », 9 mai 2023.
3. Rapport de la commission d'enquête précité, p. 118.
4. En français : coefficient d'ajustement de soutien.
5. *France-Antilles*, « Catherine HAYOT, marraine du fleuron de CMA CGM », 18 mai 2015.
6. L'octroi de mer est une taxe spécifique à certains territoires ultramarins. Dans les faits, si la TVA est plus faible dans ces territoires, l'octroi de mer compense une partie de cette baisse. À la différence de la TVA qui va à l'État, l'octroi de mer est attribué aux collectivités.
7. Bulle Estelle-Sarah, « *Là où les chiens aboient par la queue* », Liana Levi Éditions, 2018, page 233.
8. « *Chaque fois que je plante une graine, le shérif dit de la tuer avant qu'elle ne pousse.* » In *I Shot The Sheriff*, chanson de Bob Marley, 1973. (NDLR)

côté, préfèrent procéder à l'arrestation du leader du RPPRAC, M. Rodrigue Petitot dit le « R » – condamné à un an d'emprisonnement en janvier – qu'à l'ouverture d'une enquête sur les acteurs privés qui ne sont pas toujours pas inquiétés. Pas même pour le fait d'assumer publiquement de ne pas publier leurs comptes – pourtant obligation légale – depuis plusieurs années.

Les colons irrités

Après cette énième mobilisation contre la vie chère, l'amertume règne en maître. GBH semble être sorti, contrairement à ce qui est affirmé dans les titres locaux, plus renforcé que jamais, grâce à une stratégie de communication offensive : le groupe a annoncé déposer plainte contre ses diffamateurs supposés et multiplie les communications télévisées, rediffusées largement dans la presse locale. Le journal *France-Antilles*, dans un papier du 12 février 2025 et protégeant le droit de réponse « sacré » des grands que les petits attaquent, titrait en reprenant les mots mêmes du groupe : « *GBH est l'un des acteurs les plus importants pour lutter contre la vie chère* ». Le magazine *Inter-entreprises* lui, dans son numéro de mars 2025, réalisait sa une sur le sujet « *Ce que racontent les comptes sociaux 2023 de*

GBH SAS ». L'article est en fait un descriptif élogieux des nouvelles stratégies commerciales du groupe : « *En résumé, le groupe va bien. Il a pu distribuer 7,9 millions d'euros à ses actionnaires, soit un dividende de 12,75 euros par action.* »

GBH va même jusqu'à rappeler qu'il est un des premiers soutiens aux productions locales antillaises et à la protection de l'environnement. Il aurait même mis en place un électro-compositeur à *Destreland*. Pourtant, au *Carrefour* de ce centre commercial, si le rayon des fruits et légumes est imposant, l'étal des produits locaux l'est un peu moins. Seules les christophines viennent de la Guadeloupe; on peut même y observer des tomates de l'Hexagone. Il devait manquer de place sur les autres étalages.

La révolte : un volcan en sommeil

La communication du groupe ne suffira cependant sûrement pas à changer la mémoire des Guadeloupéens, marquée profondément d'injustice, comme le rappelle la romancière, Mme Estelle-Sarah Bulle⁷, donnant la parole à sa grand-tante : « *Sans cesse, il fallait « s'arranger » avec diverses autorités; du minuscule pouvoir du postier derrière son guichet, à celui du maire, en passant*



MANIFESTATIONS EN FRANÇAIFRIQUE

TOGO : L'ARNAQUE CONSTITUTIONNELLE

Le Togo, bastion de la Françafrique devenu d'autant plus crucial pour le gouvernement français depuis que son armée a été expulsée du Niger, du Burkina et du Mali, est secoué par des manifestations depuis le 6 juin 2025.

Cette date, c'est celle de l'anniversaire de l'homme fort du pays, Faure Gnassingbé, au pouvoir depuis 20 ans et digne successeur de son père resté à la présidence pendant 38 ans – avec la protection et l'aide des gouvernements français successifs¹. On trouve d'ailleurs beaucoup d'armes *made in France* dans l'arsenal qui réprime les Togolais² chaque fois qu'ils ont l'audace de demander son départ. La dernière fois qu'ils l'ont fait, en 2017, il s'est vu contraint de réintroduire dans la constitution une limitation au nombre de mandats présidentiels. Le pouvoir est une drogue, et Faure est un sacré junkie ; être « réélu » en 2020 lui garantit le pouvoir jusqu'en 2030, mais ça ne lui suffit pas.

En mars 2024, il fait donc promulguer une toute nouvelle constitution visant à faire passer la « République » togolaise d'un régime présidentiel à un régime parlementaire. Le Président n'y a plus qu'une fonction décorative, qu'il pourra occuper pendant maximum 2 mandats de 4 ans s'il est élu par le Parlement. Cela pourrait sembler une bonne chose... sauf que le pouvoir sur l'Armée, la police, la politique intérieure aussi bien qu'extérieure, l'autorité sur les ministres, etc., reste concentré entre les mains d'une personne qui n'est, de surcroît, même plus *élue* par qui que ce soit : le Président du Conseil des ministres (PCM). Un poste créé sur mesure, sur lequel le Parlement n'a aucun droit. *Désigné d'office*, le PCM est le chef du parti (ou, le cas échéant, de la coalition) majoritaire de l'Assemblée nationale. Cela, sans limitation de mandat, naturellement. Devinez qui occupe cette nouvelle fonction toute-puissante depuis le 3 mai 2025 ? Faure Gnassingbé.

Excédés par cette nouvelle mascarade institutionnelle, les Togolais ont répondu à l'appel du Mouvement du 6 Juin (M66),

lancé par un collectif de personnalités engagées de la diaspora, en réaction à l'arrestation brutale de l'un d'entre eux le 26 mai, le rappeur Amron. L'artiste, critique habitué du pouvoir, appelait à manifester le jour de l'anniversaire du président pour « fêter » sa désignation. Un groupe de militaires zélés l'a ni plus ni moins kidnappé devant sa famille, envoyé en asile psychiatrique, puis torturé jusqu'à ce qu'il fasse une vidéo d'excuses au « Président Gnassingbé³ ». Loin d'intimider les Togolais, ce coup de force a fini de rendre furieuse une jeunesse privée d'avenir, qui ne supporte plus la corruption omniprésente des élites dirigeantes, tandis que le coût de la vie continue d'augmenter (l'électricité a augmenté de 12,5 % début mai), et que les services et infrastructures publics tombent en ruine depuis des années – rappelons qu'en 2005, Gnassingbé Eyadéma (le père) est mort à bord de son avion présidentiel, avion qu'il a dû prendre parce qu'aucun hôpital de son propre pays n'avait les moyens de prendre en charge son état. Les choses ne se sont pas améliorées depuis malgré les promesses de son fils (« *mon père c'est mon père, moi c'est moi* »). Les forces de sécurité et l'armée, en revanche, ne manquent ni de moyens ni de budget.

Les manifestants ont donc pris les rues de Lomé les 5 et 6 juin, puis à nouveau, malgré la répression déjà féroce, les 26, 27 et 28 juin. Bilan : 7 morts (« seulement » 5, d'après les autorités, et ce, par noyade) et au moins 56 interpellations. Amnesty International a fait état d'arrestations arbitraires et d'actes d'intimidation violents, aussi bien pendant les manifestations qu'après, mais aussi d'actes de torture envers les personnes interpellées⁴. Cette répression contre une révolte on ne peut plus légitime est le fait de policiers, de gendarmes, de militaires, mais aussi de miliciens – tous vouant à Faure Gnassingbé un véritable culte du chef. Mais il ne faut pas oublier l'architecte de l'appareil répressif togolais : l'armée française, et ce, depuis 1963. Formation, équipement : Faure Gnassingbé sait qu'il peut compter sur Paris comme l'a fait son père, quelle que soit la couleur du gouvernement. Selon un article de *Mediapart*⁵, « *une trentaine d'officiers supérieurs ont été accueillis dans des institutions françaises, dont l'École spéciale*





militaire de Saint-Cyr et l'École des commissaires des armées », pas plus tard que l'année dernière.

Françafrique hier, Françafrique toujours...

Aurélien Taché (LFI) demandait, le 2 juillet, au ministre des Affaires étrangères français, si « [n]os soldats forment [...] les tortionnaires qui massacrent la jeunesse togolaise ? ».

La réponse, que Jean-Noël Barrot (alors ministre de l'Europe et des Affaires étrangères) a savamment évité de donner, a de quoi faire froid dans le dos de n'importe quel manifestant français. Car, en parallèle du vampirisme géopolitique injustifiable que l'on appelle la Françafrique, il existe un écho surprenant entre les vies politiques intérieures française et togolaise : les dénis de démocratie répétés, l'arsenal rhétorique utilisé par le pouvoir pour maintenir son narratif soi-disant démocratique, l'assimilation entre opposition politique et terrorisme, le rôle des médias de masse dans l'aliénation collective au profit d'une seule classe dominante, la défiance des électeurs envers leurs partis d'opposition et le désintérêt pour des élections, dont le résultat n'est de toute façon pas appliqué⁶. Autant de tares politiques qui mettent une partie des Français dans la rue depuis des années. Il y a de quoi enrager à l'idée que nos chers gouvernements veillent à ce que l'armée française enseigne à l'armée togolaise à réprimer, dans le sang et la torture, cette fois, une population qui mène les mêmes combats que les nôtres.

Une population qui résiste comme elle peut dans ce déséquilibre flagrant des forces. Existe-t-il, au sein des manifestants sur place, une composante anticapitaliste et anti-autoritaire ? Malgré les recherches effectuées pour cet article, il est difficile de l'affirmer à ce jour. Si elle existe, la survie de ce mouvement nécessite sans doute la plus grande clandestinité⁷. Il est évident, dans tous les cas, qu'une telle résistance aurait toute sa place et tout notre soutien dans ce combat.

Pour l'heure, la contestation semble marquer un coup d'arrêt⁸. La force brute a peut-être acheté à Faure Gnassingbé quelques années de tranquillité durant lesquelles il pourra continuer de jouer les intermédiaires entre la France et les pays de l'A.E.S.⁹, dont de nombreux opposants comprennent mal, d'ailleurs, la tolérance envers le tyran du Togo. On ne peut être l'indéfectible allié de la France et se prétendre panafricaniste, rappelle Ferdinand Ayité¹⁰, journaliste d'investigation en exil. L'explication se trouve peut-être dans le port de Lomé, dont Faure Gnassingbé a autorisé l'accès à l'A.E.S., sentant sans doute le vent tourner peu à peu, et espérant bien se retrouver du bon côté le jour où la Françafrique, dont il profite en attendant, rendra enfin son dernier souffle. Mais les Togolais l'attendront sans nul doute au tournant.

Jeanne M.



1. Gnassingbé Eyadéma était un ami personnel des présidents Mitterrand (« *Déclaration de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'issue du dîner offert en l'honneur de la visite du général Eyadéma, Président du Togo, Paris, Palais de l'Élysée, lundi 10 juin 1985.* ») et Chirac (« *Élection à hauts risques dans un Togo déchiré* », *Monde Diplo* avril 2005).

2. Voir le rapport de l'association Survie « *La coopération militaire et policière en Afrique : de l'héritage colonial au partenariat public-privé* » publié en mars 2018.

3. Voir l'interview d'Amron du 8 juillet 2025 par *France 24* sur *YouTube* : « *Togo : le rappeur Aamron témoigne après son arrestation* ».

4. Voir l'article du 03/07/2025 sur le site d'*Amnesty International* « *Togo. Des témoignages donnent un aperçu de la répression violente des manifestations* ».

5. Voir l'article *Mediapart* du 15/07/2025 « *La France mise face à sa responsabilité dans la répression au Togo* ».

6. Les élections municipales du 17 juillet dernier ont été massivement boycottées (bien que le pouvoir affiche un taux de participation de 55 %, la réalité constatée sur le terrain se trouve en dessous des 10 %). Certes, les gens ne sont pas non plus allés manifester comme le M66 les y avait appelés – la répression a sans doute eu l'effet recherché – mais ils ne sont pas non plus restés chez eux, explique Gabin Adjeho, analyste politique : ils sont allés travailler normalement (*New World TV* le 18/07/2025 « *Togo : élections municipales dans le calme* » *YouTube*).

7. Le journal est preneur de toute information sur de tels mouvements, si elle ne met pas ces camarades en danger.

8. Cet article a été rédigé fin juillet. L'appel au renversement de Faure Gnassingbé lancé par Marguerite Gnacadé le 17/08/25 (belle-sœur du PCM et ministre des Armées pendant 2 ans, désormais dans l'opposition), puis son arrestation le 17/09, n'avaient pas encore eu lieu. Cet événement provoquera peut-être d'autres révoltes.

9. A.E.S. : Alliance des États du Sahel : pays d'Afrique de l'Ouest ayant forcé l'armée française à quitter leur sol ; à ce jour : Niger, Burkina et Mali.

10. Voir l'interview sur la chaîne *YouTube* « *L'Insoumission* » : « *Togo : Bolloré, Panafricanisme, révolution – Entretien avec Ferdinand Ayité* », 20:15. Ferdinand Ayité s'est vu décerner le Prix international de la liberté de la presse en 2023.



ISRAËL-PALESTINE

UN ÉTAT PALESTINIEN, KIRK, PENSER APRÈS GAZA...

Le monde retient son souffle. Dans le jeu planétaire tournant tout autour de Gaza, Trump, visant le prix Nobel de la paix, joue avec les dés pipés israélo-palestiniens. Simultanément, faible de son bombardement de Doha, Nethanyaou cherche à savoir comment s'en tirer sans se brûler. Cela va-t-il s'arrêter ?

Le plan américain donne l'impression d'être une solution à une situation qui n'en a pas. C'est une partie qui rassemble beaucoup plus de camps que prévu. Et parmi ces camps, certains sont armés et coupables de crimes de guerre. Beaucoup ont perdu nombre de leurs « frères, compagnons » et, pour eux, l'arrêt des combats peut sembler impossible. Si, du côté israélien, un retour en famille est envisageable, du côté du Hamas comme du Djihad islamique, les choses sont différentes. Pour beaucoup, il n'y a plus de famille et ces soldats survivants peuvent apparaître comme les responsables de ce massacre qui n'aura débouché que sur une situation pire qu'avant.

La reconnaissance comme un acte de faiblesse

Devant ce qui se passe dans ce Moyen-Orient, les puissances occidentales, les mêmes qui ont rendu possible, nécessaire, la création d'Israël, comme sa préservation au cours de ce demi-siècle, ont les mains liées. Toutes leurs interventions, feutrées, se sont heurtées au risque de se faire traiter d'antisémites.

Devant l'inhumanité de la situation actuelle, elles n'ont trouvé qu'une seule échappatoire : reconnaître un nouvel État, la Palestine. Comment ? Par une

déclaration, lors d'une séance de l'Assemblée générale de l'ONU. Comme si ! Comme si, après un nombre considérable de décisions, dont aucune n'a été exécutée, n'a été suivie d'effet, une de plus allait changer quoi que ce soit !

Cette reconnaissance générale d'un État palestinien sur un territoire occupé est certes symbolique, importante de ce point de vue, mais totalement inefficace. Ce territoire est occupé illégalement, même du point de vue d'Israël. Dans un entretien publié par la revue en ligne Klarevue, Étienne Balibar rappelle cette situation insoluble : « *si les "démocraties" européennes passent de la remontrance à la sanction [...], j'observe également que des interventions militaires dissuasives contre l'armée israélienne sont exclues (ce qui n'était pas le cas pendant la Deuxième Guerre mondiale, ou en Bosnie, ou au Rwanda) : de qui viendraient-elles ?* »

Cela semble présent dans le plan de Trump, mais Israël pourra-t-il supporter une autre présence militaire que la sienne ?

Car la situation générale est inextricable. Qu'on le veuille ou pas, aucun retour en arrière n'est possible. Sur le même territoire, hérité de l'occupation ottomane, deux peuples vivent côte à côte. Ensemble ou en conflit, ils en partagent de fait chaque mètre carré, mais de manière inégale, antagoniste, dépendante.

Au début, à l'origine, quand les premiers kibboutz naquirent, le travail de la terre, pour ces nouveaux arrivants, intellectuels pour la plupart, était considéré comme rédempteur, rénovateur, faisant enfin sortir le juif de sa condition inférieure. Puis arrivèrent d'autres migrants, réfugiés, pour qui il n'était pas question de courber le dos sur une terre peu fertile. Mais il leur fallait être logés. Les maçons étaient arabes, comme tous ceux qui vendaient leur

force de travail à ces nouveaux venus qui avaient un peu plus d'argent et qui se livraient à des activités qui leur étaient étrangères.

Cette situation a perduré jusqu'au 7 octobre. L'argent, donc l'emploi, existe du côté juif israélien. La main-d'œuvre se trouve chez les Palestiniens. Les colonies, tant honnies, furent construites par des maçons palestiniens pour les colons juifs qui avaient l'argent.

Ce sont deux mondes économiquement, technologiquement, socialement et historiquement différents. Certains pourraient même parler de différence civilisationnelle. Avant le début de cette guerre, chaque jour, celles et ceux qui permettaient au système israélien de tourner franchissaient les frontières militaires. Les salaires israéliens étaient supérieurs à ceux accordés par les patrons palestiniens.

Dans cette situation, le projet *A Land for All* [une terre pour tous], pensé par l'Israélien Meron Rapoport et le Palestinien Awni Al-Mashni, n'a plus aucune chance de voir le jour. Cette initiative proposait une solution inédite au conflit israélo-palestinien : deux États pleinement souverains, mais liés par une confédération, Jérusalem pour capitale partagée, une frontière ouverte, et un droit au retour négocié des deux parts. Tout cela appartient au passé, car la réalité gazaouie est devenue l'impensable. Le génocide.

Un génocide à la face du monde

Un crime en cours, un crime dont on connaît la date de début, mais, comme tout génocide n'a pas, ne peut avoir, de date de fin. Jour après jour, le monde a été tenu au courant des tenants et aboutissants de ce qui se passe, de ce qui s'est passé, de ce qui se passera. Ceux qui le font ne se cachent pas. D'un



côté comme de l'autre, ils ont documenté, documentent et documenteront l'horreur qui a commencé un 7 octobre à l'aube dans un désert et continue depuis, transformant un endroit habité en désert total. Dans le film israélien OUI de Lapid, l'ex-femme du personnage principal raconte, récite, pleure les quatre ou cinq heures du matin du 7 octobre. Si ce film s'arrêtait là, il pourrait être considéré comme étant en faveur du génocide à Gaza. L'horreur de ce qui se passe depuis dans ces quelques kilomètres carrés risque de faire oublier de l'horreur du 7 octobre.

La fin de la Shoah fut marquée par les efforts faits par les nazis pour cacher la monstruosité de leurs actes. À Gaza, nul besoin de construire un système de liquidation. L'outil de destruction est préexistant. C'est le système militaire israélien. Il suffisait d'arrêter de le limiter. Le 7 octobre a été l'amorce qui a mis le feu aux poudres. Le Hamas n'est que l'autre côté de la médaille. Un militarisme répondait à l'autre. Un messianisme répondait à un autre. Il n'y avait plus de place pour la vie. La machine de mort avait le champ libre. Depuis, personne ne peut plus l'arrêter, sauf ceux qui la font fonctionner. La Riviera palestinienne n'est plus un rêve pour certains.

Les Lumières noires, la Riviera et Charlie Kirk

Il est clair aujourd'hui que ce qui se passe dans cette bande de terre ne pose aucun problème au gang trumpien de la Maison-Blanche. Au contraire, cela les fait saliver. L'idée de la création et de la financiarisation d'une Riviera palestinienne titille leur imagination autant que leurs comptes en banque. Il suffit de chercher un peu pour découvrir où et chez qui une telle idée a pu germer.

Aux États-Unis, dans le monde de la tech, une philosophie expliquant,

justifiant, envisageant le futur s'est donné le nom de *Lumières noires* pour contrebalancer les Lumières « européennes ». Pour résumer rapidement la position de ce courant, on peut dire : *la liberté est opposée à la démocratie*. Parmi ces théoriciens, il en est un, Curtis Yarvin, qui écrivait sur Gaza dès novembre 2023, donc avant le retour de Trump, ceci :

« Vous voulez mettre une population en sécurité? L'éloigner de la guerre! Maintenant, étendez cette préoccupation, mécaniquement, à tous les civils de Gaza. Puisque vous vous souciez de ces personnes, votre premier objectif est de les faire sortir de la zone de guerre. De les emmener dans un endroit où ils seront en sécurité, où ils auront de la nourriture et de l'eau. Mais que se passerait-il si les habitants de Gaza partaient, mais possédaient toujours la propriété? Ou des actions dans une société, dirigée par des Arabes élégants diplômés du MIT, avec le droit de développer la bande de Gaza pour en faire une nouvelle ville israélienne? »

Depuis, le projet de Riviera va de pair avec le génocide. Les futurs investisseurs ne semblent pas réaliser que l'endroit en portera les stigmates. Cet exemple montre bien à quel point cette supposée liberté absolue, limitée à la parole, ouvre la voie à la liberté d'exploiter.

Tout a déjà été dit à propos de celui qui se faisait fort de pousser la diarrhée verbale à son maximum. Les célébrations funéraires ont réussi à se faire rejoindre la Tech et la religion autour de Trump. Elon Musk d'un côté, Vance de l'autre. La vengeance prit le dessus à la volonté de pardon exprimée par la veuve de Kirk. Si le recul marqué par rapport au tenant d'un *late show* fait sensation aujourd'hui, la répression va continuer à s'abattre sur quiconque fera mine d'exprimer une opposition

qui sera dénoncée comme anti-Kirk, comme d'autres en désaccord avec Netanyahu deviennent des antisémites. Quelques jours après cette cérémonie, Trump, après avoir tonné contre le Paracétamol, prononce devant les Nations Unies un discours ouvrant la voie à une vision réactionnaire tant de la culture que de la science, réduisant la religion chrétienne à une interprétation littérale. Quant à la religion juive, elle est revenue au temps de Josué qui, dans le livre de l'Exode, prône la destruction de tous les idolâtres présents en Palestine. Qu'en reste-t-il?

Penser après le génocide à Gaza

Il y a eu ces derniers temps une critique médiatique de la qualification de notre culture occidentale comme judéo-chrétienne. Ce qui, même si c'était une façon d'effacer les héritages grec, latin et islamique, était une reconnaissance de la pensée juive qui accompagne la civilisation euro-occidentale depuis l'adoption du monothéisme.

La pensée juive, devenue partie prenante de la nôtre, s'est construite pendant l'Exil. C'est une pensée de l'exil. Le christianisme n'existe pas sans les juifs. Mais que Maimonide, médecin à Grenade, ait été important, même en dehors de la sphère religieuse, cela ne surprendra personne. Ni Spinoza, rejeté par les Juifs d'Amsterdam, ni Freud ne font exception. On peut également mentionner Marx, ainsi que les anarchistes juifs ou juifs anarchistes, comme Landauer et Voline, pour ne citer qu'eux. Cet acquis de connaissances est le fruit du labeur de personnes qui étaient à la fois sans attache et profondément enracinées dans leur terre. La pensée juive séculaire a été comme sauvegardée, protégée, par ce qui s'est passé dans les plaines d'Europe centrale. ●●●



ISRAËL-PALESTINE

« GÉNOCIDE » OU « NETTOYAGE ETHNIQUE » ?

●●● Ce qui s'y opposait, ceux qui s'y opposaient pouvaient craindre d'être taxés d'antisémitisme.

Aujourd'hui, la voie est ouverte à ceux qui oseront critiquer cette pensée pour des raisons antisémites. Mais cela dépasse le monde juif qui ne fera pas l'économie d'une guerre civile, armée ou pas. Les mots d'Adorno déclarant qu'il ne pouvait y avoir de poésie après Auschwitz ne peuvent-ils être transposés après Gaza ? Ou bien y a-t-il différentes qualités de génocide ? Je n'ose même pas dire « quantité ».

Car qu'ont fait ceux qui se parent de la défense de « nos valeurs » écoutant, lisant tout ce qui se dit sur ce génocide ? Au mieux ils se sont exclamés avec horreur sans pour autant interrompre leurs activités habituelles. Mais qu'auraient-ils pu faire d'autre ?

En continuant...

Il n'est pas possible de séparer ce qui se passe en Israël Palestine de ce qui se passe dans le reste du monde. Après avoir démontré que ce qui se passe à Gaza avait déjà été pensé aux USA, que les pré-supposés illustrés autour du sort de Charlie Kirk étaient partagés par bien du monde, il faut reconnaître que, ici, en France, nous rencontrons une situation similaire. La comédie de la taxe Zucman montre que les ultra-riches ne se considèrent pas comme susceptibles d'être des imposables comme tout le monde. De même, ceux qui enfreignent les lois qu'ils ont eux-mêmes instituées n'acceptent pas que ces mêmes textes puissent leur être appliqués.

Ce n'est pas un simple génocide qui pourrait modifier leur comportement. Pourrait-il modifier le nôtre ? Rien n'est moins sûr.

Pierre Sommermeyer
Individuel

Génocide est souvent utilisé pour qualifier le massacre opéré à Gaza par l'armée israélienne aux ordres du gouvernement fascistoïde Netanyahu. La convention onusienne de décembre 1948 a juridiquement défini le terme. Mais l'ONU n'est pas une organisation neutre. Son vocabulaire ne peut pas être le bréviaire du point de vue anarchiste, même si l'on peut comprendre son utilisation tactique. L'ONU ne regroupe jamais que les représentants des États qui sont, en eux-mêmes, des institutions de domination et qui sont, par l'impérialisme des plus puissants, à l'origine du chaos au Proche et Moyen-Orient.

Si l'on suit une définition non juridique, le génocide est caractérisé par la volonté d'un groupe humain d'éliminer totalement un autre groupe humain avec préméditation et sous couvert d'un État. Au regard de l'histoire, la caractéristique centrale qui se dégage du génocide des Arméniens, des Herero (Namibie), des Juifs de la Shoah, des Tsiganes, des Hutus (Rwanda) ou des Rohingyas (Birmanie), c'est, au-delà du prétexte ethnique, religieux ou territorial, le fait que les victimes sont civiles et désarmées.

Les « déplacements » de population

Dans le cas du Hamas, il s'agit d'une action guerrière, militaire et armée qui a été menée en Israël le 7 octobre 2023. En choisissant comme cible des *kibboutzim* favorables à une entente entre Juifs et Palestiniens, elle conforte en outre la politique de Netanyahu qui a toujours considéré le Hamas comme son ennemi idéal. L'asymétrie de forces militaires est à la hauteur du curieux laisser-faire des services de renseignements et du gouvernement israéliens avant l'attaque.

Nul doute que les fascistes fanatiques d'Israël souhaitent le génocide des Palestiniens, mais ce n'est pas le cas de l'ensemble des Israéliens, ni des Juifs. À Gaza, il s'agit d'un « nettoyage ethnique » qui ne vise pas à anéantir totalement une population, ce qui n'exclut pas des massacres massifs, mais à la déplacer vers un autre espace.

Ce « nettoyage ethnique » n'est d'ailleurs pas nouveau. Il a eu lieu en Yougoslavie au cours des années 1990 (deux millions de personnes déplacées), dans une Europe dont les perroquets négationnistes nous répètent de nos jours que celle-ci était « en paix » depuis 1945. Entre l'Inde et le Pakistan en 1947 (douze millions de personnes). Entre la Turquie et la Grèce en 1923 (un million et demi de personnes).

Les « déplacements » se sont toujours effectués sur la base d'une appartenance religieuse (sauf entre la Pologne et l'Alle-



magne en 1946-50, trois millions de personnes déplacées, et encore). Cela ne surprend pas les anarchistes qui voient dans cette croyance identitaire les prémisses du malheur humain. En se disant islamiste, le Hamas, soutenu par la mollahocratie iranienne, partage d'ailleurs avec le judaïsme fanatique la même loi du talion que l'on retrouve aussi bien dans *le Lévitique* de la *Torah* (24 : 17-22) que dans le Coran (V-45).

« Haine des Juifs » et « colonialisme »

En adoptant la rhétorique du génocide, le Hamas masque en réalité une « haine des Juifs » (*Judenhaß*) chez certains de ses membres ou de ses soutiens¹. Cette haine avait provoqué la Shoah. Le sionisme l'a activée. Mais l'antisémitisme ne doit pas se méprendre non plus sur la réalité ambiguë du sionisme lui-même qui, depuis son origine à la fin du XIX^e siècle, voire auparavant, abrite deux tendances contradictoires : certains veulent un « État pour les Juifs » et d'autres un « État juif ». Dans le premier cas, la coexistence est possible avec d'autres peuples vivant sur place, comme les Druzes, les chrétiens ou les Palestiniens. Dans le second cas, la judéité devient hégémonique et exclusive. C'est ce principe qui a triomphé en 1948 avec la création de l'État d'Israël, tout en expulsant ou spoliant un grand nombre de Palestiniens. Il s'est accentué par la suite puisque les dirigeants israéliens ont peu à peu éliminé tout ce qui ne relève pas de la judéité, notamment auprès des Arabes palestiniens qui, sur le papier, ont la nationalité israélienne, mais qui, en pratique, voient leurs droits bafoués².

On peut considérer que la tendance élargie du sionisme a failli et qu'il est désormais un fantôme. Mais cela ne suffit pas à effacer une géohistoire plus complexe qu'il n'y paraît et qui pose la question du colonialisme. Le sionisme a en effet pour particularité de vouloir créer un État de toutes pièces en s'appuyant sur l'installation de populations juives venues d'autres pays. Mais, contrairement aux puissances coloniales « classiques » tournées vers l'outremer (France, Royaume-Uni, Espagne, Portugal...), il ne s'agit pas d'un colonialisme guidé par un État-nation déjà existant, mais d'une politique migratoire impulsée par la société civile d'une diaspora. C'est quasiment une exception. Seul le Liberia ressemble au projet sioniste, avec, d'ailleurs, les mêmes résultats catastrophiques. Cet État créé en 1847, grâce à l'*American Colonization Society* dirigée par des pasteurs presbytériens, a installé en Afrique occidentale d'anciens esclaves noirs américains libérés.

Par ailleurs, sous l'empire ottoman et avant le sionisme, il existe, en particulier à Jérusalem, des populations juives installées là depuis des siècles, peu nombreuses certes, mais bien présentes (le « vieux Yichouv »). Sous l'égide des deux

tendances du sionisme, des Juifs venus d'un peu partout se sont installés en Palestine, d'abord avec l'accord des autorités ottomanes et grâce aux achats auprès des propriétaires fonciers locaux. Puis la situation s'est envenimée, surtout après la Première Guerre mondiale. Car, parallèlement au développement des deux nationalismes juif et arabe directement inspirés du système d'État-nation européen, les puissances impérialistes n'ont cessé de jouer un rôle néfaste au Proche et Moyen-Orient : France et Grande-Bretagne avant 1945, États-Unis et Union soviétique après 1945. Au sens strict, le terme de colonialisme s'applique à la politique de l'État israélien qui cherche à s'étendre au-delà des frontières de 1947 (en 1956, 1967, 1973...).

Attention aux agendas masqués

Peu importe les mots ? Certes, ils ne font pas la réalité. Mais ils sont aussi manipulés selon des agendas politiques et idéologiques qu'il faut connaître pour ne pas se tromper.

Pensons aussi à l'exemple du drapeau palestinien dont la création est due, pendant la Première Guerre mondiale, au ministre britannique des Affaires étrangères britanniques, Mark Sykes. C'est celui-là même qui, avec son homologue français François Picot, organise en 1916 le partage impérialiste du Moyen-Orient entre leurs États respectifs.

L'impérialisme britannique fait alors preuve d'une grande duplicité. D'un côté, il favorise l'installation juive en Palestine (« Déclaration Balfour » de 1917), de l'autre, il encourage les populations arabes à se soulever contre les Ottomans en leur promettant l'indépendance. Mais, d'indépendance, il n'y en aura pas avant des décennies. En revanche, Sykes lègue le drapeau palestinien à Hussein ben Ali, le leader de la révolte arabe contre les Ottomans qui l'accepte volontiers. Organisées en trois bandes et un triangle, ses quatre couleurs renvoient à quatre monarchies arabes (abbasside, fatimide, omeyyade et hachémite). Ce n'est pas le moindre des paradoxes que de voir cette fabrication impérialiste et monarchique brandie de nos jours au nom de l'anti-impérialisme, voire de la démocratie. Quant aux Hachémites, ils sont toujours au pouvoir en Jordanie, pays dont le régime se montre bien tiède dans sa défense des Palestiniens.

Philippe Pelletier

1. Terme préférable à *antisémitisme* qui repose sur un postulat racial impertinent et dangereux, également stupide, puisque les Arabes sont aussi des Sémites.

2. Réseau Makhno, *Terre sainte, guerre sans fin, la création de l'État d'Israël en Palestine, sionisme et utopies*, Paris, Éditions du Monde libertaire, 2025.



Muerto, Franco

Mort d'une crapule il y a 50 ans

Il y a cinquante ans, le 20 novembre 1975, mourait enfin Francisco Franco, tombeur de la IIe république espagnole qui imposa une dictature de près de quarante ans sur le pays, et qui s'accompagna d'une répression féroce contre toutes les forces progressistes, enseignants, syndicalistes, membres d'organisations de gauche, bref, tout ce qui était qualifié de « rouge ».

Jusqu'à son dernier souffle, il aura fait condamner à mort des opposants à son régime. Inutile de dire que la disparition du dictateur aura largement été arrosée, plus ou moins discrètement en Espagne, mais plus bruyamment chez les exilés de 1939. Toutefois, le champagne avait quand même un goût amer, la crapule était morte oui, mais tranquillement dans son lit, contrairement à tous ceux et celles qui s'étaient opposé-e-s à lui depuis qu'il avait dirigé sa « croisade nationale-catholique » contre cette république librement choisie par la population espagnole aux élections d'avril 1931.

Mais comment fut ressentie la mort du dictateur en Espagne ?

À vrai dire, son régime était de plus en plus contesté avant 1975, par de nouvelles générations qui n'avaient pas connu la guerre civile, mais qui aspiraient à plus de liberté et s'exprimaient de plus en plus ouvertement. Pour nous décrire l'ambiance de ces années-là, nous avons demandé à Manel Aisa Pámpols, âgé d'une vingtaine d'années à cette époque-là, de faire appel à ses souvenirs et d'en faire un court récit pour *Le Monde libertaire*.

Le camarade Manel est connu de certains d'entre nous pour avoir déjà publié des textes dans notre journal. Pour les autres, une brève présentation s'impose :

Manel Aisa Pámpols vit à Barcelone. En 1975, il a 22 ans, il va rapidement faire partie de collectifs libertaires, sera membre du syndicat du bâtiment de la CNT en 1977-78, secrétaire fédéral de la Confédération. Ce furent les années de réapparition et légalisation de la CNT suivies d'un certain « désenchantement » (mais ceci est une autre histoire). Par ailleurs, Manel Aisa tiendra, chaque dimanche jusqu'à il y a peu, un stand de bouquiniste au marché San Antoni de Barcelone, où l'on trouvait abondance de livres relatifs au mouvement anarchiste et anarcho-syndicaliste. Il a été également l'inlassable animateur du *Centre de Documentation d'Histoire Sociale* et de l'*Athénée Encyclopédique Populaire* de Barcelone (à leur arrivée dans cette ville, le 26 janvier 1939, l'une des premières « œuvres » des fascistes fut de brûler les archives de l'Athénée. Après la mort de Franco, Manel Aisa recréa l'Athénée et commença à reconstituer archives, revues, journaux et tout type de documentation).

En plus de son activité d'animateur et de gestionnaire de l'Athénée, de son activité de bouquiniste, il est par ailleurs l'auteur d'une dizaine d'ouvrages sur l'histoire du mouvement



libertaire et des grèves en Catalogne parmi lesquels : « *Grève des loyers en 1931* », « *L'Effervescence sociale dans les années 20* », « *Sur les traces d'une vie généreuse, Aurelio Fernández et Los Solidarios* »... ouvrages qu'il présente régulièrement au cours de nombreux débats qu'il anime dans divers locaux d'associations ou librairies à caractère libertaire.

Nous sommes heureux de vous présenter ci-dessous la traduction française de son article.

Ramón Pino

Groupe Salvador Seguí

20 novembre 1975

En fait, le 20 novembre 1975 n'a fait que concrétiser un processus commencé au moins deux ans plus tôt contre ce fascisme, ce franquisme dont nous n'avons toujours pas réussi à nous débarrasser tant son odeur rance persiste encore en Espagne.

Pour moi, le premier appel à la lutte commence à la centrale thermique del Besós, le 3 avril 1973, où mourut l'ouvrier Manuel Fernandez Márquez assassiné par la police ; à l'époque, la marche arrière du régime était évidente, le fascisme devait à tout prix défendre sa vision du monde.



Violence étatique

Viendrait ensuite la mort de Carrero¹ le 20 décembre 1973, et quelques mois plus tard, le 2 mars 1974, l'exécution par garrot vil, dans la prison Modelo de Barcelone, de Salvador Puig Antich² membre du *MIL*³.

La même année, le gouvernement espagnol recrée « La Sixième Brigade Régionale d'Investigation » avec pour objectif prioritaire de désarticuler les groupes anarchistes.

La raison était claire, depuis 1972 et 1973, de nouvelles générations remettaient en question le système, et il n'y avait pas que les nationalistes basques qui s'opposaient au fascisme.

Opposition au franquisme et au capitalisme

Du côté anarchiste, les pionniers furent le *MIL* qui montrait la voie, mais ensuite, avec le temps, viendraient l'*OLLA*⁴, les *GARI*⁵ et les *Groupes autonomes*.

Il y avait des arrestations, comme, par exemple, le 7 avril 1974, celle de trois jeunes, accusés d'appartenir à l'*OLLA*, suivis peu de temps après de trois libertaires accusés, eux, d'être membres des *Groupes Autonomes* (GGAA). Le 25 juin à Barcelone, ce sont des membres de la *CNT*, Luis Andrés Edo, Luis Burso, David Urbano et Juan Ferrer qui sont arrêtés et jugés six mois plus tard devant le *TOP* (Tribunal d'Ordre Public) de Madrid.

À l'époque, la police ne perdait pas de temps et les photos des jeunes libertaires étaient immédiatement diffusées dans la presse et à la TV, les représentant dans un sale état après avoir subi interrogatoires et tabassages.

S'ajoutant à l'accusation de bandits et terroristes, tout cela créait la panique dans la population, c'était comme une menace pour empêcher quiconque de s'organiser. Malgré cela, de nou-

velles générations rejoignaient la lutte avec un seul objectif : « en finir avec la dictature ».

Ouverture ?

Avec le changement plus libéral de Fraga Iribarne⁶ concernant le secteur du tourisme et la liberté de la presse, le régime tente en 1974 de redorer son blason.

C'est durant cette période qu'apparaissent les revues *Star* (juin 1974) et *Ajoblanco* (octobre 1974).

Ainsi, les jeunes qui fréquentent les *Associations de Voisins* récemment créées avec *Star* ou *Ajoblanco* sous le bras peuvent se repérer et se rencontrer par affinités.

Pendant ce temps, même si le régime est quelque peu moribond, il a encore la capacité d'exercer une répression brutale ; toutefois, la peur commence à s'estomper et, le 8 juillet 1974, 85 usines du bas Llobregat se mettent en grève par solidarité avec les travailleurs des entreprises *Elsa* et *Solvay* qui luttent contre une grande quantité de licenciements injustifiés.

Autre signe d'ouverture du régime sur certains aspects de divertissement : en août 1975, 40 000 personnes participent au festival des « 6 heures de Canet » rappelant les festivals des années 60, comme celui de Woodstock en 1969 ou de l'île de Wight de 1970, offrant l'occasion à la jeunesse de concevoir une nouvelle manière de comprendre la vie avec un désir ardent de liberté.

Ouverture, mais État d'exception

En septembre 1975, sous un nouvel « État d'exception » (le sixième de l'année) sont condamnés à mort onze membres de groupes armés ; cinq d'entre eux, membres du *FRAP* ou de l'*ETA*⁷ seront exécutés à Madrid et Barcelone.





●●● Dans cette atmosphère violente, l'affrontement était palpable. Pour ajouter plus d'incertitude au moment, le mois suivant (octobre 1975), le roi du Maroc, Hassan II, déclenchait la « Marche verte » au Sahara⁸, aboutissant à une situation non encore résolue due à la faible capacité militaire du franquisme et des gouvernements suivants. Nous arrivons ainsi à la mort tant désirée du dictateur Franco, le 20 novembre 1975. Ce fut un jour de joie où le champagne coulait à flots dans tous les foyers, alors que Arias Navarro⁹, le « boucher de Málaga », pleurait, lui, en direct à la TV, la mort du dictateur.

L'Espagne respire et bouge

Les 1^{er} et 8 février 1976, quelque 70 000 personnes manifestent dans la rue à Barcelone, réclamant « Liberté, amnistie et statut d'autonomie¹⁰ ».

Le 8 février 1976 à Madrid, une réunion préalable de groupes libertaires organise pour le 29 février à Barcelone une autre réunion rassemblant différents groupes libertaires de diverses origines qui convoquent une assemblée de reconstitution de la CNT à l'intérieur de l'Espagne. Cette assemblée se tint clandestinement dans l'église San Medi du quartier de la Bordeta à Barcelone¹¹. Y participèrent plus de 300 personnes. Avant la tenue de cette assemblée, il existait en Catalogne quatre comités régionaux se disputant le sigle (CNT). La semaine suivante verrait la naissance d'un Comité provisoire de la CNT. Durant ces premiers mois de clandestinité se tinrent chaque fin de semaine des réunions de militants qui réorganisèrent peu à peu les premiers syndicats et la nouvelle structure du mouvement libertaire.

Le 3 mars 1976, les travailleurs de la ville de Vitoria, qui ont déclaré la grève générale, s'enferment dans une église ; la répression déchaînée par la police provoque la mort de cinq ouvriers.

Le 14 septembre 1976, dans une assemblée de militants cénétistes, plus tard ratifiée par un plénum national le 27 septembre, est désigné le premier Comité national de ce nouveau confédéral, composé de Juan Gómez Casas (Syndicat des Arts graphiques), Pedro Barrio et José Bondía (Syndicat de la Métallurgie), Ángel Regalado (Syndicat du Bâtiment), et José María Elizabe (Syndicat de l'Éducation).

Mais tout avait changé

Mais plus rien n'était semblable à 1936 ; même si la lutte des classes continuait, les nouvelles générations avaient d'autres besoins et disparurent rapidement avec ledit « désenchantement » qui vit beaucoup de militants libertaires intégrer les rangs de partis politiques.

Malgré tout, avec chaque nouvelle génération apparaît le germe de la rébellion chez un grand nombre de jeunes anti-conformistes et rebelles qui s'engagent pour un monde meilleur.

Manel Aisa Pámpols

Barcelone, août 2025

Traduit du castillan par

Ramón Pino (groupe Salvador Seguí)

Notes du traducteur :

1. Luis Carrero Blanco, proche de Franco qui le nomma président de son gouvernement de juin à novembre 1973. Tué le 20 novembre de cette année-là dans un attentat spectaculaire organisé par l'ETA.
2. Salvador Puig Antich, anarchiste catalan membre actif du Mouvement Ibérique de Libération. Exécuté par garrot vil à l'âge de 25 ans. Son parcours est retracé dans le livre *Salvador Puig Antich - Guérilla anticapitaliste contre le franquisme* (éditions du Monde libertaire).
3. MIL, Mouvement Ibérique de libération, groupement constitué d'anarchistes, conseillistes et situationnistes, très influencés par le Mai 68 parisien.
4. OLLA, Organisation de Lutte Armée, autre groupement principalement actif à Barcelone pratiquant les « expropriations » (braquages de banques), ayant des affinités avec le MIL (plusieurs actions conjointes).
5. GARI, Groupes d'Action Révolutionnaires Internationalistes, constitués de libertaires français et espagnols luttant dans les années 70 contre la dictature franquiste. Ils s'inscrivent ainsi dans une filiation du MIL.
6. Manuel Fraga Iribarne, ministre du Tourisme et de l'Information sous Franco, de 1962 à 1969.
7. FRAP : Front Révolutionnaire Antifasciste et Patriote (Marxiste-léniniste). ETA : Euskadi ta Askatasuna (Pays Basque et Liberté). Parti nationaliste.
8. Marche organisée en novembre 1975 par le gouvernement marocain et son armée pour reprendre le « Sahara espagnol ». L'Espagne s'étant définitivement retirée de sa colonie, aujourd'hui, ce territoire est contrôlé à 80 % par le Maroc et 20 % par le Front Polisario.
9. Carlos Arias Navarro, se « distingue » pendant la guerre civile avec la répression exercée contre 4 000 opposants aux militaires franquistes lors de la prise de Málaga. Président du dernier gouvernement de Franco, de décembre 1973 à juillet 1976. C'est lui qui annoncera le 20 novembre 1975 à la TV d'une voix larmoyante « *Espagnols, Franco est mort* ».
10. En catalan : « *Llibertat, Amnistia i Estatut d'Autonomia* ».
11. Sous Franco, de nombreuses réunions clandestines avaient lieu dans des églises, moins soupçonnées d'abriter groupes et opposants politiques.



Un engagement pour héritage

Colette Durruti s'en est allée...

Colette Durruti, la fille de Buenaventura Durruti et d'Émilienne Morin, nous a quittés à la mi-avril. Elle avait 93 ans, et, avec elle disparaît un témoin discret de l'intense engagement de ses parents dans les combats révolutionnaires des années 1920 et 1930.

L'histoire débute à Paris en avril 1926. Le trio – composé de Gregorio Jover, Francisco Ascaso et Buenaventura Durruti – débarque dans la capitale après un long exil de deux ans en Amérique du Sud. Ils y retrouvent leurs comparses du groupe *Los Solidarios*, Juan García Oliver et Alfonso Miguel Martorell, arrivés pour leur part en 1925.

Émilienne Morin militait en 1923 dans le groupe du XV^e des Jeunesses syndicalistes de la Seine. Elle était proche aussi de L'Union Anarchiste de Louis Lecoin. Et il se trouve qu'elle s'engagera activement avec lui pour la libération de Jover, Ascaso et Durruti, arrêtés le 25 juin 1926. Ils étaient accusés de fomenter un attentat contre le roi d'Espagne, Alphonse XIII, dont une visite officielle était prévue à Paris. Une intense campagne de solidarité permit leur libération en juillet 1927. Ils échappèrent ainsi à l'extradition demandée par l'Espagne et l'Argentine, où ils étaient condamnés à mort.

Le 14 juillet 1927, jour de son anniversaire, et tout juste libéré, Buenaventura fera la connaissance d'Émilienne, dite Mimi, à la librairie internationale anarchiste de la rue des Prairies, à Paris dans le XX^e. Elle confiera aux journalistes Pedro Costa Muste et Luis Artime¹ – venus d'Espagne la rencontrer en 1977 à Quimper où elle résidait avec sa fille – que cette librairie vit le jour grâce à l'argent exproprié en 1923 à la succursale de la Banque d'Espagne de Gijón par le groupe *Los Solidarios*.

Tombés amoureux, Buenaventura et Émilienne décidèrent de vivre en couple dans une semi-clandestinité à Bruxelles, où beaucoup d'anarchistes espagnols avaient été expulsés.

Colette naîtra le 4 décembre 1931 à Barcelone, où ses parents avaient emménagé à l'avènement de la II^e République. Mais, depuis son retour, Durruti subissait de plein fouet la répression policière. Les condamnations judiciaires pleuvaient sur lui et ses compagnons du fait de leurs activités révolutionnaires. Les années 1933 à 1935 furent très éprouvantes pour la famille. Buenaventura enchaînait les séjours en prison et la déportation dans plusieurs pénitenciers situés à l'autre bout de la péninsule, et même aux Canaries. De son côté, Émilienne travaillait en usine, puis comme ouvreuse au cinéma Goya pour subvenir aux besoins du couple et de leur fille. Teresa Margalef s'occupa souvent de la petite Colette, y compris en l'allaitant, lorsque sa mère était au travail.



CE PORTRAIT DE COLETTE RÉALISÉ À CASABLANCA DANS LES ANNÉES CINQUANTE SE TROUVAIT DANS L'ENTRÉE DE SA MAISON DE MAUREILLAS

Durruti ne bénéficiera que de courts moments de liberté hors des geôles républicaines pour vivre auprès des siens. Il ne sera définitivement libre qu'à la toute fin de l'année 1935. Âgée alors de quatre ans, Colette n'aura quasiment pas connu son père. En mai 1936, devant les menaces de coup d'État militaire et craignant pour sa sécurité, Buenaventura demanda à Émilienne de ramener la fillette à Paris, où elle fut confiée à sa grand-mère.

Nous avons aujourd'hui appris par Yvon, le fils de Colette, qu'amère avait un second prénom choisi par Émilienne: ●●●



COLETTE AVEC SA MÈRE (PORTANT DES LUNETTES NOIRES) LORS DE LA SEMAINE CONFÉDÉRALE DE LA CNT LE 27 NOVEMBRE 1977 À BARCELONE.
DOCUMENT COMMUNIQUÉ PAR MANEL AISA.

●●● *J'ai toujours entendu maman se faire appeler Diana.* Buenaventura ajouta celui de Colette pour faciliter son existence en France. Émilienne resta quant à elle en Espagne. Elle s'engagea dans la colonne Durruti, puis participa aux activités de la CNT-FAI à l'arrière.

Colette apprendra le décès de son père à Paris. Aux deux journalistes espagnols de la revue *Interviú*, Colette confiera : *Le jour où papa est mort, j'étais à Paris, et ma mère à Barcelone. J'avais cinq ans. Je m'en souviens très bien : je jouais dans le jardin et une camarade française a franchi le portail et a dit à ma grand-mère de rentrer dans la maison. Pourquoi, me suis-je dit. Je les ai suivies et les ai entendues parler derrière une porte : « Durruti est mort ». Grand-mère m'a prise dans ses bras, en pleurant, et m'a couverte de baisers. Plus tard, peut-être en fonction d'une intuition sentimentale, j'ai douté de la version donnée de sa mort. Je n'ai jamais cru qu'il était mort accidentellement.*

En mai 1938, très occupée par son travail au sein de la délégation de la CNT-FAI à Paris, Émilienne se propose de rédiger « un petit papier » pour *Mujeres Libres*, qui paraîtra dans le numéro 12 de la revue. Elle y écrit : *Je pense aussi faire un portrait de ma Colette et vous dédier la photo de « la petite Durruti ».* Vous serez étonnées de l'extraordinaire ressemblance de mon bébé avec notre grand disparu. En guise de légende, sous un dessin représentant Colette, on lit : *Mon père ne reviendra pas !*

Début 1937, Émilienne rentra définitivement en France où elle continua de militer dans les réseaux d'entraide de la SIA (Solidarité internationale antifasciste).

La même année, la CNT réalisa le documentaire *20 de noviembre* avec en dédicace : *El comite nacional de la CNT en ofrenda a Emiliana Morin y a la pequeña Colette Durruti*. Le 21 novembre 1938, à la Mutualité à Paris, Émilienne présida un meeting de l'Union anarchiste commémorant la mort de son compagnon. Entre décembre 1938 et juin 1939, elle signa aussi plusieurs articles sur la situation en Espagne dans le journal de la SIA, sous le nom d'Émilienne Durruti¹.

Dans le numéro 13 du 9 février 1939, en écho à la chute de la Catalogne, Émilienne rédige un papier prémonitoire quant à la guerre à venir, intitulé : « Tout n'est pas perdu ! Leur exemple demeure » :

Après ces jours d'angoisse et de désespoir, nous nous ressaisissons et, tristes, mais non résignés, nous faisons le bilan de notre défaite. Je dis bien de notre défaite, car nous nous identifions entièrement aux vaincus de là-bas. Puisque le prolétariat français n'a rien fait pour enrayer la catastrophe, il subira, qu'il le veuille ou non, le contrecoup de son indifférence. Le fascisme qui, chez nous, agit plus ou moins ouvertement depuis 1934, montre maintenant un peu plus le bout de l'oreille et deviendra plus insolent que jamais après la reconnaissance de Franco par notre gouvernement.

Plus loin, elle évoque les collectivités d'Aragon, de Catalogne et du Levant :

Pour l'édification du prolétariat international, les rudes paysans d'Aragon ont construit, en peu de mois, une économie dirigée qui pourrait bien servir de modèle à bien des théoriciens en chambre.

L'auteur de ces lignes a contacté Luis Artime en septembre 2020 pour évoquer des aspects particuliers de sa rencontre avec les deux femmes en 1977. Luis reviendra ainsi sur une confidence que lui fit Émilienne. En 1940, devant l'imminence de l'arrivée des Allemands à Paris, elle et Colette reçurent la promesse de pouvoir embarquer à Marseille sur un bateau en partance pour le Mexique. Un tour de passe-passe sur les billets favorisa deux autres personnes plus influentes. Elles se retrouvèrent bloquées dans le midi de la France avec, pour seules affaires, une paire de valises dont l'une contenait le « maigre héritage de son mari ». Ainsi s'envola l'espoir d'une nouvelle vie loin de cette Europe en guerre.

À la Libération, Émilienne resta proche du mouvement libertaire et entretenait des relations suivies avec des réfugiés espagnols de la CNT, dont Ricardo Sanz, successeur de Durruti à la tête de la colonne devenue la 26^e Division de l'armée républicaine. De son côté, Colette travaillait comme



sténographe. En 1953, elle épousa Roger Marlot, qu'elle avait rencontré dans un camp d'été organisé dans l'après-guerre par les Auberges de Jeunesse. Elle acquit ainsi la nationalité française. Le couple vécut à Casablanca jusqu'en 1956, puis revint en France. À sa retraite en 1966, Mimi s'installa à Quimper à proximité de sa fille.

Du côté de la branche espagnole, Manuel Durruti reste aujourd'hui le dernier témoin vivant de cette période. Fils de Benedicto, l'un des frères cadets de Buenaventura, Manuel est le cousin de Colette. Il m'a confié ne l'avoir rencontrée que deux fois, dont l'une à Paris, dans les années 1973-1974. En 1948, Colette, alors âgée de 17 ans, s'était rendue à Léon où vivait la famille Durruti, dont Rosa, la sœur de Durruti, qu'Émilienne surnommait affectueusement sa « *petite sœur* ». Colette se rappelle très bien les circonstances de ce déplacement :

Je garde un mauvais souvenir de ce voyage. Quand j'ai changé de train à la frontière, j'ai trouvé deux policiers qui m'attendaient à ma place et qui m'ont posé beaucoup de questions. À Madrid, j'ai dû me présenter trois fois à la Direction générale de la sécurité. Ils me suivaient. C'était une provocation constante.

Les parents de Manuel aidèrent Colette à obtenir certains papiers prouvant la filiation. Manuel se souvient aussi de la venue de Mimi, en 1955, chez ses parents.

Jusqu'à il y a peu encore, Colette se rendait régulièrement chaque 20 novembre à Barcelone au cimetière de Montjuïc et y revoyait ami(e)s et connaissances pour commémorer la disparition de son père.

Aux amis Myrtille et Christophe, venus lui rendre visite pour la première fois en avril 2023 à Maureillas dans les Pyrénées-Orientales, son fils Yvon dira qu'elle parlait souvent de son père depuis quelque temps, avec affection, mais qu'elle savait très peu de choses sur lui. Elle lisait avec attention tous les livres se rapportant à Buenaventura, et s'attardait en particulier sur les photos.

Depuis quelques années, une petite équipe d'historiens *aficionados*, réunis autour des Giménologues, poursuit avec ténacité des recherches sur les circonstances de la mort de Durruti. Myrtille et Christophe ont ainsi pu échanger sur le sujet avec Colette et Yvon.

À la question posée à Colette : *Qui a l'a tué ?* La réponse fut :

- 1) *des jeunes libertaires,*
- 2) *ou d'autres, et par derrière.*

Yvon précisa : *On a toujours su qu'il avait été tué à bout portant.* Colette penchait clairement vers la thèse d'un assassinat, mais elle restait ouverte aux autres pistes. Ce jour-là, elle nous aida dans nos recherches en nous procurant photos et documents de la famille.



PHOTO DE NOVEMBRE 2024 AIMABLEMENT FOURNIE PAR YVON MARLOT.

Nous continuerons nos investigations en souvenir de Colette, et de la tendre affection qu'elle avait pour son père...

Juan Heredia

1. L'article original : <https://gimenologues.org/IMG/pdf/interviu-0052-19770512.pdf> et la version traduite par Daniel Pinos pour *Le Monde libertaire* de février/mars 2024 : https://gimenologues.org/IMG/pdf/ml_emilienne_morin_.pdf

En complément :

<https://gimenologues.org/spip.php?article1100>

Sources

La notice Maitron sur É. Morin : <https://maitron.fr/spip.php?article154346>

Le documentaire de la CNT de novembre 1937 : https://www.youtube.com/watch?v=zX0hI6kM_k4

Les articles d'Émilienne Durruti dans le journal de la SIA : <https://archivesautonomies.org/spip.php?article5340> numéros 7/13/17/21/29.

Tous azimuts

GUERRE DE QUI
CONTRE QUI ?

Lorsque la société humaine sombre dans sa propre incapacité à faire société, lorsque les humains ne voient plus comme solutions aux problèmes qu'ils se sont eux-mêmes inventés que la discrimination des faibles, la désignation de boucs émissaires, la répression jusqu'à la guerre et à la destruction, alors, comme le disait Hobbes, c'est que l'homme est devenu « un loup pour l'homme ».

Dans le monde du milieu des années 2020, une part des humains – et, malheureusement, ce sont souvent ceux que les hiérarchies de l'argent, du capital, de la puissance de feu, et ainsi de suite, ont placés au sommet des sociétés étatiques – deviennent des terreurs et exercent leurs plus exécrables penchants contre d'autres humains. Toute la société s'en trouve disloquée, comme équarrie sur la table de dissection de docteurs Folamour qui voudraient nous précipiter dans le conflit généralisé.

Guerre des adultes contre les enfants ?

Cette évolution devrait nous questionner d'autant plus que les adultes qui nous dirigent ont d'abord été des enfants, et que les enfants, eux, sont tout sauf des loups pour les enfants ! Penser la guerre pourrait ainsi – si ce n'est pas trop tard – passer par une réflexion fondamentale sur la violence que les adultes et leurs institutions, à commencer par l'État et l'école capitaliste, font subir aux enfants.

Les enfants ne sont pas des êtres de conflit. Dès leurs premières semaines, ils tissent du lien grâce à leur regard : ils voient net à une vingtaine de centimètres, ce qui leur permet de distinguer très rapidement le visage de leurs parents lorsqu'ils têtent ou prennent le biberon. Leur regard plonge dans celui des adultes ; il est intense, ce qui s'explique selon nombre de pédagogues ou de psychologues, par le désir vital qu'ont les nourrissons de comprendre le monde et de s'y intégrer *en créant du lien par le seul moyen alors à leur disposition : les yeux, le regard*.

Par la suite, nous pouvons observer que l'enfance, si tant est qu'elle ne soit pas soumise trop tôt aux processus de cadrage autoritaire et de destruction de l'appétit pour l'avenir, reste une période d'exploration du monde. Le conflit dit « de génération » n'advient que si les adultes vivent eux-mêmes dans le conflit (en couple, en famille, au travail, au club de sport, etc.) et répercutent ces tensions sur les enfants qui vivent avec eux, en les évoquant lors des discussions ou en étant incapables de se calmer une fois à la maison, et cela prétendument pour préparer « leurs » enfants à la réalité du monde – comme si la seule réa-

lité de ce monde était le conflit, et que la solidarité, l'entraide et le partage en étaient bannis.

“Que les enfants du monde entier entendent à ce point parler de guerre, n'est-ce pas déjà mettre un pied dans le pire des futurs ?”

Ainsi, la première pierre sur laquelle repose l'édifice militaro-destructeur n'est autre que l'« éducation » que la plupart des adultes et les diverses institutions imposent aux enfants.

Pourquoi en parlons-nous si peu ? Nous n'en avons pas conscience, pour une bonne part des adultes, sans le moindre doute. Nous nous inventons constamment de « bonnes raisons » d'élever les enfants à la dure, fessées voire gifles à l'appui, punitions pour rentrer dans le rang, et réalisme jusqu'au cynisme imposé là encore aux enfants par l'école et tout ce qui fait qu'un enfant devient un adulte conforme, adapté à ce système capitaliste. Dans le meilleur des cas, nous évoquons les horreurs que subissent les enfants soldats en Afrique centrale et ailleurs, ou ceux qui disparaissent dans les tourmentes des guerres civiles d'Amérique centrale dans les années 1970-1990... Parler des enfants soldats est ainsi, hélas, pour certaines personnes, « rassurant », car au moins, ici, disent-elles, nous ne vivons pas le pire des scénarios... Pourtant, que les enfants du monde entier entendent à ce point parler de guerre, n'est-ce pas déjà mettre un pied dans le pire des futurs ?

La première conclusion que nous pourrions tirer de ce tableau est que la guerre est en contradiction absolue avec ce que sont les êtres humains à leur arrivée en ce monde, mais qu'elle se retrouve en accord absolu avec les valeurs qui auront été imposées aux enfants au fur et à mesure qu'ils grandissent.

Guerres des riches et des puissants contre toutes, tous et tout !

C'est ainsi qu'il est facile, par la suite, au système productiviste d'imposer sa logique aux adultes travailleurs consommateurs que la plupart d'entre nous deviennent, puisque la grande majorité de ces adultes ont été dressés comme il le fallait durant l'enfance : dressés pour servir le système jusqu'à souhaiter la guerre si besoin.

L'acceptation de la guerre repose ainsi sur tout un travail qui a déjà eu lieu en amont de nos existences d'adultes. L'enfance est un territoire où, hélas, après les avancées de tant de pédagogies, de Ferrer à Freinet, de Deligny à Pikler, nous nous retrouvons aujourd'hui écrasés par le rouleau compresseur médiatico-politicien, par les démagogies populistes, par le fatalisme ambiant et, qui plus est, par les discussions stratégiques de niveau Café des Sports : « Poutine, plus nous attendons, plus ce sera difficile de l'arrêter ; il faut nous armer et attaquer, la

PARTOUT NOUS DISONS NON À LA GUERRE



À BAS TOUTES LES ARMÉES

© V. CABUT

meilleure défense, c'est l'attaque; qui veut la paix prépare la guerre! »

L'espoir peut néanmoins provenir de plusieurs sources. D'abord, les pédagogies innovantes et pacifistes sont toujours d'actualité, car elles reposent sur des fondamentaux biologiques et liés à l'espèce : puisque les enfants recherchent le lien et l'empathie, il n'y a aucune raison incontournable qui fasse d'eux des adultes acceptant le conflit et la destruction. Ensuite, le fait même que la paix soit pensable, imaginable, et que nous sachions exprimer sur quelles bases elle pourrait se construire, est essentiel. Car la paix peut se construire, à la condition de mettre fin aux destructions, de redonner leur territoire à celles et ceux qui l'habitent ou l'ont habité avant d'en être chassé.e.s, que la terre puisse être cultivée et non abandonnée parce que nous serons partis combattre, et ainsi de suite. Non pas un programme politique archi-complexe au point de sembler irréaliste, mais des vérités simples et évidentes.

Guerre tout de suite ?

L'agenda politique, comme disent les médias, ne plaide pas, ou plus, en faveur des thèses de changement radical vers l'émancipation. Il est possible que nous devions penser et élaborer une vision de vaincu.e.s qui s'imposera à long terme, après la prochaine guerre. C'est un choix individuel, mais plutôt que de le discuter, ici ou ailleurs, ce qui n'aboutirait qu'à nous diviser, pourquoi ne pas nous convaincre que, quelle que soit notre position, d'espoir ou désespérée, elle ne devrait pas nous

empêcher d'agir ensemble? Nous, les anarchistes, ne sommes pas les seul.e.s à nous opposer à la guerre. L'urgence n'a pas forcément du sens, et s'il sera impossible de convaincre les militaristes et les va-t'en-guerre de tous les horizons politiques, nous ne devons pas négliger toutes celles et tous ceux qui n'adhèrent pas aux restrictions budgétaires visant à réarmer et refusent de céder aux sirènes guerrières des grands médias et des politiciens.

Reprenons la question « Guerre de qui contre qui? » : savoir qui seront les victimes du prochain conflit est d'une évidence incontestable. Nous serons toutes et tous potentiellement victimes de la guerre qui arrive. Personne n'a donc intérêt à ce qu'elle ait lieu. Certes, cet argument semblera insuffisant aux stratèges du Café des Sports qui tombent dans le panneau tendu par les militaires et les militaristes de tous bords. Il n'empêche que la guerre reste la guerre, avec son cortège d'horreurs.

Nous pourrions conclure avec Simone Weil : « *La vérité, c'est que, selon une formule célèbre, l'esclavage avilit l'homme jusqu'à s'en faire aimer; que la liberté n'est précieuse qu'aux yeux de ceux qui la possèdent effectivement; et qu'un régime entièrement inhumain, comme est le nôtre, loin de forger des êtres capables d'édifier une société humaine, modèle à son image tous ceux qui lui sont soumis, aussi bien opprimés qu'opresseurs.* » Elle écrivait cela en 1934, et continua de lutter jusqu'à sa fin, en 1943. Ainsi, nous pouvons lutter pour la paix par-delà même le désespoir qu'instillent les puissants.

Élisée Personne

Maudite soit la guerre le 11 novembre et tous les autres jours !

POURQUOI ? RETOUR SUR DEUX THÉÂTRES DE CONFLITS...

ISRAËL

>Le financement opaque de la guerre par Israël : l'utilisation de fondations suisses

La lecture attentive d'un article, signé Luis Lema dans le journal suisse *Le Temps*, nous a révélé le mercredi 7 mai 2025 qu'une fondation genevoise était au cœur du dispositif israélien¹...

Les fondations en Suisse, c'est comme le chocolat, c'est une vraie spécialité... indépassable².

En effet, si les pays anglo-saxons connaissent la structure des trusts, la Suisse a, depuis le XIX^e siècle, privilégié celle des fondations d'utilité publique... La Suisse occupe toujours la première place au niveau international et compte six fois plus de structures de ce type, où l'anonymat est garanti.

Le nombre des fondations a plus que doublé en Suisse entre 1990 et 2018, atteignant les 13169 entités l'an dernier, dotées d'un capital de près de 100 milliards de francs suisses. Une fondation peut être créée dans des buts très différents, de la direction d'une entreprise à un but social ou ecclésiastique.

La fondation, qui a un patrimoine affecté à un but déterminé, est exonérée d'impôts ainsi que son fondateur. Ce dernier bénéficie, comme tous les donateurs, d'une déduction fiscale pouvant atteindre 20% de son revenu imposable.

Quant à Israël et à la création de la *Gaza Humanitarian Foundation* (GHF), une fondation suisse dont la maison-mère est basée dans le Delaware aux USA, destinée à gérer l'aide humanitaire de l'enclave palestinienne; le programme de la fondation proposait, entre autres, des contrôles biométriques, effectués par des mercenaires américains.

>La Gaza Humanitarian Foundation (GHF), une « *fondation opaque créée dans la Cité de Calvin* », dicit Luis Lema, dont personne n'avait entendu parler en mai dernier, devait être au centre du plan que venait d'adopter le gouvernement israélien pour prendre le contrôle total de l'alimentation et de l'aide humanitaire à Gaza aux côtés de sociétés de mercenaires privées. Le plan israélien signifiant découpage, puis un rétrécissement drastique de l'enclave palestinienne, ainsi que de nouveaux déplacements massifs de population, alertait Luis Lema au mois de mai.

Des ONG, questionnées par Luis Lema sur la démarche de cette fondation, se sont toutes alarmées de cette « militarisation de l'aide humanitaire » et de la conversion des populations en cibles militaires. Elles ont martelé que le but du gouvernement israélien et de cette fondation n'était pas de répondre aux besoins de la population...

Les craintes des humanitaires se sont vite révélées fondées. Des journalistes courageux de l'Associated Press ont documenté comment la GHF a tiré sur la foule. En effet, les agents chargés d'assurer la sécurité des sites de distribution alimentaire de la Fondation humanitaire de Gaza utilisaient des armes à feu, du gaz lacrymogène et des grenades assourdissantes pour disperser la foule³...

Les ONG ont obtenu, non sans mal en juillet dernier, la fermeture pour raison administrative de cette fondation⁴. Malheureusement, la guerre dans les territoires occupés continue...

>Business as usual : Francesca Albanese, la courageuse rapporteuse spéciale de l'ONU sur les Territoires palestiniens occupés, dénonce une « économie de génocide » en Israël⁵. Le 3 juillet 2025, Mme Francesca

Albanese, a dévoilé la lucrativité de la guerre à Gaza. Des dizaines d'entreprises sont accusées de tirer parti d'une « économie de génocide ».

Mme Francesca Albanese présente, dans son rapport de 39 pages, plus de 60 entreprises internationales, dont des fabricants d'armes et des sociétés technologiques. Le gestionnaire d'actifs américain *Blackrock* en est un des exemples les plus emblématiques. Il finance des entreprises de l'armement ainsi que les violations des droits humains contre la population palestinienne avec d'autres entités financières.

Selon Mme Albanese, « *Rien que le mois dernier, il y a eu une croissance de 70 milliards de dollars dans les actions en bourse. Pourquoi cela ? Parce qu'Israël continue de vendre des armes et des systèmes de surveillance qui sont testés et utilisés à Gaza et dans d'autres parties du territoire palestinien occupé. Tout cela s'inscrit dans la course à l'armement au niveau mondial* », note-t-elle.

UKRAINE

>Les civils d'abord...

Une dépêche AFP, datée du mardi 23 septembre 2025, nous apprend que le nouveau rapport de l'ONU dénonce la torture « systématique » des civils ukrainiens par la Russie⁶.

« *La Russie a détenu des civils ukrainiens à grande échelle* », a déclaré Danielle Bell, la cheffe de la mission onusienne, pendant la présentation du rapport aux journalistes.

Selon ce rapport, les autorités russes ont soumis des détenus civils, dans les zones ukrainiennes occupées, à des actes de torture, incluant des violences sexuelles, de manière « *répandue et systématique* ». Beaucoup ont également déclaré avoir subi des menaces de mort et de violence, y compris envers un proche.



> Les femmes et les enfants ensuite...

On a eu connaissance du calvaire des victimes ukrainiennes appris par la presse et une dépêche AFP publiée le 21 juin 2024 à 19h33⁷.

Plus de 19 500 enfants ukrainiens ont été transférés de force vers la Russie, depuis le début de l'invasion l'Ukraine par la Russie, selon les autorités de Kiev.

Le *Time Magazine*, du 22 juillet dernier⁸, a consacré sa une au sort de ces enfants enlevés, un sujet central pour l'Ukraine, qui n'a jamais été une priorité pour Moscou.

Toujours d'après *Time Magazine*, si environ 1 200 d'entre eux ont pu reve-

nir, grâce aux efforts de familles et des ONG, les autres se retrouvent "rééduqués" sous de nouveaux noms, élevés dans des familles russes et exposés à l'endoctrinement et à la propagande russe.

Le retour de ces enfants est vital pour l'Ukraine, confrontée à une urgence démographique majeure : la population ukrainienne est passée de 41 à 32 millions d'habitants depuis le début de l'invasion russe, en février 2022, et l'ONU prévoit qu'elle pourrait chuter à 15 millions d'ici à la fin du siècle.

Maudite soit la guerre en Ukraine et, avant elle, celles en Tchétchénie et en Géorgie !

Maudite soit la guerre civile au Soudan !

Maudite soit la guerre au Kivu en RDC !

Maudite soit la guerre au Sahel !

Maudite soit la guerre en Birmanie !

Maudite soit la guerre en Palestine, dans les territoires occupés, au Liban, au Yémen... et partout dans le monde !

Maudite soit la guerre, le 11 novembre et tous les autres jours !

Mariama

Groupe Louise Michel

1. *Le Temps*, International, mercredi 7 mai 2025, p. 4 : Une fondation genevoise au cœur du dispositif israélien, par Luis Lema.

2. *La Tribune de Genève*, le 29 avril 2019 : Devenues suspectes, les fondations régressent.

Évasion fiscale ou blanchiment : le secteur fiscalement intéressant connaît un recul frappant.

Elisabeth Eckert.

3. *L'Humanité*, le 3 juillet 2025 : Guerre à Gaza : la fondation humanitaire GHF accusée de tirer sur la foule par Valentin Ollier.

4. *Agence France-Presse*, 2 juillet 2025 : Gaza : la fondation GHF soutenue par les USA et Israël n'aura plus droit de cité en Suisse.

5. *RTS* - Propos recueillis par Valentin Emery et Thibaut Schaller : Francesca Albanese, rapporteuse spéciale de l'ONU, dénonce une « économie de génocide » en Israël Article web: iar avec les agences Publié le 3 juillet 2025, modifié le 4 juillet 2025

Lien vers le rapport : <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/hrbodies/hrcouncil/sessions-regular/session59/advance-version/a-hrc-59-23-aev.pdf>

6. *AFP* - Infos françaises, mardi 23 septembre 2025

L'ONU dénonce la torture « systématique » des civils ukrainiens par la Russie.

7. *AFP* - Publié le 21 juin 2024 : Violées par des soldats russes, des Ukrainiennes témoignent pour les « victimes silencieuses ».

8. *Courrier International*, publié le 22 juillet 2025 Une du jour. "The kidnappings" : les enfants ukrainiens déportés en Russie à la une de "Time".

Étymologie frelatée pour hémorragie collective

LARD DE LA GUERRE : CYNISME, PROFITS ET CHAIR À CANON

Nul besoin d'être un érudit en philologie pour flairer la supercherie. Le vocable même de « guerre » – de l'ancien bas francique *werra*, qui signifie initialement « troubles, désordres, querelle » – porte en lui la bassesse de son origine. Il a, par un coup de force sémantique, évincé le noble *bellum* latin. La grande boucherie actuelle n'était à l'origine qu'une vulgaire « querelle ».

Mais là où le cynisme atteint son apogée, c'est dans la confusion que l'on entretient avec le verbe « disputer ». L'emprunt au latin *disputare* (examiner, discuter) a bifurqué pour signifier à la fois le débat intellectuel et la lutte pour la possession. Il n'y a qu'un pas, semble-t-il, entre l'éloquence stérile et la violence létale. La « guerre », en somme, n'est que la continuation, par des moyens... un peu moins policés, d'une « dispute » qui excède les bornes de la civilité.

Les aumôniers du carnage : éloge de l'économie de guerre

Si la guerre est une querelle, elle est surtout une affaire, une entreprise florissante dont les dividendes sont payés en sang. Tandis que les masses s'épuisent à mourir pour des frontières ou des idéologies abscones, une aristocratie d'un genre nouveau, celle des « profiteurs de guerre », s'engraisse avec une désinvolture qui forcerait l'admiration, mais qui impose le dégoût.

Ces acteurs ne sont pas des philanthropes ; ils sont les véritables stratèges de nos conflits modernes. Les mécènes de l'apocalypse (industries de l'armement) : ils fournissent le matériel de l'holocauste. Leurs bilans grimpent en flèche à chaque nouvelle salve, transformant les cadavres en bénéfices considérables. Les arbitres de l'énergie (fournisseurs) : la guerre fait flamber les prix du pétrole et du gaz, permettant à des compagnies (comme Total Énergies, pour ne citer qu'elle) de réaliser des profits éhontés sur la nécessité vitale. Les marchands

du temple (intermédiaires) : des individus, comme l'omniprésent marchand d'armes, se constituent des fortunes colossales en jouant les courtiers de la mort. Leur prospérité repose sur l'exploitation opportuniste de la demande et sur un financement indirect où l'aide militaire se mue, par un tour de passe-passe, en aubaine pour les industries des pays fournisseurs.

En clair, la guerre est un parfait mécanisme de transfert de richesse : du trésor public (et donc du citoyen) vers les coffres de quelques-uns. Un modèle économique d'une efficacité redoutable, mais d'une moralité... parfaitement nulle.

Du paternalisme au pathologique : l'égo, moteur de l'hécatombe

Il est d'une naïveté confondante de croire que les grandes manœuvres guerrières naissent d'un calcul froid et d'une stricte adhésion à l'« intérêt national » – concept élastique s'il en est. Non, le véritable moteur de l'hécatombe est bien plus vil et personnel : l'égo surdimensionné des dirigeants. La guerre, cette entreprise lucrative et sanglante, requiert avant tout la caution d'une poignée d'individus dont l'ambition personnelle est, dans une ironie cruelle, inversement proportionnelle à leur hauteur de vue stratégique.

L'affrontement n'est qu'une vulgaire querelle, magnifiée en tragédie nationale, où le pays sert de paravent aux rivalités idéologiques et aux ambitions démesurées d'une coterie de dirigeants. Le peuple, réduit à l'état de masse sacrificielle, n'est qu'une ressource mobi-

lisable, une simple extension de leur volonté démesurée de domination.

La bulle de la pathologie décisionnelle

L'égo du pouvoir, insatiable monstre d'orgueil, agit comme un puissant carburant pour la décision non rationnelle. Lorsque le chef s'enferme dans sa « bulle d'autocomplaisance », il devient foncièrement incapable d'ingérer l'information qui contredit sa vision messianique. Les conseils dissidents sont perçus comme des attaques personnelles, et le chef, s'érigeant en seul détenteur de la vérité, procède au rejet systématique des critiques.

Ceci mène invariablement à la dégradation de l'intelligence collective. Pourquoi consulter une équipe d'experts lorsque l'on se croit soi-même le génie stratégique suprême ? La manipulation des enjeux devient alors la norme : on déforme la réalité, on grossit les menaces, on invente des justifications *a posteriori* pour légitimer des choix impulsifs nés d'une recherche de reconnaissance personnelle morbide. Le peuple est ainsi mené au désastre, non par malice, mais par la seule vanité d'un homme qui préfère avoir *raison* – quitte à ce que l'histoire en fasse les frais – plutôt que d'assurer la survie de sa nation.

La seule solution : l'abolition

Il serait d'une niaiserie impardonnable de croire que le remède à ces pathologies du pouvoir réside dans l'appel à une meilleure gestion ou à une éthique personnelle. Le problème n'est pas le vice de tel ou tel individu, mais l'existence même des structures hiérarchiques qui permettent à l'égo de s'épanouir et de tuer. L'autorité, par nature, isole et corrompt. Tant que nous tolérons ces structures, le système préférera, de toute évidence, la grandiloquence du charlatan à la retenue du sage, car seul l'égo-centrique est assez déconnecté pour envoyer les masses à l'abattoir. La seule solution efficace

pour nous prémunir de ces folies est de démanteler le piédestal et la « bulle » qui protègent le sommet, en abolissant toute autorité centrale. C'est le prix à payer pour que ces névroses narcissiques ne puissent plus jamais se transformer en conflit armé. Et nous en payons déjà trop cher le prix en sang et en impôts pour nous contenter d'un vœu pieux.

La charnière de l'abattoir : quand l'individu devient munition

Enfin, cette querelle d'égo et ce festin d'actionnaires nécessitent un ingrédient de base : la chair à canon. Du point de vue anarchiste, la mobilisation massive est la manifestation la plus abjecte de la coercition étatique.

Que ce soit par la conscription, violation crasse de l'autonomie individuelle, ou par le recrutement volontaire camouflé en manipulation ciblée, l'État s'assure qu'il y aura toujours suffisamment de corps pour boucher les trous du front.

L'exploitation du vulnérable : en Ukraine comme ailleurs, les campagnes de recrutement exploitent la vulnérabilité des jeunes. En Russie, on voit les quotas imposés aux entreprises, transformant le tissu économique en une officine de recrutement. L'État monnaie l'autonomie contre des salaires élevés ou des programmes incitatifs, comme un vulgaire maquignon qui troque la vie humaine contre des piécettes.

L'externalisation de la déresponsabilisation est une manœuvre étatique d'une cynique efficacité : plutôt que d'assumer frontalement la coercition qu'exige la « chasse à l'homme » – le recrutement massif –, l'État la délègue. Il fixe les quotas, mais transfère la pression et l'exécution aux administrations régionales et aux entreprises, les transformant en chiens de garde chargés de mordre le citoyen. Cette stratégie permet de diluer la culpabilité et d'estomper la responsabilité du pouvoir central : la violence n'est plus un coup de force étatique visible,

mais une série de pressions insidieuses (menace d'ostracisme ou de perte d'emploi) exercées par des intermédiaires. L'État obtient ainsi son contingent de chair à canon sans payer le prix politique ou moral de la brutalité directe, transformant le tissu social et économique en complice d'une contrainte masquée.

Le cult of the dead : le contrat de sang perpétué

Cette sanctification culmine dans le culte des morts : monuments, commémorations et jours fériés. Ces rituels ne sont pas tant un hommage sincère aux victimes qu'une mécanique d'intimidation idéologique et une gestion des stocks de recrues futures. En glorifiant ceux qui sont tombés, l'autorité s'assure que le sacrifice reste la norme acceptable,

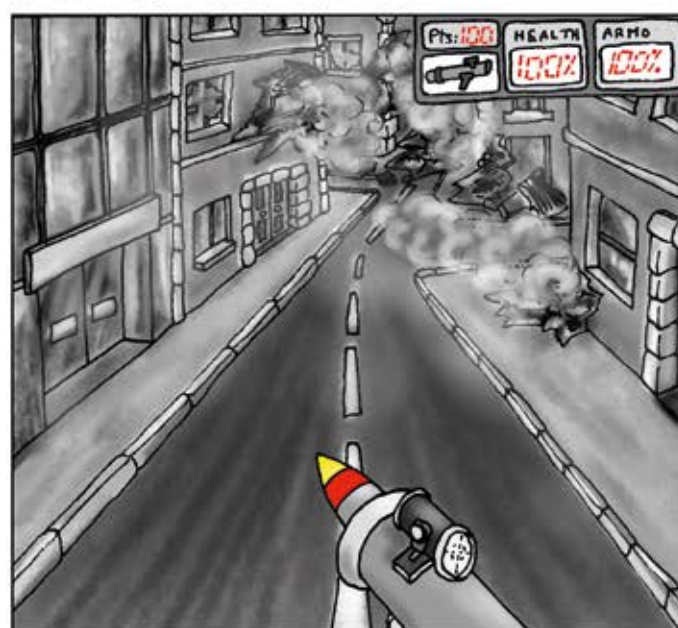
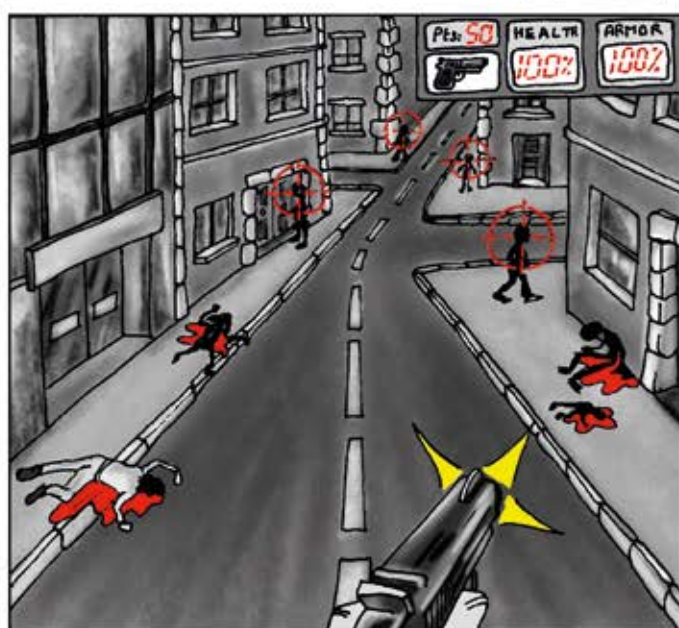
et non l'exception tragique. La mémoire devient un outil de propagande d'État, rappelant à chaque citoyen le contrat de sang qui le lie : « *Ces hommes sont morts pour l'État; sois prêt à faire de même.* » Le cynisme est parfait : l'État vous tue, puis érige une pierre pour vous enjoindre de ne pas vous plaindre et de préparer la prochaine génération.

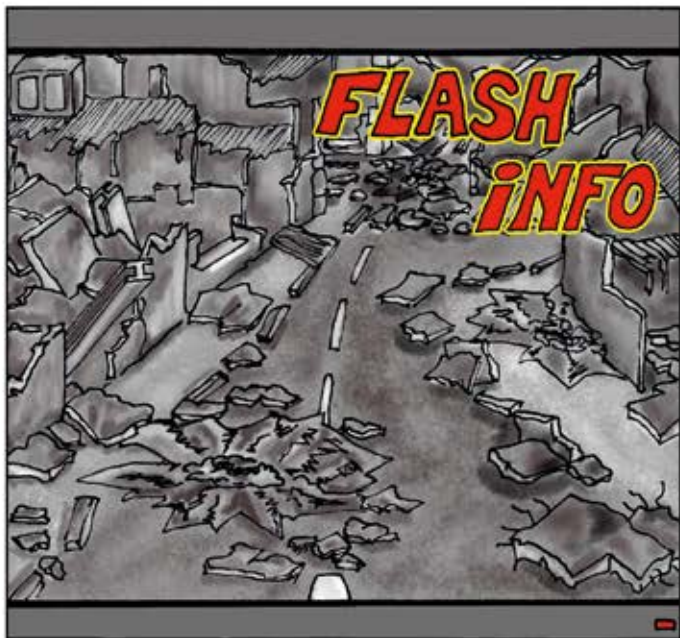
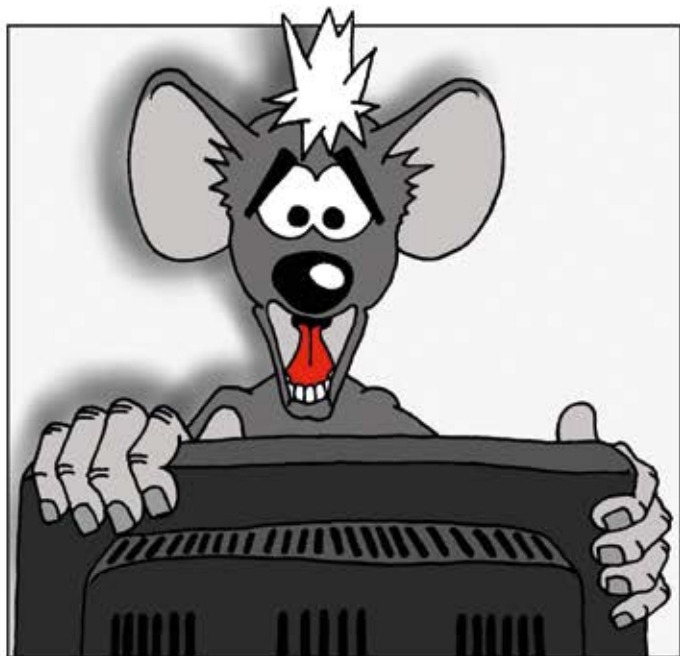
Le bon sens anarchiste

Le seul bon sens qui vaille est celui qui refuse cette mascarade : refuser l'obéissance aux égos surdéveloppés, dénoncer l'économie de l'horreur et réaffirmer l'autonomie radicale de l'individu face à l'État et à ses conflits. C'est là le début de la seule guerre qui mérite d'être menée : celle contre l'imbécillité organisée.

N.Adar







**LA GUERRE N'EST
PAS UN JEU !!
ET À LA FIN,
C'EST TOUJOURS
LES MÊMES 
QUI PERDENT**

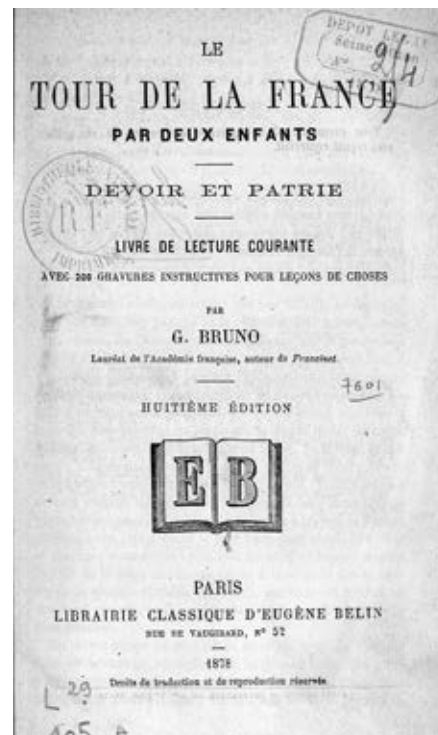
L'école a trop souvent embrassé l'armée sur la bouche

INSTITUTEURS : LES HUSSARDS NOIRS DE LA RÉPUBLIQUE

Il ne s'agit pas ici de parler des hussards, cavaliers hongrois. Ni des cavaliers du Cadre noir de Saumur. Hussards noirs ! 1913, c'est adulte que Charles Péguy, dans son essai *L'Argent*, désigna ainsi les élèves normaliens qu'il côtoyait lorsque lui-même fréquentait l'école annexe (lieu où de jeunes êtres humains enfants servent de cobayes à de jeunes êtres humains adultes en passe de devenir instituteurs) de l'École normale¹.



COUVERTURE D'UNE ÉDITION RÉCENTE



ET LA PAGE 3 DE L'ÉDITION DE 1878.

1913, en France le 7 août, la loi Barthou fixe la durée du service militaire à 3 ans, soit 675 000 hommes mobilisés

Dans l'article 16 de cette loi, il est stipulé : « Les élèves des écoles normales et les instituteurs seront, pendant leur présence sous les drapeaux, astreints à un séjour minimum de trois mois à l'École normale de gymnastique. »

Avant 1872, l'école normale de gymnastique (et d'escrime) s'appelait l'École normale militaire de gymnastique de Joinville. Les moniteurs militaires qui y étaient formés allaient ensuite professer dans les écoles publiques où l'obligation de gymnastique et l'absence de formation à l'éducation physique des instituteurs leur donnaient toute opportunité de mise au pas - de gymnastique - des jeunes élèves. Est-ce dire que les instituteurs laissaient l'armée jouer aux petits soldats avec les jeunes enfants ?

**« Une deux, une deux »...
Programmation en langage primaire**

Dans de nombreuses villes, les élus acceptaient, favorisaient, encourageaient les « bataillons scolaires » où les enfants apprenaient les rudiments du maniement des armes à feu. Les instituteurs n'avaient alors qu'à obtempérer. Certains, fort volontiers... À Toulouse entre 1890 et 1893, l'adjoint à l'Instruction publique du maire radical supprima ces « bataillons ». Il s'appelait Jean Jaurès. Mais si Jaurès était défavorable aux armes entre les mains des mômes, il était, cependant, un farouche partisan

de l'éducation militaire des enfants : « L'éducation militaire de la nation n'est pas faite. Elle est à peine ébauchée ; l'essentiel y manque encore, le souci direct, passionné et constant de la nation elle-même pour sa propre sécurité. » *L'armée nouvelle*, Jean Jaurès. 1910.

Éducation militaire + exaltation du patriotisme + entretien de l'esprit revanchard = guerre à venir

Exaltation du patriotisme dans les écoles publiques ? Tout concourait dans ce sens. Publié en 1877, un livre, *Le tour de France par deux enfants* de G. Bruno, va distiller, durant 121 chapitres, l'amour de la France. Chaque chapitre étant précédé d'une petite maxime, petite leçon de morale républicaine.

Car l'époque est aux leçons de morale républicaine :

> 4^e Leçon (tiré d'un manuel scolaire de « leçons de morale » du début du XX^e siècle) : *Devoir envers la Patrie. Vous devez aimer la Patrie ; c'est votre premier devoir. Vous devez penser dès maintenant avec joie qu'un jour, quand vous serez devenus grands, il faudra que vous la serviez et que vous la défendiez, si les habitants des autres pays l'attaquaient.*

> « 34^e maxime : nous aimons la terre qui nous a vus naître comme nous aimons notre mère. »

> « 43^e maxime : il est beau pour l'homme brave de tomber au premier rang en combattant pour sa Patrie. »

> « 44^e maxime : tu n'oublieras jamais que ta mère est la France. »

Leçon de morale conduite par des instituteurs laïques diffusant leur catéchisme patriotique à des enfants qui finiront par



partir la fleur au fusil verser leur sang pour des capitalistes plus enclins aux leçons de calcul qu'aux leçons de morale.

Des exemples d'hommes braves tombés pour leur patrie? Les enfants découvraient dans leurs manuels d'histoire Roland à Roncevaux, Bara qui, en 1793, contraint par des Chouans de crier « Vive le Roi! », préfère mourir en criant « Vive la République! »

Tandis que des cartes montraient les pays annexés par la France... dans toutes les classes, la carte de France amputée de l'Alsace et de la Lorraine...

Pour entretenir l'esprit revanchard ?

Que proposent les êtres humains adultes aux jeunes êtres humains enfants regroupés dans un lieu appelé école? Des lectures...

Les deux petits héros du livre *Le tour de France par deux enfants*² sont deux petits orphelins lorrains décidés à quitter cette région annexée par la Prusse à la suite de la guerre perdue par la France en 1871. En page 3 de la version scolaire « lecture courante pour le Cours moyen », un sous-titre : *Devoir et Patrie*.

Un autre texte aura également une place privilégiée dans les salles de classe : *La dernière classe*, nouvelle tirée des *Contes du lundi* d'Alphonse Daudet (1873). L'action se passe en Alsace après la défaite de 1871.

Alphonse Daudet prête à son personnage l'esprit patriotique que se devait d'avoir tout hussard noir : [Extrait]... *Pendant que je m'étonnais de tout cela, M. Hamel était monté dans sa chaire, et de la même voix douce et grave dont il m'avait reçu, il nous dit : « Mes enfants, c'est la dernière fois que je vous fais la classe. L'ordre est venu de Berlin de ne plus enseigner que l'allemand dans les écoles de l'Alsace et de la Lorraine... Le nouveau maître arrive demain. Aujourd'hui, c'est votre dernière leçon de français. Je vous prie d'être bien attentifs. »*

Alphonse Daudet termine ainsi sa nouvelle : [extrait] *Alors il se tourna vers le tableau, prit un morceau de craie et, en appuyant de toutes ses forces, il écrivit aussi gros qu'il put : « VIVE LA FRANCE! » Puis il resta là, la tête appuyée au mur, et, sans parler, avec sa main, il nous faisait signe : « C'est fini... allez-vous-en. »*

Des lectures et des chansons. Surtout une : *Alsace et Lorraine* plus connue sous le titre *Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine* écrite en 1871, au lendemain de la double annexion par la Prusse

[extraits] [...] Pour égorger la France, notre mère,

Vous armeriez le bras de ses enfants!

Ah! vous pouvez leur confier des armes,

C'est contre vous qu'elles leur serviront,

Le jour où, las de voir couler nos larmes,

Pour nous venger leurs bras se lèveront.



[...] Mais le grand jour où la France meurtrie
Reformera ses nouveaux bataillons,
Au cri sauveur jeté par la Patrie,
Hommes, enfants, femmes nous répondrons :
(Refrain) :

Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine,
Et malgré vous nous resterons français;
Vous avez pu germaniser la plaine,
Mais notre cœur, vous ne l'aurez jamais. »

Chanson écrite par deux « vrais » Alsaciens/Lorrains : Gaston Villemer, l'Ardéchois d'Annonay et Hippolyte Nazet le Méridional de Menton...

« Allez, les enfants, c'est la fin de la leçon. Sortez en silence, en rang par deux, jusqu'à Berlin... »

Le 3 août 1914, l'Allemagne déclare la guerre à la France. C'était un lundi. Les jeunes êtres humains enfants étaient en vacances. Les êtres humains adultes leur avaient donné rendez-vous à la rentrée...

**Bernard
Groupe d'Aubenas**

1. « Nos jeunes maîtres étaient beaux comme des hussards noirs. [...] Un long pantalon noir, mais, je pense, avec un liséré violet. Le violet n'est pas seulement la couleur des évêques, il est aussi la couleur de l'enseignement primaire. Un gilet noir. Une longue redingote noire, bien droite, bien tombante, mais deux croisements de palmes violettes aux revers. Une casquette plate, noire, mais un croisement de palmes violettes au-dessus du front. Cet uniforme civil était une sorte d'uniforme militaire encore plus sévère, encore plus militaire, étant un uniforme civique. » in *L'argent*. Charles Péguy. 1913.

2. *Le Tour de France de deux enfants*, Augustine Fouillée-Tuilerie sous le pseudonyme de G. Bruno en hommage à Giordano Bruno, victime des corbeaux au XVII^e siècle

Bruit de bottes sous le préau

L'ÉCOLE DE L'ARMÉE

Depuis que le pays ne subit plus la guerre sur son propre territoire, celle-ci a toujours continué d'exister dans les cours de récréation de nos écoles. En majorité, les petits garçons ont joué à se faire la guerre, les gentils contre les méchants.



Les petits garçons aiment les pistolets et les jeux de guerre. Pour avoir été de ces gamins qui jouaient à leur manière « la guerre des boutons », je sais qu'il s'agissait d'une guerre d'imitation des dessins animés dont nous nous abreuvions. Rien de sérieux, un truc qui n'appartenait qu'à nous. Nos grands-parents parlaient de la guerre, mais pas nos parents, qui ne l'avaient pas connue. Avec le temps, cela nous semblait si loin. Cela semblait s'éloigner inexorablement. Plus les anciens mourraient, moins on parlait de la guerre. Juste nous, dans nos jeux. Un sujet de dessin animé, ni plus ni moins. Rien de grave puisque seuls les vieux, dont on se moquait, en parlaient.

Elle est revenue

Les petits garçons ont grandi et la guerre, sans être sous notre nez, est revenue. COVID-19... et nous apprenions que la France est en guerre. En guerre contre une mauvaise grippe en somme... Bizarre... Et puis tout s'enchaîne, la guerre arrive aux portes de l'Europe via l'Ukraine. Le mot revient de plus en plus souvent, qu'il s'agisse d'économie, de situation sanitaire comme de conflits réels.

Et puis il y a la guerre dont on ne dit pas le nom, mais qui en reprend les codes. Débat et tests du port de l'uniforme obligatoire à l'école. Le sujet vient, s'éloigne, puis revient. Les gens en parlent et, sous couvert d'égalité, nombreux sont ceux qui n'y voient rien à redire. Un peu comme si l'uniforme était un vêtement comme un autre. Mais les gens normaux ne se promenant pas avec des mitraillettes, ils ne se promènent pas non plus en uniforme. Une chose est certaine, des tests sont en cours et l'idée reviendra bientôt pour se concrétiser. Fin septembre 2025, le nouveau Premier ministre arrive tout droit du ministère de la Défense. Tiens, tiens... en voilà un qui

ne risque pas d'être allergique aux uniformes. Pas plus à l'école qu'ailleurs.

Civisme pas zen...

Déjà que, depuis quelques années, il fallait accompagner nos enfants chaque 11 novembre pour la cérémonie devant le monument aux morts... Quand nous étions enfants aussi, on demandait à nos parents de nous y amener. Très peu le faisaient, autre chose à foutre. C'était surtout les anciens combattants qui y allaient. Mais aujourd'hui, l'école fait préparer des lectures et des chants aux écoliers (la Marseillaise des sillons sanglants, même pas en version reggae). Du coup, les enfants sont attendus et ce sont eux qui nous poussent à les y emmener. Plus d'anciens combattants autour du monument à la gloire des glorieux morts pour la France, dont si peu ont la lucidité de maudire la guerre. Plus d'anciens combattants, mais des enfants qui chantent la Marseillaise et remercient les glorieux morts avant que le bourgmestre ne lise la prose quelque peu va-t-en-guerre d'un futur Premier ministre (sinistre, n'est-il pas?). Une école qui, presque imperceptiblement, prépare la guerre en voulant la paix. « *Si vis pacem para bellum* », quelle connerie!

Ne sentez-vous rien venir ?

Alors oui, le langage et la société, globalement, se militarisent tandis que la politique s'extrême-droitise. Ne sentez-vous rien venir ? Et cette école qui, sous couvert de bonne intention, prépare les esprits.

Et puis, il y a quelques cas particuliers qui viennent imprégner encore plus nos écoles par-ci, par-là. Des associations quelque peu réactionnaires, telles que « *Solidarité Défense* », approchent les écoles sans passer par l'Académie. De toute façon, l'Éducation nationale est partenaire. L'école devant proposer

des projets aux élèves sans en avoir les moyens, ce genre d'associations vient livrer du projet clef en main aux écoles. Les enfants doivent réaliser des cartes de Noël pour nos pauvres bidasses qui passent un triste Noël loin des leurs. L'association s'occupe de l'affranchissement et de la distribution. Bingo ! Voici nos têtes blondes remplies d'empathie pour ces pauvres militaires privés de Noël en famille. On en oublierait presque la maman caissière à l'hyper du coin, qui doit aller taffer le 25 décembre au matin et dont les enfants ouvriront leurs cadeaux sans elle. Sans parler des premiers de cordée des hôpitaux, EHPAD, etc.

Ainsi, l'école a un projet de travail pour nos enfants tout en respectant la nullité du budget alloué par nos gouvernements. Tout le monde semble content et, cerise sur le gâteau, les enfants reçoivent parfois en retour de splendides photos des pauvres bidasses sans Noël posant fièrement devant leurs « *gros engins et autres canons* ». Les gosses trouvent ça génial... Normal, ce sont des gosses et ils ne se rendent pas compte du message qu'ils absorbent... Des images et des liens tellement plus concrets que les films et dessins animés que nous singions lorsque nous étions enfants.

Cela existe, et nous en sommes là... Le pire, dans tout cela, c'est que, lorsque les enseignants présentent le projet aux parents, cela ne choque personne ou si peu. Même les enseignants, de bonne foi, ne voient pas le mal, ne se rendent pas compte du message et de la portée de la chose. Preuve que tout cela infuse lentement, mais sûrement. De plus en plus et de plus en plus tôt.

Ne reste plus que nous, pauvres parents anarchistes, pour apprendre à nos enfants que « *Maudite est la Guerre !* ».

David Perdrix

Le rendez-vous de novembre **COMMÉMORER, POUR QUOI ?**

Comme tous les ans, partout en France, on commémorera l'armistice du 11 novembre 1918 qui mettait officiellement fin à la première boucherie dite mondiale. Sonnez clairons, vrombissez tambours, flotez drapeaux, tonnez discours larmoyants, puis fêtez ça aux banquets du soir où ne sont pas invités les laissés pour compte de la République, travailleurs, chômeurs, immigrés avec ou sans papiers, tout ce qui ne ferait pas propre, sans cravates ni médailles, dans les salons clinquants de la classe politicienne, locale ou nationale.

Un fragment d'histoire

Mon grand-père Léon, lui, fut embarqué sur le front de la bataille de la Somme en juillet 1916, après une permission où il conçut mon père. Ces deux-là ne se virent jamais, car Léon fut emporté, broyé ou gazé dans la boue des tranchées, comme près d'un million d'êtres humains civils et militaires. J'imagine souvent sa détresse, son chagrin, sa souffrance et les conditions effroyables dans lesquelles il aura vécu ses derniers moments.

Il est enseveli maintenant dans le cimetière français de Rancourt Bouchavesnes¹ et, ironie macabre du sort, presque en face du cimetière allemand où gisent les restes de deux cousins... allemands. Se seront-ils tirés dessus sans le savoir ?

C'est un drame familial, qui aura bien des conséquences dans la mémoire collective des générations d'après Léon, mais, bien sûr, c'est un drame de portée universelle. Car, au-delà des déchirements de tant de familles (ici françaises, britanniques ou allemandes), cette bataille de 6 mois est une signature de plus de la folie humaine.

Aux uns comme aux autres, hier comme aujourd'hui, on envoie des hommes et des femmes s'entretuer pour défendre des intérêts qui ne sont pas les leurs, qu'on maquille sous le fard acide de la patrie et avec la bénédiction, sinon le silence, des potentats religieux. Les civils, hommes, vieillards, femmes et enfants qui succombent de ces horreurs sont simplement qualifiés de dommages collatéraux et passent aux oubliettes de l'histoire au même titre que ces héros malgré eux, empaquetés dans l'uniforme, comme on déguise une marionnette pour le spectacle de Guignol. Mais là, il s'agit d'un spectacle qui aura forcément le parfum âcre de la mort.

Devoir de mémoire oui. Et après ?

On nous dit et répète que nous avons un devoir de mémoire, et c'est bien vrai qu'il ne faut pas oublier. Et il ne le faut pas



à la fin principale de surtout ne jamais recommencer. C'était la der des der disaient-ils.... Mais sitôt les festivités terminées, ils retournent aux affaires, celles qui leur font gonfler le torse en lisant les prouesses financières et technologiques des multinationales de l'armement et leurs sous-traitants, celles de la propagande guerrière inlassablement déversée jusqu'à plus soif par les partis politiques et les médias, vendus et serviles. Ils nous servent des peurs à répétition, histoire de nous soumettre et nous diviser.

Et ça n'en finit pas. Histoire de bien nous fourrer dans le crâne la nécessité d'un réarmement démographique et militaire, les populations, c'est-à-dire les victimes possibles des prochains charniers, sont appelées à se serrer toujours plus la ceinture, se gaver de publicités (payées elles aussi sur la récolte de leurs impôts) pour grossir les bataillons de sabreurs et de forces de répression. Quand des flottilles de la paix s'élancent, rien que pour adoucir, mais dénoncer quand même un génocide en cours, on les arraisonne en eaux internationales. Et on ferme les yeux sur ces milliers d'émigrants abandonnés à leur funeste sort dans les eaux de Méditerranée, de Manche et d'ailleurs, fuyant les dictatures, la misère et le rugissement des machines à tuer que nos sociétés dites civilisées ont exporté chez eux.

Cette civilisation s'étouffe de ne savoir s'appuyer que sur les principes de division, de compétition, de méritocratie et donc d'inégalité sociale. Ces principes sont les racines mêmes du capitalisme destructeur, lequel nos générations ont le devoir de combattre, mais sur ses fondements, au risque que très vite le modeste caillou qui nous accueille par erreur ou par hasard soit devenu inhabitable pour l'humanité.

Commémorer, oui. Mais le souvenir n'est rien sans le combat de tout ce qui peut conduire à ce que l'histoire se répète. Sûrement pas soutenir ou se taire devant tout le mortifère qui le prépare !

Maudits soient la guerre, et tous ceux qui la préparent !

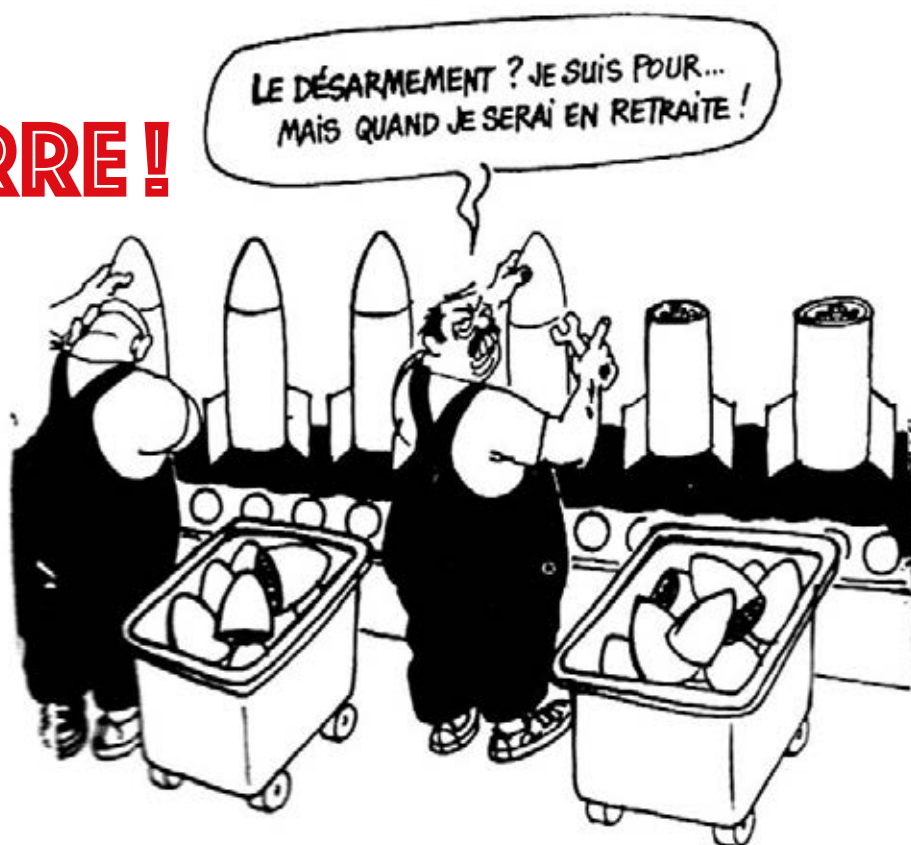
Philippe Pouchat
Liaison FA Calvados

1. La nécropole nationale de Rancourt est un cimetière militaire français de la Première Guerre mondiale situé dans le département de la Somme. (NDLR)

Ne collaborez plus

GRÈVE À LA GUERRE !

Toi, qui ne vois pas de différences entre être ouvrier sur une chaîne de montage de tracteurs ou serrer des boulons sur un véhicule blindé de combat ; entre fabriquer des feux d'artifice chez Ruggieri – filiale du groupe Lacroix – ou des « produits de maintien de l'ordre¹ » dans une usine du même groupe...
Laisse-moi te raconter ceci :



Deux assassinats en bande organisée

Port-Fontenoy, dans l'Aisne, le 12 décembre 1914, Léonard Leymarie, cultivateur dans la vie libre, se retrouve face à 12 canons de fusil Lebel modèle 1886-93. Il vient d'être condamné à mort par le Conseil de guerre spécial de la 63^e division d'infanterie pour « mutilation volontaire » alors qu'il avait été blessé à la main à son poste de guet.

Le même jour, le même tribunal de guerre condamnera pour le même motif et mettra face à un autre peloton armé de 12 fusils Lebel modèle 1886-93, Jean Grataloux, né à Saint-Just-sur-Loire, dans la Loire, à une quinzaine de kilomètres de Saint-Étienne.

Léonard, lui, est né à Seilhac, en Corrèze, à une quinzaine de kilomètres de Tulle.

Quelle aura été leur dernière vision ?

Sûrement la bouche béante de ces douze canons de fusils Lebel modèle 1886-93.

Leur dernière pensée : peut-être le souvenir du sourire d'un proche, d'un parent, d'un ami d'enfance content d'avoir trouvé à vendre ses muscles et sa sueur au bureau d'embauche des manufactures d'État de Saint-Étienne ou de Tulle. Manufactures qui, avec celle

de Châtelleraut, s'étaient vues confier par l'état-major la fabrication des fusils Lebel modèle 1886-93...

Le fusil Lebel avait été voulu par le Général Boulanger, alors ministre de la Guerre, en janvier 1886. Adopté officiellement le 1^{er} mai 1887. Utilisé la première fois sur le terrain lors de la fusillade de Fourmies le 1^{er} mai 1891 (neuf manifestants militairement assassinés pour le maintien de l'ordre). Les trois manufactures, grâce à leurs bons ouvriers, purent ainsi fournir un peu plus de deux millions de fusils Lebel avant le début de la Grande Boucherie. Jusqu'en 1920, ce sont environ trois millions cinq cent mille fusils qui furent minutieusement fabriqués par les ouvriers obéissants et consciencieux des trois manufactures.

Une balle à blanc

Face au pauvre type en passe d'être fusillé, des douze canons de ces douze fusils Lebel modèle 1886-93, onze balles seulement allaient jaillir. Un fusil était doté d'une balle à blanc ainsi, chacun des douze membres du peloton d'exécution pouvait espérer se convaincre qu'il n'était en rien responsable de la mort du condamné... Louable effort des soudards galonnés... Tout faire pour que les soldats puissent manger leur rata et dormir en paix une fois la détente pressée. Ne

surtout pas réfléchir...

Est-ce ce manque de réflexion qui avait pu laisser un ouvrier façonner cette détente sans remords ? Comment des prolétaires avaient-ils pu rivaliser de conscience professionnelle et d'inconscience sociale pour peaufiner les armes qui allaient trouer la peau d'autres prolos ? Gagner sa croûte et ne surtout pas réfléchir.

Tu vois où je veux en venir ?

Comment peut-on « gagner » sa vie en préparant la mort ? Ça ne suffit pas de manifester « *La pluie, ça mouille. La guerre, c'est pas bien* » avec tes camarades syndiqués, politiques, sans remettre en cause le travail de fournisseurs de mort de nombreux camarades.

Sans appeler à la grève illimitée dans ces ateliers humanicides.

Sans appeler au sabotage de ces industries mortifères.

Grève à la guerre !

**Bernard
Groupe d'Aubenas**

1. Rémi Fraise est mort en 2014, suite à l'explosion d'une grenade OF F1 (société Alsetex. Groupe Lacroix) utilisée dans le cadre des missions de maintien de l'ordre. Depuis, elle est interdite.



LILIAN WOLFE (1875-1974)

« Une des figures les moins publiques mais les plus importantes de la Freedom Press »
(Nicolas Walter, historien anarchiste)

Texte : MLT & Dessins : OLT - (CC BY-NC-SA)

ANTIMILITARISME

Lilian Wolfe naît le 22 décembre 1875 à Londres. Embauchée au General Post Office, elle devient membre de la Civil Service Socialist Society.



Ayant rejoint la Women's Freedom League mais, considérant l'octroi du droit de vote aux femmes comme un simple « palliatif », elle rejoint en 1913 le mouvement anarchiste. Elle participe à la renaissance de *The Voice of Labor* le 1^{er} mai 1914.



Thomas Keell, le compositeur et rédacteur en chef du journal anarchiste *Freedom* devient son compagnon.



The Voice of Labor publie un article en faveur de la désobéissance civile suite à l'instauration de la conscription militaire obligatoire de 1916. Lilian Wolfe et Thomas Keell sont arrêtés, condamnés pour avoir violé la loi de 1914 sur la défense du royaume. Keell préférera la prison au paiement d'une amende. Lilian, enceinte, paiera l'amende pour sa libération.



Spain and the World est lancé en 1936 par Vernond Richard, Thomas Kell, Marie-Louise Berneri tandis que Lilian l'administrera.

Jusqu'à la mort de Thomas Keell le 26 juin 1938, elle vivra à Whiteway Colony dans « la lumière directrice de Léon Tolstoï ».



Toujours active elle est directrice administrative de la librairie Freedom Press. Un poste qu'elle occupera jusqu'à l'âge de 95 ans. Membre du Conseil national des libertés civiles et de War Resisters International, elle décédera d'un accident vasculaire cérébral le 22 avril 1974.



Militarisation de la jeunesse

LE PASSEPORT DU CIVISME

Des poubelles jetées dans un buisson en bord de route, des ordures partout. C'est le spectacle que découvre mon voisin, qui déclare, outré : « C'est vraiment un manque de civisme ! Celui qui a fait ça n'a pas dû avoir d'éducation au civisme... » Heureusement, les enfants d'aujourd'hui, et particulièrement les enfants vendéens, peuvent bénéficier de cette éducation au civisme, et même d'obtenir leur « Passeport du civisme ». Il n'est pas dit que cela règle le problème de toutes les ordures...

Mais qu'est-ce que ce Passeport du civisme ?

C'est d'abord une association, créée en 2017 par le maire de Talmont-Saint-Hilaire en Vendée et Conseiller départemental. Cette association soit-disant soutenue par le ministère de l'Éducation nationale « propose aux élèves de s'impliquer concrètement dans la vie de leur commune, afin de forger leur esprit de citoyenneté, leur sens des responsabilités et construire la société de demain. »

Ce sont environ 500 communes qui sont adhérentes, principalement en Vendée, et dont les élèves du primaire au collège sont invités à réaliser des actions civiques. Car le « Passeport du civisme », c'est aussi un livret remis aux élèves des communes adhérentes, livret « pédagogique, ludique et immersif » qui « propose aux communes et autres collectivités territoriales de faire vivre à leurs jeunes CM2 ou collégiens une véritable aventure civique (...) sous forme de parcours ponctué d'actions individuelles et collectives (...) »

Les enfants sont invités à réaliser des actions, comme la visite de musées militaires.

Ces livrets sont adaptables par les communes, mais se composent quand même, en grande partie, des mêmes thèmes : celui de Saint-Raphaël (Var), par exemple, propose Le devoir de mémoire, L'histoire et le patrimoine local, Défendre la France, Partager les valeurs du sport, etc.

L'édito du Maire, auteur du livre La dictature bureaucratique ou la « bureaucratie », annonce la couleur : « Tu auras par exemple l'opportunité de participer aux cérémonies patriotiques en mémoire des soldats qui se sont sacrifiés pour la France, et ainsi honorer les anciens combattants, etc. »

Le devoir de mémoire invite à se rendre aux cérémonies patriotiques, et donne les recommandations suivantes : « Tu participeras à l'évènement commémoratif du 11 novembre (armistice 1918) ou/et du 8 mai (armistice 1945). Tu te présenteras quinze minutes avant le début de la commémoration,

dans une tenue correcte et digne de l'évènement auquel tu vas prendre part. Tu pourras participer à la montée des couleurs, au dépôt de gerbes, à la lecture de textes et chanter La Marseillaise. Une attitude respectueuse et attentive sera demandée. » (Passeport Fougeré, Vendée). Certaines communes proposent même un petit encadré de présentation de l'Union Nationale des Combattants (UNC).

On le voit, même si d'autres thèmes, comme l'environnement, la solidarité intergénérationnelle, la lutte contre le harcèlement, existent, la sensibilisation militariste est bien présente ; elle apparaît dans quasiment tous les livrets.

Mais ce n'est pas tout...

Un show XXL

Pour remettre ces passeports aux 4 000 enfants concernés, l'association Passeport du civisme organise une grande cérémonie. En 2023, cette cérémonie a eu lieu... au Puy-du-Fou. L'édition 2025, elle, s'est déroulée dans « un lieu politiquement plus neutre » admet la Directrice générale adjointe du Passeport du civisme. C'est un équipement public départemental de 21 000 m², le Vendespace, qui accueillait les 3 200 enfants pour l'édition du 10^e anniversaire.

Arrivée du drapeau tricolore par hélicoptère et remise à une délégation d'enfants par deux gendarmes du GIGN, quiz civique géant, puis concert rock par le groupe Historock de Dimitri Casali, puis visite du ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, et, enfin, pour couronner cette journée, La Marseillaise chantée par tous les enfants. Un instant « vraiment magique » pour le ministre. Une magie bien réac qui coûtera 70 000 € à l'association Passeport du civisme et au département de la Vendée, mais l'association n'aura pas trop de difficultés financières, car elle a reçu 50 000 € de la Fondation du bien commun en 2024, le fond d'extrême droite de Stérin..

Cette cérémonie se déroule pendant et hors temps scolaire, et bénéficie du partenariat avec la Direction académique de Vendée (DSDEN, Direction des Services départementaux de l'Éducation nationale)

Le syndicat Sud Éducation de Vendée a écrit un courrier à la Directrice académique des services de l'Éducation nationale (DASEN) pour protester en ces termes : « Madame la DASEN, comment expliquer que vous-même ou vos services ayez pu valider la tenue d'une journée sur temps de classe dédiée au révisionnisme historique ? En effet, Dimitri Casali, à l'origine du spectacle, tient des positions néo-conservatrices sur l'enseignement de l'histoire et s'est fait connaître pour son opposition à l'enseignement de l'histoire coloniale française dans les curriculums. Il promeut d'ailleurs son spectacle du 6 juin sur les plateaux du média d'opinion d'extrême droite Cnews (...) D'autre part, la présence du GIGN, mais aussi du ministre de



l'Intérieur lui-même, justifie nos craintes quant à la tendance politique actuelle de militarisation de la jeunesse. Réduire la citoyenneté au civisme, pour réduire ensuite le civisme au maintien de l'ordre, est une pente glissante et nauséabonde. En outre, la présence de M. Retailleau, nouvellement élu chef du parti LR et futur candidat à la présidentielle, semble bien relever de la propagande politique, ce qui serait légalement répréhensible. »

Qui est donc ce Dimitri Casalis, qui intervient auprès des enfants avec son groupe Historock ?

Historock

Dimitri Casalis est un historien, doublé d'un professeur de musique. Joignant ses deux passions, il a donc créé, il y a une dizaine d'années, son groupe Historock, afin de transmettre l'histoire de France, l'histoire qui était enseignée sous Jules Ferry et Lavis. « L'Éducation nationale a capitulé depuis trente ans dans la transmission de notre histoire de France. La crise que nous vivons est avant tout éducative » (Entretien avec Sonia Mabrouk sur CNews – 15/05/25). Ce qui est proposé aux enfants, c'est un « Opéra Rock en 20 tableaux », où l'on parle des grandes figures historiques, à rebours de ce que déplore Pascal Praud lors d'un entretien sur Europe 1 : « L'histoire officielle, c'est celle qui a été racontée le jour de l'ouverture des Jeux Olympiques », qui regrette que n'aient pas été évoqués Jeanne d'Arc, Napoléon et Charles de Gaulle, les trois personnages les plus importants selon lui. Jeanne d'Arc est d'ailleurs au cœur du spectacle avec 2 chansons, car c'est « le symbole du patriotisme dans le monde entier. Et qu'est-ce qu'elle prouve, Jeanne d'Arc ? Elle prouve que, dès 1429, les femmes n'étaient en rien inférieures aux hommes. Mais ils sont tellement bêtes (ceux de gauche) et ignorants qu'ils ne savent même pas cela. » Mesdames, soyez patriotes et mourez pour la patrie ; vous prouverez ainsi votre égalité avec les hommes...

Le dada de Casalis, c'est le décolonialisme, qu'il combat depuis toujours : « La France est le pays champion du monde de la repentance et de l'idéologie du décolonialisme. » Quand on aura cité que « l'héritage chrétien et monarchique est fondamental et (qu') il ne faut surtout pas y renoncer », vous aurez compris qui est l'invité du Passeport du civisme qui se produit sur scène en costume d'époque pour les 8/12 ans. Pas de surprise, donc, de voir Casalis et Historock au programme de cette cérémonie géante concoctée par Maxence de Rugy, président de l'association Passeport du civisme.

Monsieur de Rugy

Maxence de Rugy, le créateur de Passeport du civisme, est le maire de Talmont-Saint-Hilaire, commune proche des Sables-d'Olonne. Il a fait ses études à l'ICES (Institut Catholique



d'Études Supérieures), la fac catho créée par Philippe de Villiers, puis est entré au Conseil Général de Vendée, d'abord en tant que chargé de mission, puis chef de cabinet de... Bruno Retailleau. Encarté dans le passé au MPF (Mouvement pour la France – de Villiers), il est aujourd'hui chez Les Républicains.

Maxence de Rugy incarne une certaine modernité, un peu la même que Macron, même si les idées diffèrent : dynamisme, intransigeance. On dirait bien que le « en même temps » a fait également recette chez celui qui donnait l'image du « jeune loup » en politique. Peut-être y a-t-il quelque naïveté chez lui, plus sûrement une fine stratégie d'image. Ainsi, Maxence de Rugy donne quelques gages en matière d'environnement, mais il soutient aujourd'hui le projet très contesté de Surf Park à Talmont-Saint-Hilaire, un équipement absurde, mais probablement très lucratif, pour surfer sur les vagues artificielles à 250 mètres de l'océan, en bordure d'une zone Natura 2000, et avec de réelles nuisances environnementales.

Tout cela n'est pas très civique...

Buffalo Sapovin

Nous ne devrions jamais revivre ça

N'AVONS-NOUS RIEN APPRIS ?

Un sentiment sur la guerre, vue de près et vue de plus loin, par une habitante du Royans Vercors¹.

Je suis née d'enfants de la *World War 2*, celle qui n'était pas une production hollywoodienne, la vraie. Je suis née de parents nés sur les ruines de l'Europe, au faite de la puissance des États-Unis d'Amérique.

Je suis née dans une démocratie occidentale. Ça s'est joué de peu. J'appartiens à la même génération que le méprisable personnage qui gouverne ce pays, dans une époque où les choses semblaient advenir, où les combats passés avaient ouvert des chemins. J'ai appris dans les livres d'histoire la barbarie des guerres mondiales du XX^e siècle. La lâcheté de l'Europe face aux fascismes. Les yeux fermés sur la Tchécoslovaquie en 1938. L'abandon horrible de l'Espagne en 1936. Plus tard, j'ai compris que, dans l'abandon des républicains espagnols, il y avait forcément la formulation d'une préférence. Pour le fascisme. Mais c'était aussi l'assassinat d'une possibilité, la possibilité de la résistance, de l'auto-gestion, de la capacité des collectivités à s'auto-organiser : le coup de poignard dans le dos des anarchistes par les communistes. Abandon et trahison. J'ai lu Brecht. Orwell. Pas seulement *Animal Farm*, 1984 – mais *l'Hommage à la Catalogne*. Quand je pensais à la Catalogne de 1936, je pleurais de rage devant ce qui avait éclos, et qui n'avait pas eu lieu. Ce chemin coupé. Je crois n'avoir jamais fait le deuil de la Catalogne de 1936.

Le manuel d'histoire s'ouvre. Nous plongeons dans les images, et les lettres, comme dans un album de *Philémon*². Photos de guerres, défaites

et accords qui se signent, mains qui se serrent, bras qui se tendent en des saluts nazis. Je ne parle pas même de la fumée des camps. Philémon : le chat à neuf queues. Ce que nous avons appris semble se rejouer aujourd'hui sous nos yeux, c'est vertigineux.

Nous ne devons jamais revivre cela

C'était écrit dans tous les livres d'histoire, dans tous les films : c'était la honte, c'était le mal, c'était l'abîme ; nous ne devons jamais revivre cela.

Nous avons appris la lâcheté de l'Europe – et la gloire des héros américains. Ils nous avaient sauvés. Bien sûr, ils y avaient de l'intérêt. Rien n'est sans contrepartie au pays du dieu Dollar. Mais c'est mesquin de le relever : ils nous avaient sauvés.

Nous n'avons pas appris dans ces termes que l'URSS aussi nous avait sauvés. Elle avait gagné des batailles décisives, mais l'ombre rouge de la faucille et du marteau dangereusement planait : l'URSS ne nous avait pas sauvés, elle avait gagné des batailles.

Nous avons vu des films qui nous servaient encore et encore des morceaux de cette histoire. Nous avons accédé aux discours critiques de l'histoire officielle. Nous avons recueilli les rêves et les révoltes de 68. Nous avons appris que, dans le monde entier, on avait manifesté contre une guerre du Vietnam. Nous avons entendu l'écho lointain des murs qui tombaient et la joie des pays qui s'étaient libérés des dictatures soviétiques.

Nous avons grandi dans le mou d'une démocratie occidentale qui exploite et tue en dehors de ses frontières, exploite et anesthésie sur son territoire. Détruit en douceur, en différé.

Aujourd'hui, les petites démocraties occidentales que nous sommes

n'avons plus de grand frère. Pendant 70 ans, l'Europe s'en est remise au grand frère américain pour sa protection. Nous avons vu ou baissé les yeux devant les petits arrangements, les grands enrichissements et les sacrifices faits au nom des intérêts de quelques-uns. Ainsi s'est déployé le règne mondial des milliardaires. Oligarchie généralisée, from Russia to USA, *with hate*.

Dans *Philémon*, on finit par découvrir que le chat à neuf queues est un fouet à neuf lanières. Pour faire joli, il serait tentant de dire que c'est le grand fouet de l'Histoire. Mais non, on sait bien que ce fouet est tenu par des mains, que ce fouet passe de mains en mains, et que c'est avec nos mains et nos corps qu'il faudra, qu'il faudrait l'en arracher.

Nous ne devons pas vivre ça

Où pourrions-nous regarder ? Il n'y a pas d'alliés. Cette Europe péniblement construite – comme toutes ces institutions et organisations internationales réduites au silence, humiliées – s'est déjà trahie maintes fois, n'a pas d'idéaux communs, n'a pas d'horizon commun. Creusant des fosses autour d'elle où s'entassent les cadavres de personnes migrantes, contemplant le génocide des Palestiniens, semble sur le point d'abandonner l'Ukraine. Hésite. Se souvient de la Tchécoslovaquie. Se souvient de l'Espagne ? Lorgne sur Poutine. Lorgne sur Trump. Le même homme, le même Papa tyrannique et mafieux aux deux visages, grotesque et terrifiant. Triste. Sinistre.

Pendant tout ce temps, nous avons mené des vies : agréables, difficiles, amoureuses, poétiques, épuisantes, douces, douloureuses, exaltantes, militantes. Des vies. Nous avons cherché des manières politiques. Nous avons cherché des amitiés. Nous avons cher-



ché des petits succès personnels. Nous avons eu besoin de reconnaissance. Notre besoin de reconnaissance était sans fond. Nous avons réussi parfois, échoué le plus souvent. Le plus souvent, nous n'étions occupés que de nous-mêmes.

Nous avons eu des enfants, parfois. Nous avons accouché en regardant la catastrophe climatique dans les yeux, nous avons accouché en tremblant sur un sol qui tremble. Je ne saurais dire si nous en avons eu trop ou pas assez, des enfants, pour ce qui est là, et ce qui vient.

Nous avons tant et tant renoncé, ravalé. Mais nous ne regrettons pas. Il faudra continuer à perdre pour la simple possibilité de lutter. Il faut bien lutter pour bien perdre. On sait ce qu'est et ce que ne vaut pas une victoire.

Je pense à mon grand ami et éditeur Marc Tomsin, mort en juin 2021. Anarchiste jusqu'au bout des ongles. Fin connaisseur de la Catalogne de

Durutti, éditeur d'Abel Paz³. Fin observateur et allié de la première heure de l'autonomie zapatiste⁴. Défenseur infatigable des peuples sans État et des formes d'organisation collectives. Mort lors de la fête qui a suivi la reprise de haute lutte du squat *Rosa Nera* à Chania, sur l'île de Crète. Une victoire après une défaite après une victoire après une défaite... Je crois qu'il voulait mourir dans cette joie-là. Qu'il ne voulait pas être témoin de l'irrésistible progrès de tout ce qu'il se passe. Je crois que les raisons – petites – qu'il trouvait encore d'aimer ce monde, c'est-à-dire les êtres, ne faisaient plus le poids. Le dernier *Ya Basta* recueilli sur ses lèvres après les cris des *Ya Basta!* révolutionnaires, était un chuchotement d'abandon. Il avait connu de trop grands espoirs, de trop grands élans.

Nous sommes le 18 février. Je me trompe peut-être. À quoi bon la panique, les prises de position alarmistes. Je ne prends pas position. Je

me trompe peut-être, je ne lis pas l'avenir, je ne vois pas plus loin qu'aujourd'hui. Aujourd'hui je rentre dans le manuel d'histoire, et je sais que les époques ne se superposent pas. Je n'ai pas sombré, je n'ai pas renoncé, simplement, je crois que nous verrons la guerre.

M. N., 18 février 2025

1. NDLR. Article gracieusement partagé par *L'Effeillé*, journal indépendant du Royans-Vercors. Contact : effeille@laposte.net

2. B.D. psyché-philosophique de Fred des années 60-80, où le personnage fait des allées-venues dans des mondes fantastiques où se trouvent des îles en forme de lettres composant « Océan Atlantique ».

3. Nom de plume de Diego Camacho Escámez, anarchiste espagnol, historien et écrivain. Il est connu notamment pour sa biographie de l'anarchiste Durutti. Ses mémoires ont été traduites et publiées par Marc Tomsin aux éditions Rue des Cascades.

4. Depuis leur soulèvement armé dans le sud du Mexique en 1994, les zapatistes travaillent à une autonomie politique en dehors du système capitaliste.

Poésie en noir

LETTRE À L'ORPHELIN DE GENTIOUX

Mon fils, cette lettre est sans doute la dernière,
maudite soit la guerre, j'en fais un poème
à garder, de l'homme, à jamais jeune père,
qui, mort dans les tranchées, crie encore qu'il t'aime,

dessus la mitraille, sous l'habit militaire,
lui ayant arraché la vie et cent blasphèmes
contre les querelles d'argent et de frontières,
que les puissants au prix de notre sang essaient.

Je voudrais te laisser mon rire en souvenir,
je voulais te donner une sœur, revenir...
Ma bouche a disparu sous les éclats d'obus

et de toi je vais faire ce pauvre orphelin
en sarrau et sabots qui dira mon refus,
car il n'y aura plus pour moi de lendemain.

Monica Jornet

Sansonnets-100 sonnets, Les Éditions libertaires



TARDI

VOIR AVEUGLEMENT JAMAIS!

INSOUMISSION OBJECTION

HALTE A LA MILITARISATION DE LA VIE SOCIALE

Aujourd'hui c'est en Pologne, Turquie, Salvador, Iran, en qui les militaires répriment le peuple. A l'Est, à l'Ouest, l'armée est le dernier rempart des privilégiés militaires, cause du capital, de la religion et de la bureaucratie.

Et en France!

- Le budget militaire s'accroît.
- La fabrication et la vente d'armements nous pousse au troisième rang mondial.
- Les écoles militaires dominent et poursuivent la répression contre les collégiens et l'armée continue.
- Si tu ne te sens pas agressé aujourd'hui, tu le seras demain.

Manifestons le 27 Mars 1982 à 14h. Place de la Bastille

Fédération Anarchiste

ABOLIR L'ARMÉE

FA

"French troops have done an absolutely superb job."

Les industriels de l'armement ont fierté de nous préparer la prochaine guerre.

FA

ROCK CONTRE L'ARMÉE

gala de soutien

SAMEDI 21 FEV. 81.

A PARTIR DE 18h.

INADRES
SOURIS DÉQUINÉS
HERO - TNT
OBERKAMPF
CORBEAU MORT
VINCE TAYLOR

FA

N'OFFREZ PAS AUX ENFANTS

DES JOUETS QUI APPRENNENT A TUER

FEDERATION ANARCHISTE

145, rue Amélie 75011 PARIS tel. 205.54.08

L'ARMÉE c'est:
l'école du crime, de la soumission et de la phalocratie.
la trique de l'état (jus de gloire, reconnaissance)
27% de pertes autoritaires.
les tribunaux militaires.
2 500 objecteurs inscrits.

27 oct. République 19h

MANIFESTATION CONTRE LA REPRESSION MILITAIRE

A BAS TOUTES LES ARMÉES

FEDERATION ANARCHISTE

La crise s'accroît, le militarisme s'affirme.

Manifestons le 16 mars 18h à la République

FEDERATION ANARCHISTE

Gare à vous

Garde à vous

L'armée est partout

FEDERATION ANARCHISTE

3 rue Thénard 75011 PARIS

NON AU NOUVEL ORDRE MONDIAL

FEDERATION ANARCHISTE

145, rue Amélie - 75011 PARIS

NON AUX VENTES D'ARMES

LUTTE POUR LA PAIX, C'EST LUTTER CONTRE L'ÉTAT, L'ARMÉE, LES VENTES D'ARMES

FEDERATION ANARCHISTE

NE RIEN FAIRE C'EST ACCEPTER

LA GUERRE

IL FAUT AGIR. CHAQUE JOUR.

FEDERATION ANARCHISTE

145, rue Amélie 75011 Paris

Contre les nationalismes
Contre toutes les armées

A bas la guerre !
Crosse en l'air !

FEDERATION ANARCHISTE

APPEL AUX PACIFISTES !

MANIFESTATION CONTRE LA GUERRE

Samedi 19 Janvier RASSEMBLEMENT à 15 h. devant la MAIRIE DE BOURGOIN

FEDERATION ANARCHISTE

ni armée ni patrons ni curés

ABROGATION DU PROTOCOLE HERNU-SAWARY
ARRÊT DES SUBVENTIONS AUX ÉCOLES PRIVÉES

Fédération Anarchiste 145, rue Amélie Paris

LA MONDIALISATION C'EST LA GUERRE!

PARTAGEONS LES RICHESSES

Fédération Anarchiste

L'ARMÉE C'EST LE CRIME

LA REFUSER EST UN DEVOIR

LE SERVICE N'EST PAS OBLIGATOIRE

PUBLICO 5, rue Thénard PARIS 75011

FEDERATION ANARCHISTE

IL FAUT ARRIVER A L'ARMÉE PRÉPARÉS, ET PRÉPARÉS PAR L'ÉCOLE, LE LYCÉE ET L'UNIVERSITÉ. IL FAUT UNE SYMBOSE AVEC L'ÉDUCATION NATIONALE.

CHARLES HERNU

FEDERATION ANARCHISTE

L'ARMÉE RECRUTE...

ELLE TE TEND LA MAIN.

FEDERATION ANARCHISTE

145, rue Amélie 75011 PARIS

A BAS TOUTES LES ARMÉES

BOURREAU DU PEUPLE

FEDERATION ANARCHISTE

Les États, le militarisme, le racisme, les ventes d'armes favorisent les guerres et ceux qui en profitent!

FEDERATION ANARCHISTE

CONTRE LES ARMÉES ET LE NATIONALISME: AGIR, DÉSObÉIR !

POURQUOI TOUJOURS CANAILLES QUI DÉCLARENT LA GUERRE ET JAMAIS ABRUTIS QUI CONSENTEZ À LA FAIRE

FEDERATION ANARCHISTE

SUPPRIMONS L'ARMÉE POUR SUPPRIMER LA GUERRE

LOGIQUE DE GUERRE: AUSTÉRITÉ POUR LES SALARIÉS
PROSPÉRITÉ POUR LES PÉTROLIERS

guerre à la guerre à bas toutes les armées

FEDERATION ANARCHISTE

L'ARMÉE REPRIME

PROCES DE PASCAL DUBOIS, OBJECTEUR INSOUMIS

12 NOVEMBRE 1982 18h TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE, AYERSEL-HELPE.

FEDERATION ANARCHISTE, 145, RUE AMÉLIE, 75011 PARIS.

GARDE A VOUS! REPOS

FEDERATION ANARCHISTE

PENSEZ-VOUS QUE LES ARMES SOIENT UN SIMPLE COMMERCE?

FEDERATION ANARCHISTE

145, rue Amélie 75011 - Paris

L'ARMÉE?

A QUOI ÇA SERT?

Fédération anarchiste

L'ARMÉE... CRIME

OBJECTEURS INSOUMIS - DESERTEURS EN LUTTE

FEDERATION ANARCHISTE

Agir, Désobéir

Fédération Anarchiste

145, rue Amélie 75011 Paris

BOURGEOISE ET POPULAIRE L'ARMÉE EST TOUJOURS LA POUR REPRIMER !

REAGISSONS.

Fédération anarchiste

145, rue Amélie 75011 PARIS



Ailleurs que sous le drapeau noir

Quelles affinités ?

Ce dernier printemps, les éditions *Libertalia* ont publié un petit ouvrage d'Olivier Besancenot et Michael Löwy : *Marxistes et libertaires, affinités révolutionnaires*. À part quelques modifications et ajouts, ce livre est le même que celui paru en 2014 aux éditions Mille et une nuits, sous le titre *Affinités révolutionnaires, nos étoiles rouges et noires*. Mais quelles affinités peut-il y avoir entre l'anarchisme et le marxisme dont se réclament ces deux auteurs que l'on sait fort impliqués depuis des décennies dans le trotskysme, militants de la LCR puis du NPA ? On se doute bien qu'il n'y en a guère, tant divergent aussi bien théoriquement que pratiquement les conceptions que se font de leur lutte les anarchistes et les disciples de Marx et Lénine, contre le Capital et l'État, contre l'exploitation et la domination au quotidien, et de la mise en jeu d'une éthique révolutionnaire pour rendre possible une société libertaire et donc non autoritaire.

Incompatibilités révolutionnaires

Mais pour Besancenot et Löwy, il y a des « convergences solidaires » qui n'auraient cessé d'apparaître depuis les jours lointains de la I^{re} Internationale et de la Commune de Paris. S'il est curieux d'apprendre qu'au sein de celle-ci combattaient des « marxistes », mot mis entre guillemets par les auteurs qui précisent aussitôt entre deux parenthèses que « *le terme n'existait pas encore* », il est tout aussi bizarre d'apprendre qu'il y avait aussi des proudhoniens de droite et de gauche. Mais passons... et apprenons maintenant que c'est suite à la dissolution de l'Internationale, en 1876 à Philadelphie (et non à New York comme l'indiquent les deux auteurs), que le courant libertaire, animé par Bakounine, va créer une nouvelle Internationale, qui existerait toujours ! Rétablissons les faits : cette Internationale dite anti-autoritaire résulte d'une scission avec l'AIT, effectuée en 1872 sous l'impulsion de la Fédération jurassienne et elle se disloqua en 1877. Celle qui existe encore de nos jours a été fondée en décembre 1922 à Berlin et elle regroupe des organisations anarcho-syndicalistes.

Il serait trop long dans le cadre de cet article de relever au fil des pages de ce livre d'autres erreurs ou approximations historiques, quand notre propos est avant tout d'affirmer qu'il y a entre le marxisme et l'anarchisme non pas des affinités, mais des incompatibilités. Certes, l'œuvre théorique de Marx (et d'Engels) reste un outil des plus appréciables pour critiquer le capitalisme. Et elle a, dans son sillage, inspiré des auteurs qui ne nous sont pas indifférents, d'Ernst Bloch à Theodor W. Adorno, de Wilhelm Reich à Herbert Marcuse et Guy Debord, etc. Mais le marxisme, tel qu'il se concrétise en parti politique, prétendant mener la lutte révolutionnaire pour prendre le pouvoir en créant un État soi-disant prolétarien, et qui, pour ce faire, n'hésite pas à user de pratiques dignes des jésuites telles que l'entrisme, la manipulation, les alliances à leur droite comme à leur gauche selon on ne sait quelle girouette dialectique : non !

Seules comptent les luttes sociales

Aussi, Besancenot et Löwy peuvent bien revisiter l'histoire des luttes sociales et des révolutions depuis la Commune et

brosser le portrait de quelques révolutionnaires dont la vie leur paraît témoigner en faveur de leur recherche d'affinités entre drapeau rouge et drapeau noir. Mais cela démontre avant tout leur méconnaissance de l'anarchisme qui jamais, dans ses trois déclinaisons communiste-libertaire, anarcho-syndicaliste et anarcho-individualiste n'a envisagé sa lutte pour l'émancipation générale des individus dans le cadre d'une société sans État dans laquelle l'économie ne serait plus marchande, selon un projet consistant à renverser la classe dominante pour mettre à sa place un appareil bureaucratique prétendument révolutionnaire tel que cela s'est passé après le coup d'État bolchevik d'octobre 1917 en Russie ou à Cuba. N'est-il pas alors risible que Besancenot, candidat à deux élections présidentielles, adresse post mortem une lettre à Louise Michel pour qui le pouvoir était « maudit » ? N'est-il pas outrecuidant qu'à propos de la sanglante répression de l'insurrection de Kronstadt, Besancenot et Löwy renvoient finalement dos et dos insurgés anarchistes et assassins bolcheviks (« *un affrontement tragique et fratricide entre deux courants révolutionnaires* » !), minimisant au passage la responsabilité de Trotski dans ce crime qu'ils imputent au seul Zinoviev ? N'est-il pas mensonger de parler, à propos de l'Espagne révolutionnaire de 1936, de la « *réappropriation sociale des usines par les conseils ouvriers* » (autrement dit, en langage marxiste, des soviets) quand celles-ci étaient en fait autogérées par leurs travailleurs sous l'impulsion de leurs syndicats, la CNT majoritairement et l'UGT ?

N'est-ce qu'une question de « procédure démocratique », qui serait « paradoxalement » en jeu entre organisations marxistes et mouvement anarchiste, lorsqu'il s'agit de « prendre les décisions au consensus ou à la majorité » ? On sait, dans le milieu libertaire, combien la seconde option a les faveurs

des militants gauchistes, spécialistes de l'entrisme. Les deux auteurs continuent : « *Faut-il créer des assemblées permanentes ou élire des délégués ?* » L'un n'empêche pas l'autre, pourvu que les délégués aient des mandats précis et soient révocables à tout instant si nécessaire. Et ce n'est pas sans toupet qu'ils réduisent le projet anarchiste à des « *expériences locales de communautés libérées* », en l'opposant au « *combat politique contre le système* » qui serait la marche à suivre pour ces marxistes. Leurs exploits sur le terrain électoral résument fort bien ce combat politique, quand seules comptent véritablement les luttes sociales sur le terrain de la vie quotidienne.

Le marxisme libertaire : un concept douteux

Besancenot et Löwy usent pour leur démonstration d'un concept plus que douteux : le marxisme libertaire. Daniel Guérin, qui en fut le promoteur et qui est évoqué dans leur livre, entendait bien dégager ce qu'il nommait marxisme (terme que Marx lui-même refusait) du bolchevisme, qu'il critiquait comme une forme de jacobinisme. Mais pour ces deux auteurs, la Révolution russe fut un « *rendez-vous manqué entre rouges et noirs* » : il faut croire que pour eux, la révolution russe, malgré Voline, est restée *inconnue* ! Outre Guérin, ils se réfèrent à quelques autres penseurs soi-disant marxistes libertaires. Parmi eux, André Breton, dont on connaît certes l'admiration, plus sentimentale que réfléchie, pour Trotski, mais qui, après 1942, préféra à la référence marxiste, la revendication de l'œuvre de Fourier et la reconnaissance des liens étroits entre les projets surréaliste et anarchiste.

Maniant aussi bien l'approximation que l'entourloupe, ils ont bien du mal à se saisir de la question de l'émancipation individuelle, centrale dans l'anarchisme et certes plus que secondaire

dans le socialisme autoritaire. Passée la référence faite à Stirner, bien sûr caricaturale, leur investigation, négligeant le vaste éventail qui va, par exemple, de Bakounine à Armand, se reporte en terrain sûr : Marx et Che Guevara, cette « *voix humaniste révolutionnaire* ». Il faut dire que, pour eux, l'enjeu de cette question de l'individu et de sa liberté, avilie par le capitalisme, se résout ainsi : « *quel type de représentation politique voulons-nous construire ?* » Détruire, avait déjà répondu l'auteur de *Dieu et l'État*.

Et n'est-ce pas perdre son temps que de continuer à parcourir les pages de ce livre de Besancenot et Löwy ? Ce n'est

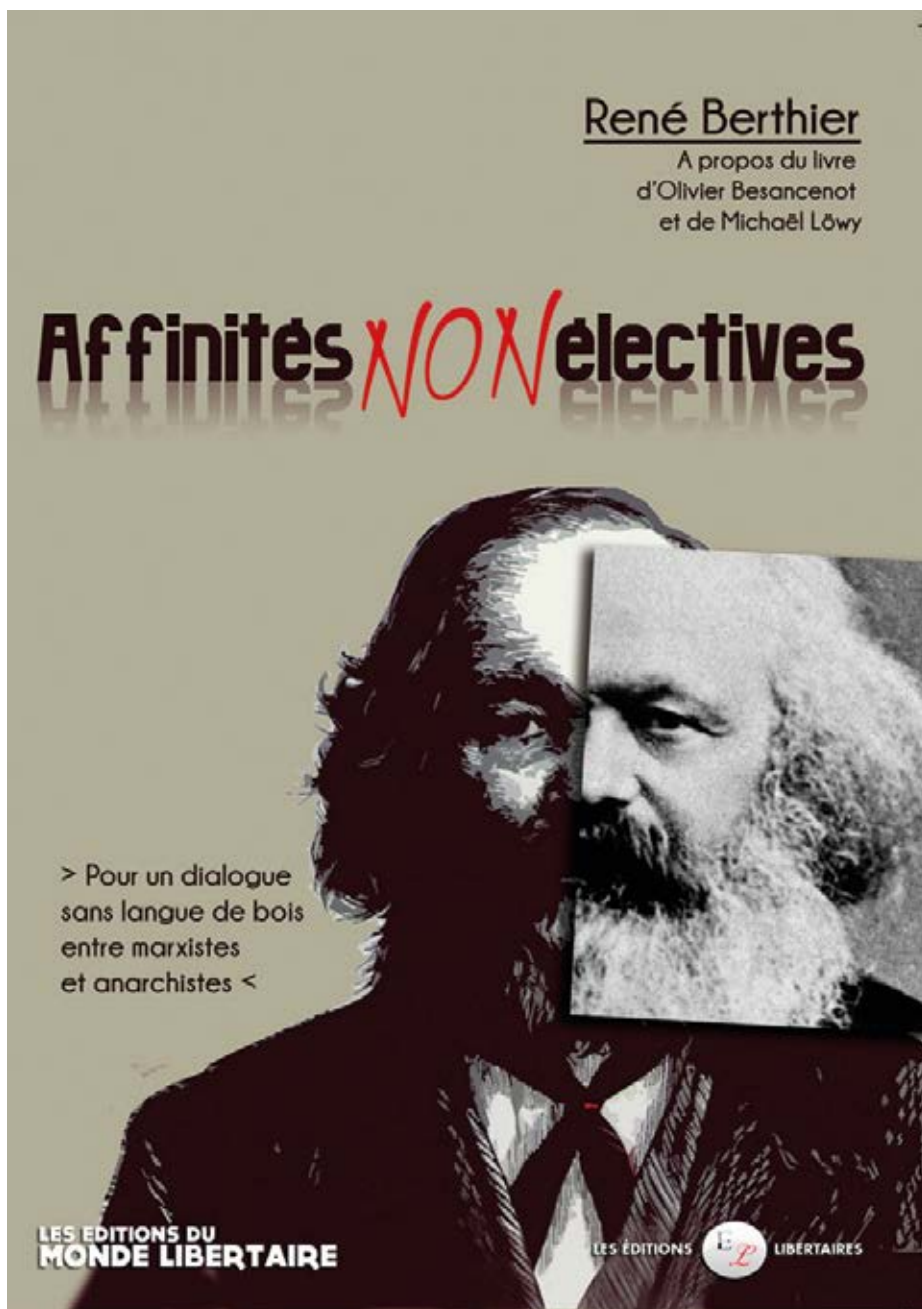
jamais qu'un livre-réclame pour leur boutique en perdition dont les gérants se veulent de séduisants bonimenteurs pour enrégimenter une nouvelle clientèle militante. Mais qu'ils la cherchent ailleurs que sous le drapeau noir !

Guy Girard

Groupe Commune de Paris

Olivier Besancenot-Michael Löwy, *Marxistes et libertaires – Affinités révolutionnaires*, éditions Libertalia, Paris, 2025, 222 pages, 10 euros.

NDLR : on pourra lire également, à propos du livre de Besancenot et Löwy, l'ouvrage de René Berthier, *Affinités non électives*, éditions du Monde libertaire / éditions libertaires.





Le changement, c'est maintenant ?

Transition : piège à cons

Face à l'étendue, chaque jour aggravée, du désastre écologique, les politiciens se sentent tenus, depuis quelques décennies, de sortir de leur silence. Concernant la France, mais pas seulement, la panacée se nomme « transition écologique », susceptible même de constituer un « levier de l'inclusion sociale » ! Depuis son lancement, la fusée n'a pas accompli de prouesses ; elle menace plutôt d'exploser en vol. Et si on préparait les gilets de sauvetage !

Le miracle est en vue

Selon ses partisans, la transition écologique serait une évolution vers un nouveau modèle économique et social qui apporte une solution globale et pérenne aux grands enjeux environnementaux de notre siècle et aux menaces qui pèsent sur notre planète. Opérant à tous les niveaux et intégrant la transition énergétique, la transition écologique vise à mettre en place un modèle de développement résilient et durable qui repense nos façons de consommer, de produire, de travailler et de vivre ensemble. « Le coût le plus élevé serait celui de l'inaction ». Quelle lucidité !

Les enjeux sont considérables : catastrophes naturelles, biodiversité, pollution, raréfaction des ressources, impact sur la santé... Les objectifs semblent clairement formulés : réduire les impacts environnementaux générés par les activités humaines, augmenter la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique finale, instaurer des modèles économiques circulaires... Avec 250 « indicateurs sectoriels » comme boîte à outils. D'ailleurs, plusieurs grandes dates du développement

durable et de ladite transition jalonnent déjà l'histoire récente. De la conférence de Stockholm, en 1972, à la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte d'août 2015, en passant par le rapport Brundtland, le Sommet de Rio de Janeiro, le protocole de Kyoto ou le Grenelle de l'environnement en 2007. Bref, du sérieux !

Des politiques écocidaires

Sauf que la dynamique du capitalisme ne supporte pas bien ce genre de considérations « éthiques ». Sauf que la raison d'être de ce système consiste précisément à subordonner les lois de la vie à celles de l'économie. Sauf que les classes politiques sont au service des multinationales et non du bien-être des populations et des générations futures. Si bien que la réalité se situe à des années-lumière des discours dithyrambiques.

Par la marchandisation des différents éléments qui composent les écosystèmes, nécessaire au consumérisme, le capitalisme constitue une guerre permanente au vivant. Pour la prospérité du business et la stabilité sociale, le rôle des classes politiques consiste donc à construire un cadre sur mesure aux multinationales, à satisfaire aux exigences de leurs dirigeants. Les États ont toujours outrageusement favorisé les secteurs d'activités les plus polluants. En vrac, et très succinctement. Les transports : chaque année, dans le monde, près de 695 000 km de nouvelles routes sont construits ; la pression exercée par les poids lourds sur l'asphalte nécessite des réparations fréquentes et coûteuses ; l'avion, mode de transport le plus polluant et le moins égalitaire, bénéficie du fait que le kérosène soit le seul carburant non taxé...

L'agriculture : via l'élevage, elle rejette 40% du gaz méthane total émis ; environ 10% des sols agricoles européens sont « multidégradés » (pesticides, aridité, métaux lourds, érosion, compactage...) ; l'irrigation représente à peu près 48% de la consommation d'eau...

L'industrie : la production de ciment a un impact considérable sur l'environnement et la santé (gaz à effet de serre, oxydes d'azote, chlorures, pesticides...) ; une étude publiée en 2022 (Environmental Science and Technology) signale que la limite planétaire en matière de pollution chimique et plastique est franchie...

Des faits accablants

Si les préoccupations écologiques des classes politiques étaient réelles, la situation devrait déjà s'être améliorée. Or, selon la FAO, l'usage des pesticides au niveau mondial a quasiment doublé entre 1990 et 2018 ; la consommation mondiale de charbon a doublé entre 1980 et 2020 ; de 1970 à 2022, la consommation de pétrole a elle aussi presque doublé ; depuis l'accord de Paris de 2015, les émissions de CO₂ mondiales n'ont cessé de croître ; la destruction des forêts tropicales a atteint un niveau record en 2024 (6,7 millions d'hectares).

Et la dynamique s'accélère : l'Organisation météorologique mondiale alerte que le réchauffement moyen de la planète devrait dépasser de plus de 1,5°C les niveaux préindustriels entre 2025 et 2029 ; les récifs coralliens pourraient disparaître avant 2050, avec des conséquences désastreuses pour des millions de personnes. Selon la Banque mondiale, la production mondiale de déchets devrait augmenter de 70% entre 2016 et 2050. Deux à trois milliards d'habitants vivent une pénurie d'eau pendant au moins un mois par année, et ce nombre est voué à augmenter dans les deux prochaines décennies (Unesco). Selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, sur les 123 millions de personnes déplacées de force dans le monde en juin 2024, 90 millions vivent actuellement dans un pays exposé à des impacts climatiques élevés ou extrêmes. Alors que la saison ne fait que commencer, déjà 2,6 millions d'hectares sont partis en fumée au Canada ce printemps. Où est la transition ?

Pendant les travaux, le massacre continue

Récemment, plusieurs décisions ont confirmé que les préoccupations écologiques des dirigeants ne sont qu'un vernis. La loi Duplomb sur l'agriculture, pilotée par la FNSEA, cumule, au mépris des connaissances scientifiques, un ensemble de régressions environnementales qui mettent en péril la santé humaine et celle des écosystèmes au bénéfice d'une agriculture industrielle empêtrée dans ses contradictions (retour des néonicotinoïdes, toxiques pour les insectes pollinisateurs, relèvement des seuils de fermes usines, affaiblissement de la protection des zones humides...).

En échange des 40 milliards d'euros du plan de relance européen, la France s'était engagée à mettre en œuvre des « zones à faibles émissions » (ZFE), espaces interdits aux véhicules les plus polluants; elles ont été supprimées en mai dernier par l'Assemblée nationale. Alors que 24 000 hectares d'espaces naturels, agricoles et forestiers disparaissent chaque année en France, le Sénat a largement assoupli la loi ZAN qui visait à ralentir et compenser l'artificialisation des sols en France. Au nom des projets industriels et de la sacro-sainte croissance. Saisi notamment par des associations environnementales, le tribunal administratif de Toulouse annule le projet d'autoroute A69, autorisé par les préfets de Haute-Garonne et du Tarn en mars 2023. L'État réclame un « sursis à exécution », qui autorise la reprise du chantier. Le grand perdant, encore une fois, est la biodiversité. À la même période, pour soutenir l'industrie automobile, les eurodéputés validaient un assouplissement des règles imposées aux constructeurs en matière d'émissions de CO₂.

Dans la même veine, le gouvernement français permet à Nestlé de continuer à vendre comme « eau minérale naturelle » une eau soumise à des traitements illicites, car polluée par des bactéries fécales, des résidus de pesticides, des



polluants éternels. ArcelorMittal, leader européen de l'acier, dépasse les limites de pollution autorisées par la loi, en dépit des risques sanitaires et des millions d'euros d'aides publiques qu'il pompe depuis dix ans. Sans être inquiété. Près de 80% des investissements de TotalEnergies – acteur majeur de la transition énergétique! – étaient encore dirigés vers les énergies fossiles en 2024. Par contre, un lien est soupçonné entre l'explosion des cancers du pancréas et l'accumulation du cadmium dans l'organisme humain via les engrais phosphatés. De nombreux médecins alertent; le gouvernement reste de marbre. À quand la « transition » vers l'agroécologie? On n'évoquera évidemment pas les reculs écologiques perpétrés par le psychopathe Donald Trump.

Non seulement le monde de la politique ne cesse de conforter les plus gros pollueurs, mais il s'emploie à torpiller les initiatives préservant les équilibres naturels. Depuis des décennies, la coalition État-capital mène une guerre sans merci aux petits producteurs soucieux d'autonomie, aux lanceurs d'alerte, à ceux qui se mêlent de ce qui les regarde : contrôles, pressions, intimidations, représailles, procès, incitation à la délation... Depuis des décennies, les cow-boys de la classe dominante répriment les militants (Bure, Sainte-Soline), ou ceux qui simplement défient le pouvoir et dénoncent ses méthodes (cellule Déméter). Depuis des décennies, l'administration se comporte comme une machine à broyer des vies. La suppression de 15 millions d'euros de crédits à l'Agence bio fragilise ou condamne

de nombreux projets. Quand allons-nous collectivement cesser de nous laisser prendre pour des cons?

L'étau se resserre

La fameuse transition n'est finalement qu'un leurre, permettant une fuite en avant technologique, avec une illusion de maîtrise. L'histoire montre qu'il n'y a jamais eu transition d'une source à une autre, mais accumulation, « tuilage ». Prétendre sortir des énergies fossiles d'ici vingt ou trente ans – sans sortir du capitalisme! – est une supercherie. Une civilisation qui a imp(r)udemment privilégié une prétendue rationalité au détriment d'une approche sensible et encensé les molécules de synthèse chimique aux dépens des principes naturels n'a pas beaucoup de perspective. Une civilisation qui a inventé le jetable et l'obsolescence programmée, et qui discrédite le purin d'ortie, mais promeut le Round up, ne mérite – à défaut d'une révolution plausible – que « le chaos qui vient » (Peter Turchin). Une civilisation qui méprise la vie ne peut que s'autodétruire.

Pour reconstruire un avenir serein, il faudra anéantir le pouvoir de nuisance des fossoyeurs de la biosphère, des États complices, des ultra-riches qui ont choisi la planète pour terrain de jeu, des idiots utiles que constituent les climatosceptiques et des « intellectuels » qui s'acharnent à discréditer l'écologie sans jamais en aborder le contenu réel.

Jean-Pierre Tertrais
Groupe La Sociale



Du verbe politique comme réalité sociale

Si j'ai bien compris, lorsque la classe politique dit « *les Français doivent faire des efforts* », cela ne concerne qu'une partie de la population, car – toujours si j'ai bien saisi le sens de leur apostrophe, les autres parties – les gens de l'argent, intérêt et principal, ne peuvent pas être concernés par cet appel, car il ne concerne que les Français.

C'est en quelque sorte une loi intangible. Leur argent ne vote pas. Ce sont les Français qui votent et élisent leur meilleur défenseur, intérêt bien compris des avocats de la bonne fortune. On dira alors, à propos des électeurs séduits par le spectacle d'une politique qui les privera de leur confort, que ce sont des « gens raisonnables », de bons citoyens prêts à sacrifier cet insupportable sentiment dans lequel ils se pavanent en voiture clope au bec, pinard dans le sang. Avec Macron, qui a su séduire une petite bourgeoisie très branchée sociétale.

Sa base électorale est peu regardante sur la politique sociale du bougre. Elle se satisfait des paillettes et du faste d'une simplicité factice, bref du spectacle de la légitimité culturelle du pouvoir que lui et ses amis cherchent à maintenir dans sa fiction : « *je suis au service de tous* » – comique de répétition et de l'âme pure aux prises avec les démons de la populace prête à défendre sa dignité.

Le parfait produit culturel d'une « catégorie sociale » qui n'aime rien tant que l'on flatte ses goûts en toutes circonstances et ses dégoûts de la populace : « ces gens-là ». Il a su trouver la posture qui plaît aux âmes chargées de l'édification des masses. Et puis, il y a cette police militarisée, entretenue à grands frais et qui ne demande qu'à remettre le couvert d'une répression adoubee par la bonne conscience des maîtres du palais, comme cela se fit en 2018. Donc, pour résumer, sachez braves gens que la loi du plus fort est toujours la meilleure. Il y est inutile d'en appeler à la dignité, à la justice, ou plus communément à la simple humanité – ne pas confondre avec son spectacle savamment orchestré.



Quand, le président dit « *les Français m'ont élu* », cela ne concerne pas les très riches, puisque, sauf erreur de ma part, les très riches vivent, mentalement et économiquement, hors de la communauté nationale. Voilà belle lurette qu'ils sont entrés en sécession.

C'est pourquoi ils ne sont pas sollicités pour « faire des efforts ». Régime spécial pour les méritants de la fortune. Et si, par un effet de l'égoïsme des Français, surtout les boomers, l'on envisage, sans que cela n'engage personne, de les soumettre au même régime que ces foutus Français, ils menacent de s'exiler et faire ce qu'ils font de mieux : faire payer la communauté à laquelle ils n'appartiennent pas, mais leur permet de s'enrichir. Faire payer et payer cher. C'est dans l'ordre des choses. Le macronisme n'est que le nom de cette ambition décomplexée.

Pas un sou pour l'école, la santé, les retraites et cette foutue dette qui, ils nous l'assurent n'est pas la leur. Eux ont les leurs comme ils ont leur propre système scolaire, de santé, de loisir. Ils vivent très

bien sans argent public. Car, au fond, ceux qui ruinent le pays, ce sont ceux qu'il faut éduquer gratuitement et soigner à bon marché. Voilà les dépensiers acharnés à vouloir une éducation de qualité pour leurs enfants et qui rechignent à travailler dans des conditions créées par le management par le stress dans une logique de presse-citron, au garde-à-vous devant la projection PowerPoint des graphiques qui justifieront les licenciements nécessaires à l'enrichissement des actionnaires et à leur bien-être.

L'appellation, « les Français », dans la bouche d'un candidat aux élections nationales, résonne comme une volonté d'avoir le dernier mot et de faire taire ce qui raisonnablement devrait être un sur-saut de dignité. C'est la canaille, eh bien j'en suis !

Donc, ceux qui menacent de quitter le pays, puisqu'ils ne sont pas français, ne se soucient guère de ceux qui travaillent aux bonheurs de leur famille. Amen.

Jean-Luc, 2025



COUP DE GUEULE QUE CRÈVE LE VIEUX MONDE

La frontière a arrêté le nuage
de Tchernobyl;
Il n'y a pas de scandale du sang
contaminé;
Le Covid est stoppé par un masque
en tissu;
Truc Muche Trou du Cul a été un
grand chef d'État;
Il n'y a pas de génocide en Palestine;
Etc., etc., etc.
Et tu regardes toujours la même télé,
les mêmes émissions,
et « y'en a qui » blabla...
Eh bien, va te faire foutre, dégage de
mon trottoir, de ma vue, de ma vie.

Quand tu mets trente fois la main
dans le feu pour à chaque fois dire
« ouille, oh! ça brûle! », ben, tu ferais
mieux de t'y jeter carrément.
T'es pas au courant : tu es le produit
de la volonté des nanti(e)s, des fil(le)s
de richard(e)s pour te rejeter hors du
jeu du monde, de la compréhension
de ta condition d'esclave.
Va pourrir dans ton canapé
ou révolte-toi, vraiment.
Maintenant.

Frédo

des liaisons cale-moi l'dos



FAITS D'HIVER LE RENARD LIBRE DANS LE POULAILLER... LIBRE !

Être libre! Est-il un seul être humain qui n'aspire pas à l'être? Mais ça signifie quoi exactement être libre? Pouvoir faire ce que l'on veut ou ne pas faire ce que l'on ne veut pas? Et quid des autres dans ce foutoir? Car que faire sans les autres dès lors qu'on vit avec les autres? Moi-je ne serait-il pas le seul élément constitutif de MA liberté et de la liberté? Et, donc, la liberté pourrait-elle s'affranchir de l'ÉGALITÉ et d'une vie sociale?

Nous sommes en 2025 et il est consternant et dramatique que l'on se pose de moins en moins ce genre de questions.

Pour l'heure, en effet, on ne nous aura jamais autant rebattu les oreilles avec la course à l'échalote de... MA liberté. De prime abord, ça semble avoir un côté sympa. Chaque être humain étant unique, il pourrait sembler formidable qu'il puisse s'épanouir dans sa libre unicité. Mais ça signifie quoi de pouvoir s'épanouir dans son unicité dès lors que l'on n'est pas seul et qu'on vit en société avec d'autres? Les unicités doivent-elles devoir choisir entre le nationalisme et l'internationalisme? En quoi l'épanouissement de l'unicité d'un militaire, d'un curé, d'un politicien, d'un capitaliste, d'un colonialiste..., relève-t-il de ma liberté ou de LA liberté?

La liberté qu'on nous vend aujourd'hui, c'est quoi? Consommer chaque jour une nouvelle merde industrielle de moins en moins chère? Pouvoir prendre à l'infini des photos de soi-même et de ses proches et en submerger ses connaissances? Passer des heures devant des écrans? « Mailer » toute la journée comme des moutons? Exhiber chaque seconde une prothèse téléphonique comme un âne sa carotte?

Être constamment en liaison avec des flopées de *followers* et autres soi-disant amis? Ne pas arrêter de « communiquer » sur tout et son contraire en s'imaginant être informé? Zapper d'une émotion à l'autre? Surfer sur des avalanches d'immédiatetés superficielles? Courir les sites de rencontres et n'avoir jamais remarqué sa voisine? Aller dépenser son RSA chez des encore plus pauvres que soi? Se croire libre en étant seul dans la foule?

On l'aura compris, se réclamer de la liberté d'une manière abstraite et sur un mode individualiste relève de l'illusion. La liberté, comme la vie, c'est un TOUT de libertés, d'égalité, de justice, de coopération, de révolution sociale... et moi-je sans moi-nous se résume à la loi de la jungle. Celle du plus fort. Celle du renard libre dans le poulailler libre.

Jean-Marc Raynaud


CINÉMA Journal intime du Liban

TANT QU'IL Y A DE LA RAGE, LE CHANGEMENT EST POSSIBLE

Maudits sur trois générations ! Dans un pays pris en otage, trois habitants de Beyrouth tentent de survivre : Georges, vétéran hanté par le passé ; Joumana, militante candidate à la députation ; et Perla Joe, artiste engagée. Un récit intime et brûlant d'un pays en perpétuelle quête de liberté.

« Je suis libanaise, je suis née et j'ai grandi dans ce pays. Je connais parfaitement ce qui tourmente les protagonistes du film. Comme eux, je suis indignée. Pour que cette rage ne me tue pas, je devais raconter mon indignation – et la leur ! – à travers un film.

Je viens d'une famille de combattants, mes oncles ont pris les armes, j'ai grandi avec ces hommes-là. Je les ai beaucoup interrogés dans mon film précédent, le personnage de Georges est dans la continuité de ces interrogations. Et comme je n'allais pas refaire le même film indéfiniment, j'ai voulu questionner la société dans laquelle je vis et cette nouvelle génération qui vient défier l'ancienne, incarnée par Joumana et Perla. »

Myriam el Hajj

L'intime et la politique

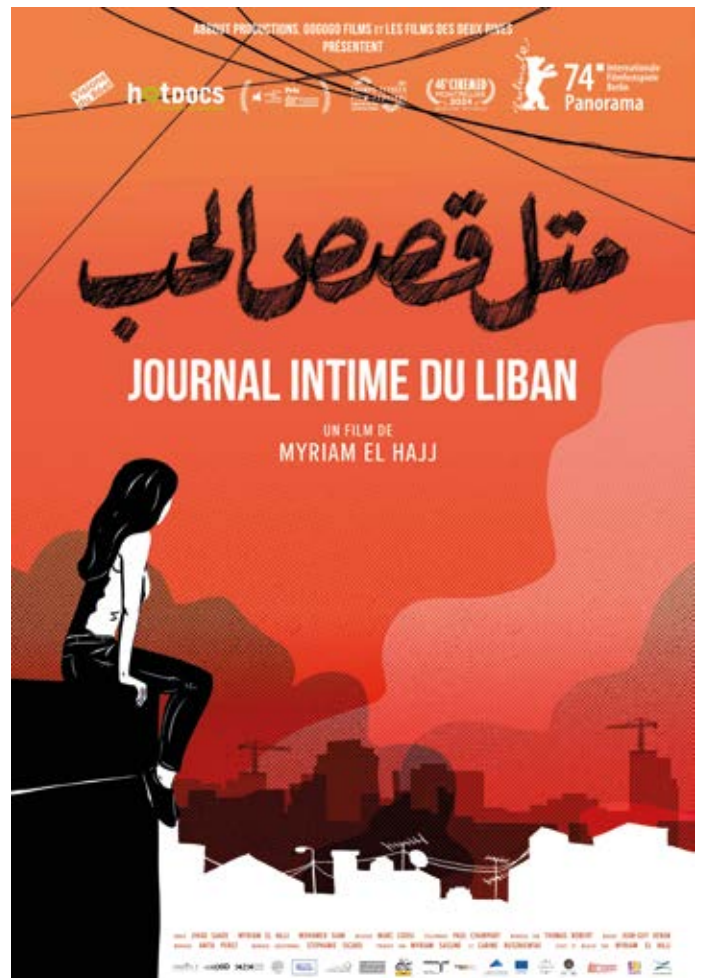
La vie politique au Liban s'articule avant tout autour d'une pratique communautariste. Les partis politiques représentent plus un groupe confessionnel, voire des intérêts familiaux, que des préoccupations idéologiques, dans un système d'une rare complexité.

Myriam el Hajj va suivre trois personnages représentatifs de la société civile de 2018 à 2020. Ils rêvent ou ont rêvé de sauver un pays en plein désastre. On les accompagne dans leur combat et dans leur espoir de changement lors de trois événements majeurs de cette période. Mais il ne sera pas question uniquement d'une lutte politique, la réalisatrice plonge dans ce qu'il y a de plus intime dans leurs combats, à savoir la quête de soi et le besoin de liberté. Renverser un pouvoir représentatif d'une situation géopolitique hors du commun, cela paraît hors de portée, mais une lueur d'espoir se présente en 2018, puis de nouveau en 2019 jusqu'à l'explosion du port de Beyrouth le 4 août 2020.

Trois personnages, et pas des moindres, en survie dans un Liban en décomposition.

Personnage du passé

Georges, lui, a combattu durant la guerre civile. Il y a laissé une jambe, il incarne un passé qu'il est impossible de raconter avec justesse. Muré dans les secrets et dans les non-dits



de cette interminable guerre civile (1975 à 1990), Georges ne porte, en lui, plus aucun espoir. Il représente la face sombre d'un rêve évanoui. Comme beaucoup de combattants, derrière son engagement il y avait aussi une illusion de gloire intime, celle de devenir un héros. Sa volonté d'accéder à un autre rang social s'en est allée. L'histoire s'écrit par les vainqueurs. Rappelons, là, que Myriam el Hajj avait signé un documentaire en 2015, *Trêve*, un documentaire montrant des représentants de cette génération, dont son oncle, qui viennent se remémorer autour d'un café leurs vieux faits d'armes. Glaçant. Georges regarde le présent du Liban avec sa grille de lecture, celle de son passé qui n'en finit jamais de mourir. Il sait des choses qu'il ne pourra jamais dire et que l'on devine terrifiantes. On aimerait qu'il parle, mais son mutisme nous laisse imaginer ses souffrances, mais aussi, une douloureuse culpabilité. La réalisatrice a la bonne idée de s'attarder à filmer George chez son



barbier; difficile de parler quand le rasoir passe sur chaque millimètre de sa peau.

Le retour de l'espoir

La réalisatrice rencontre Joumana Haddad en 2018, alors qu'elle se présente aux élections législatives en face des mêmes hommes politiques qui sont au pouvoir depuis plus de 40 ans. Sur une liste d'indépendants au nom de l'hymne national libanais : *Koullouna Watani* (Nous sommes tous la patrie).

On ne peut que saluer son courage et sa détermination. Joumana incarne la possibilité d'une représentation de la société civile en politique. Neuf listes, soixante-six noms, avec un pourcentage de 30 % de femmes, et une moyenne d'âge relativement jeune, ont lancé tous ensemble ce mouvement dit révolutionnaire. Accéder à la députation ne devrait pas représenter une lutte révolutionnaire. Et pourtant !

Un air d'optimisme soufflera sur les images des manifestations et sur le résultat des élections. « *Oui, parce que, si on n'y croit pas, on se tire une balle !* »

En effet, la victoire de Joumana Haddad avait été annoncée le dimanche soir avant d'être démentie le lundi. Un rêve rapidement douché par la corruption au Liban. Il reste la rue pour crier : « *Nous sommes des citoyens de tout le Liban venus dire non à la falsification.* »

Joumana Haddad, romancière, journalistes, artiste et militante très influente dans le monde arabe pour les droits des femmes, croit que le changement passera par la politique, un rêve intime plus fort que la détresse. Ses livres sont traduits et publiés en France, notamment *Le livre des reines* (le dernier en date) – *J'ai tué Schéhérazade* – *Superman est arabe* – *de dieu, du mariage, des machos et autres désastreuses inventions...*

Perla Joe Maalouli est une jeune artiste révolutionnaire. La réalisatrice a grandi dans le même quartier populaire qu'elle. À Beyrouth, Perla est une figure emblématique de la Révolution d'octobre. La réalisatrice va suivre Perla et ses amis sur le terrain des manifestations et des blocages de rues. Ses cris, sa détresse et sa colère sont touchants de vérité. Avec Perla Joe, la révolte est sans filtre, viscérale et spontanée. Elle est le personnage le plus émouvant de ce documentaire. Sa jeunesse et son énergie nous rappellent (pour les plus âgés d'entre nous), la difficulté de prendre du recul face aux injustices.

« Oui, il m'a paru essentiel de raconter ce qui nous arrivait. Aujourd'hui, nous manquons d'images. Il ne faut pas que les politiciens soient les seuls à détenir le narratif de ce que l'on a vécu. Il est nécessaire que le point de vue de la société civile puisse exister. Certes, très souvent, j'étais tiraillée entre

l'urgence de filmer et celle de crier comme les personnages durant la Révolution d'octobre 2019. Mais très vite, j'ai compris que mon rôle dans la révolution était de vivre les événements derrière la caméra. Dans une révolution, chacun cherche sa place et j'avais l'impression d'avoir trouvé la mienne, j'allais témoigner des risques énormes que prenaient mes amis en dormant dans les tentes pour bloquer les rues. »

Myriam el Hajj

Tant qu'il y aura de la rage

Trois générations : celle de Georges, qui est revenu de tout et se mure dans ses douloureux souvenirs, celle de Jamana qui croit aux pouvoirs des urnes, et celle de Perla Joe qui se bat dans la rue. Un documentaire sensible, bien mieux qu'un long discours politique sur la réalité de la situation au Liban. Intime, fort, émouvant, désespérant, révoltant. Le film s'achève un an après l'explosion du port de Beyrouth. Perla Joe chante du haut de son immeuble. L'espoir aura la vie dure.

« Parce qu'elle reste dans l'action, même si, à un moment donné, elle s'est remise en question et a commencé à se retirer. Malgré ses doutes, un an après l'explosion, elle chante sa chanson et la rage est encore là. Tant qu'il y a de la rage, le changement est possible. »

Myriam el Hajj

Mireille Mercier et Daniel Pinós

Journal intime du Liban

Un film de : Myriam el Hajj sorti en salle le 15 octobre Liban/France/Qatar/Arabie Saoudite, documentaire, 2024, 110 minutes. Producteur : Myriam Sassine, Carine Ruzsniowski. Grand prix du Jury du meilleur long-métrage français indépendant. Festival international du film d'Amiens (FIFAM). Prix Documentaire sur Grand écran Prix ACAP / De la suite dans les images. Festival Filmer le Travail (Poitiers). Grand Prix Filmer le Travail (Ex-Aequo) Prix Spécial du public. États Généraux du Film documentaire de Lussas, Festival du film Arabe de Fameck, Festival du cinéma méditerranéen de Montpellier (Cinemed), Festival du film libanais de France (Paris), Festival Documentaire Sur Grand Écran, Panorama du cinéma du Maghreb et du Moyen-Orient (PCMMO).

Biographie

Myriam el Hajj est une réalisatrice et actrice libanaise. Directrice artistique de la Fondation Liban Cinéma de 2015 à 2020, elle enseigne le cinéma à l'Académie libanaise des Beaux-Arts (ALBA) et fait partie de plusieurs commissions de cinéma, telles que le CNC (Centre national du cinéma français) et le fonds Image de la Francophonie (OIF).



CINÉMA À 2000 mètres d'Andriivka

LA GUERRE EN UKRAINE COMME UN CAUCHEMAR ÉVEILLÉ

Au cœur d'une contre-offensive mise en échec, un journaliste suit un peloton ukrainien dans sa mission : traverser un kilomètre et demi de forêt lourdement fortifiée pour libérer un village stratégique occupé par les Russes. Mais, plus ils avancent à travers leur pays détruit, plus ils prennent conscience que cette guerre pourrait ne jamais finir.

Une immersion totale dans la guerre moderne

Avec *À 2000 mètres d'Andriivka*, le réalisateur et journaliste ukrainien Mstyslav Chernov nous transporte littéralement dans l'enfer de la contre-offensive ukrainienne de 2023. Il nous livre un documentaire qui nous fait vivre le conflit à hauteur d'homme – ou plutôt, à hauteur de soldat. On ne regarde pas la guerre, on la vit.

Juste après son documentaire oscarisé *20 jours à Marioupol*, Mstyslav Chernov retourne dans les tranchées et en première ligne avec ce film qui suit la tentative de reprise du village d'Andriivka, occupé par les forces russes. Entouré de mines et accessible uniquement par une étroite bande boisée disputée mètre par mètre, le village est en ruines. Il se trouve à ces fameux 2 000 mètres que les troupes doivent franchir.

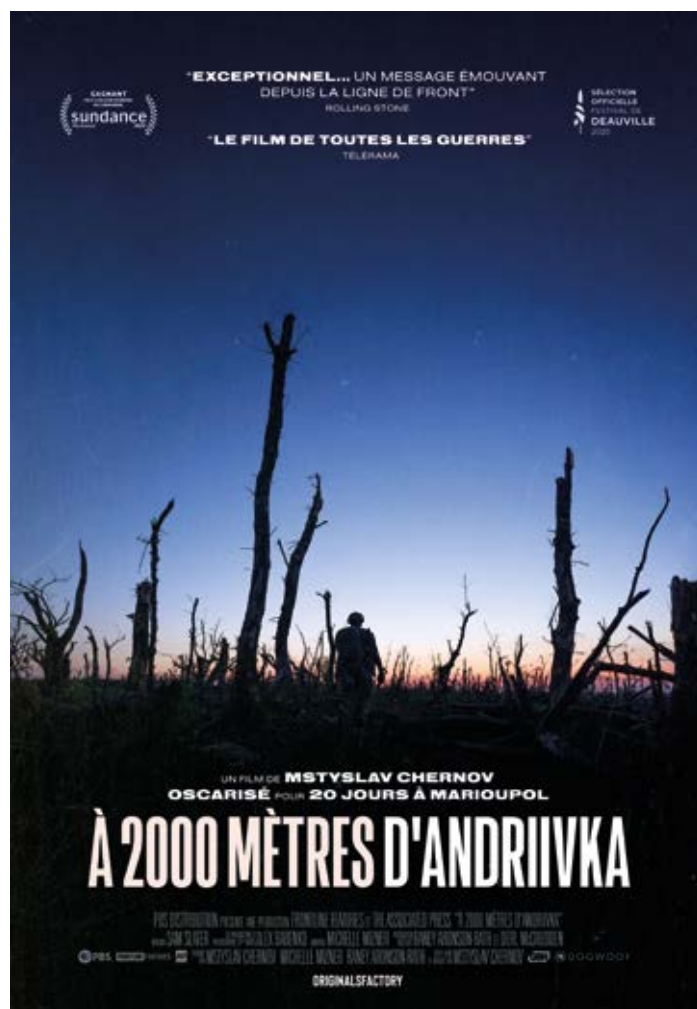
Le paysage autour d'Andriivka évoque les images de la bataille de la Somme en 14/18 : chaque millimètre du sol a été retourné, les arbres sont arrachés, déchiquetés, pulvérisés comme de la sciure. Les maisons ont été rasées par les obus, les pierres broyées en poussière.

Mstyslav Chernov revient au documentaire avec un portrait saisissant de la vie dans les tranchées et de la lutte acharnée pour libérer ce petit morceau de territoire. Dans ce tableau d'une guerre totale – des centres de commandement jusqu'aux funérailles des soldats tombés, en passant par les combats brutaux menés par d'anciens civils, Chernov signe un film remarquable, posant un regard sans concession sur l'horreur et l'absurdité de la guerre.

Entre témoignage et cinéma

À *2000 mètres d'Andriivka* nous plonge directement sur la ligne de front, dans l'enfer de la contre-offensive ukrainienne de 2023, grâce aux caméras embarquées, aux images de drones et à un cinéma-vérité à la fois moderne et intemporel. Nous découvrons des hommes que l'on voit, quelques secondes plus tard, annoncés morts. Les caméras capturent l'action tandis que les soldats esquivent les corps sans vie jonchant le sol forestier.

On fait la connaissance de plusieurs hommes sur ce chemin, mais surtout de deux : un jeune soldat de 22 ans, au visage juvénile, surnommé « Freak », et l'autre, Fedya, le protagoniste prin-



cipal du film, qui dirige la contre-offensive. C'est à travers eux que se déploie l'essentiel de la charge émotionnelle du film. Tous deux ont répondu à l'appel du devoir, mais, comme le précise Fedya, il s'est engagé pour combattre, non pour servir.

Comme dans la plupart des documentaires de guerre, découvrir le passé des soldats et leurs motivations les rend profondément humains. On les voit interagir « normalement » dans des circonstances pourtant exceptionnelles : ils discutent de l'esthétique de leurs cigarettes pendant que des bombes explosent au-dessus de leurs têtes ; ils rient ensemble alors que les tirs résonnent en arrière-plan. Et puis, en un instant, ils reprennent leur mission – et tous ne reviendront pas.

Un nouveau type de documentaire de guerre

La brutalité de la contre-offensive ukrainienne est dépeinte avec solennité et introspection. Une séquence aérienne saisissante montre des drapeaux ukrainiens plantés au milieu des décombres, sur le champ de bataille. En fond sonore, des jour-



nalistes étrangers commentent la situation sur le terrain. Le contraste est troublant entre cette réalité brute et les discours de politique étrangère. Ce genre de moment reste gravé bien après le générique, ancrant les enjeux de l'invasion dans des images obsédantes qui hantent longtemps après la fin du film.

À *2000 mètres d'Andriivka* est un témoignage poignant de persévérance, de deuil et de résistance. Il révèle la guerre en Ukraine comme un mélange d'angoisse claustrophobe et de sacrifice existentiel, traçant une ligne de fracture émotionnelle entre ceux qui vivent la guerre et ceux qui la regardent. Brut et profondément personnel, le film brouille les frontières entre observateur et acteur. C'est une expérience difficile, un cinéma sans détour – tout comme la guerre elle-même. Et ce film établit une nouvelle norme, troublante, pour les documentaires de guerre en immersion.

Un film sans jugement, mais pas sans impact

Ce qui frappe peut-être le plus dans *À 2000 mètres d'Andriivka*, c'est la manière dont le film renverse les attentes : il ne prend pas explicitement position sur la guerre. Les horreurs qu'on y observe – des hommes mourant en temps réel, en quelques secondes – seront des arguments pour les antimilitaristes que nous sommes. Mais les histoires de ces hommes, leur dignité, leur fierté, leur volonté de protéger leur pays, et la ferveur avec laquelle ils le font, ont quelque chose de paradoxalement pro-guerre.

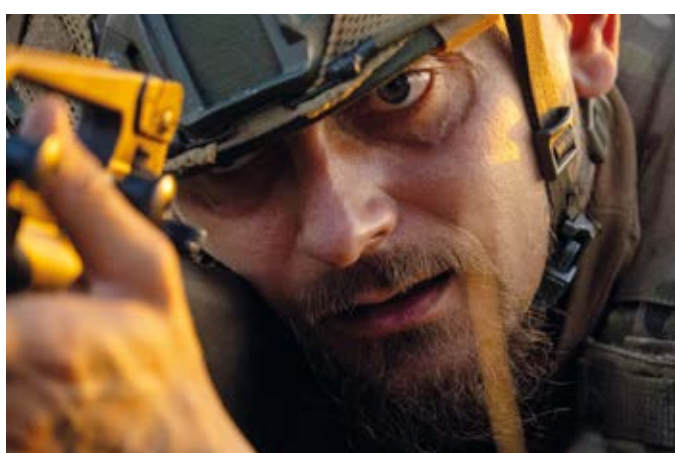
Une mission impossible, un village en ruines

Lorsque la caméra survole la forêt en plan large, dévoilant un paysage quasi désertique et ravagé, *À 2000 mètres d'Andriivka* prend tout son sens. Comme le dit Fedya, Andriivka, cette destination si chère à leurs yeux, n'est même plus un village. Les habitants, les animaux, toute trace de vie ont disparu – il ne reste que ruines et éclats d'obus. Mais la déclaration prend toute sa force dans cette certitude : cette terre leur appartient, et elle reste à reconstruire.

Andriivka est reprise par principe, non par nécessité stratégique. Pourtant, malgré cette réflexion poignante, le film laisse un goût d'inachevé : il ne nous dit rien sur le village lui-même. On ignore tout de son histoire, de sa culture, de ses habitants – hormis son état actuel. Mais peut-être est-ce là le message de Chernov : la noblesse du combat prime sur la mémoire, comme le suggère la citation d'ouverture, signée Ernest Hemingway : « *Il y avait tant de mots qu'on ne pouvait plus supporter d'entendre, et finalement seuls les noms des lieux avaient encore de la dignité.* »

À *2000 mètres d'Andriivka* est un documentaire nécessaire, courageux, déchirant. Il redéfinit ce que peut être un film de guerre contemporain : non pas une leçon d'histoire, mais une plongée viscérale dans l'instant. Un film qui reste longtemps en mémoire, comme une cicatrice.

Mireille Mercier et Daniel Pinós



À 2000 mètres d'Andriivka

Un film de Mstyslav Chernov (Oscar du meilleur documentaire pour 20 jours à Marioupol) Durée : 1h51

Pays : Ukraine, États-Unis

Prix de la mise en scène au Festival de Sundance aux États-Unis 2025
Festival du film américain de Deauville 2025

Genre : Documentaire

Sorti en salle le 24 septembre



Portraits de femmes en quête de liberté

Les États-Unis d'Amérique ont été une des terres de l'anarchisme où les militantes et les militants ont tenté par la plume et par les actes de changer l'ordre établi.

Après avoir traduit et présenté plusieurs éditions des textes de Lucie Parson, Voltarine de Cleyre et d'Emma Goldman¹, Léa Gauthier propose une synthèse en portraits de ces trois militantes anarchistes et féministes étasuniennes. L'ouvrage se penche sur leur prise de conscience et leurs premiers engagements. Lucie Parsons d'abord. Née Lucie Carter en 1853, elle rencontre Albert Parsons, l'un des futurs martyrs de Chicago, et se lance dans l'action militante. Attachée à la question sociale, elle participe à Chicago à toutes les réunions pour améliorer les conditions de travail dans l'Illinois. Parallèlement, elle analyse et théorise les spécificités de l'oppression des femmes. Elle a ensuite livré de nombreux articles dans la presse libertaire. Syndicaliste, elle participe à la fondation des IWW avant de progressivement se retirer de l'action militante.

Lui succède Voltarine de Cleyre², né en 1866 dans le Michigan, elle est venue à l'anarchisme par anticléricalisme. Elle se lance dans une redéfinition de l'anarchisme, refusant notamment les qualificatifs accolés pour préciser la nature de l'anarchisme. Parallèlement, elle tente de proposer une définition du féminisme libertaire refusant par exemple la maternité.

Enfin, Emma Goldman, venue à l'anarchisme par la question sociale, défend la liberté individuelle à travers la liberté sexuelle.

Retour sur Emma en BD

Notons par ailleurs que Léa Gauthier s'associe à la graphiste Hélène Aldeguer pour présenter la vie d'Emma Goldman en bande dessinée. Dans ce récit graphique aux tonalités ocre dans lequel les flash-back sont indiqués avec des couleurs vives, les principales étapes de la vie d'Emma Goldman

sont restituées. Elles s'ouvrent par les retrouvailles entre May Picqueray, Sonia Fleschine, Mollie Steiner, Alexandre Berkman et Emma Goldman après que ces derniers ont trouvé asile à Saint-Tropez en 1928. Emma Goldman commence alors à écrire ses mémoires³. Les auteures reviennent ensuite sur les principales étapes de la vie américaine d'Emma Goldmann, sa découverte de l'anarchisme, sa rencontre avec Alexandre Berkman, puis les réunions publiques avec Johan Most. Elles évoquent la participation aux manifestations, aux grèves qui émaillent alors la vie des militants, les arrestations et la prison qu'ont connues, pour diverses raisons, Berkman comme Goldman, puis l'expulsion des États-Unis vers la Russie soviétique et le conflit avec les dirigeants bolcheviques. Le choix des séquences brèves et variées constitue une première approche synthétique de sa vie.

Si les trois femmes évoquées sont venues à l'anarchisme par des chemins différents et se sont opposées sur plusieurs questions, elles représentent une nouvelle fois le mouvement libertaire dans sa polyphonie.

Thierry Maricourt

1. Notamment Emma Goldman, *Il nous faut être prêts à chaque instant et l'anarchisme ce dont il s'agit vraiment*; Lucy Parsons, *Travailler dans ces conditions ? Jamais.*; Voltarine de Cleyre *Y a-t-il plus fier et libre que nous ?* Tous dans la Petite biblio Payot classique entre 2022 et 2024.

2. Alice Béja, *Voltarine de Cleyre*, L'Atelier, 2025.

3. Vivre ma vie, L'échappée, 2022.



LEA GAUTHIER

Trois femmes en colère

Emma Goldman, Voltarine de Cleyre, Lucy Parsons

Payot 2025, 222 pages, 20 €



HELENE ALDEGUER

LEA GAUTHIER

Emma Goldma

femme et anarchiste

Futuropolis 2025,
160 pages, 23 €



L'exportation des savoirs

Thomas Brisson nous invite dans son livre *La désoccidentalisation des savoirs* à repenser les transferts de connaissances qui eurent lieu dès le Moyen Âge, et surtout au XIXe siècle entre l'Occident et l'Asie, l'Égypte, le Moyen-Orient... il s'agit de retirer ses lunettes d'Occidentaux souvent ethnocentrées et d'analyser les connaissances à partir de leur contexte d'émergence et/ou leur adoption par telle ou telle culture et d'adopter une optique décoloniale. En cela, il nous entraîne dans une aventure paradoxale. En effet, il s'agissait pour les États hors Europe, à la fois de s'approprier les outils de la modernité (supposée) occidentale pour mieux y résister. Quête des savoirs de la domination qui devaient aussi servir à renforcer les pouvoirs dans les États intéressés, mais qui

offrirent, dans le même temps, à leurs « missionnaires » l'occasion de développer un esprit critique sur ces connaissances nouvelles et sur leur propre société d'origine, voire de devenir une source d'autonomie. Dans bien des cas, l'adoption dans un premier temps de concepts occidentaux hégémoniques ouvrit également à d'autres « horizons contre-hégémoniques ». En d'autres termes, les savoirs de l'occident se retournèrent contre la domination occidentale. Néanmoins, les concepts occidentaux intégrés transformèrent les compréhensions et les représentations du monde des sociétés d'accueil, par exemple, comme la représentation linéaire du temps ou la notion de progrès avant de devenir des contre-pouvoirs face aux dominations coloniales. Ils alimentèrent ainsi les naissances des nationalismes et les futures luttes de libération en favorisant la construction de l'idée d'État-nation – dont on

connaît aujourd'hui les dérives – souvent étrangère aux peuples dominés. Ils participèrent encore à forger des langues nationales uniformisantes autant qu'à l'hybridation du marxisme avec l'Islam ou la pensée chinoise.

Les apports occidentaux inspirèrent par ailleurs les savants extra-européens à rechercher les sources du savoir chez les auteurs « autochtones » et les textes anciens afin « d'indigéniser la modernité ». Ainsi en fut-il pour le socialisme, la psychologie ou encore la sociologie. Ils furent même l'objet dans certains cas de réinterprétations favorisant leur appropriation dans les sociétés d'importation vers une conception non occidentale de la modernité.

Un livre passionnant, sur l'histoire des idées et de leur migration. À méditer si l'on veut œuvrer à la diffusion de l'anarchisme.

Hugues

Groupe Commune de Paris



THOMAS BRISSON
La désoccidentalisation des savoirs

La découverte, 2025,
Grand format, 252 pages, 22 €

Ce qu'il dit encore de Léo Tableau polychrome

« Ma seule préoccupation est de faire des livres chaque fois différents, mon seul but est qu'ils puissent être utiles. »

Jacques Layani (né en 1952) n'en est pas à son premier ouvrage sur Léo Ferré.

À chaque fois, c'est par le petit bout de la lorgnette qu'il présente l'œuvre de l'artiste. Il affirme aujourd'hui que ce nouveau livre est le dernier qu'il consacre à l'anarchiste. On verra bien.

Ici, il nous présente « *plusieurs études visant à développer des points donnés avec le plus de précision possible...* », comme souligné en 4^e de couverture. Ainsi, il nous entretient longuement de la relation entre

Léo Ferré et André Breton. D'abord excellente, placée sous le signe d'une amitié quasiment passionnée, selon les termes que l'un et l'autre emploient alors, cette relation dure peu, brisée soudainement lorsque le chanteur demande au pape du surréalisme une préface pour son recueil *Poètes... vos papiers!* Breton refuse, sous prétexte que la poésie de Ferré est trop classique, et Ferré, bien entendu, accepte mal cette réponse.

« *Les surréalistes n'ont découvert Léo Ferré qu'à moitié* », écrit Jacques Layani, « *n'ayant pas perçu ce qu'il pouvait y avoir de neuf et de subversif dans cette langue où tout est permis, dans cet outil personnel que son créateur utilisait pour bâtir ou pour mettre à bas, toujours avec une ferveur que Breton n'aurait pas dû, logiquement, renier.* »

La préface que Ferré publie à son recueil est une violente charge contre l'écriture automatique chère aux surréalistes. La relation en restera là. Dommage.

Comme les précédents, ce livre, *Léo Ferré, de couleur en couleur*, rapporte des anecdotes permettant de se replonger dans une œuvre musicale et poétique extrêmement séduisante et sur laquelle le temps n'a guère de prise.

Thierry Maricourt

**Nous sommes au bord du vide
Ficelés dans nos paquets
de viande
À regarder passer les
révolutions
N'oubliez jamais que ce qu'il y
a d'encombrant dans la morale
C'est que c'est toujours
la morale des autres
Les plus beaux chants sont
des chants de revendication
Le vers doit faire l'amour
dans la tête des populations
À l'école de la poésie,
on n'apprend pas
On se bat**

Léo Ferré, *Préface*



JACQUES LAYANI
Léo Ferré
De couleur en couleur,
L'Harmattan (Collection
Cabaret), 2025,
144 pages, 15 €



Ombres et lumières d'un anarchisme de guerre

Tel est le sous-titre de **Folies d'Espagne**, le dernier livre publié par Freddy Gomez. Recueil d'articles et préfaces d'ouvrages parus dans **À contre-temps**, la revue qu'il a animée d'abord sous forme papier, puis désormais en ligne. Textes français ou traduits de l'espagnol rassemblés et nous offrant un pavé de quelque 400 pages. Pavé étant un mot qui convient bien à Freddy Gomez quand on connaît un tant soit peu son parcours militant dans le mouvement libertaire. Il était donc tout à fait légitime pour décortiquer l'activité anarchiste pendant la Révolution espagnole, la guerre civile et la lutte anti-franquiste qui continua après l'exil.

Intéressant **Folies d'Espagne** ? Non. Passionnant,

captivant même, nous faisant revivre cette révolution libertaire en l'auscultant méthodiquement pour nous en livrer les succès, mais aussi les échecs. Freddy Gomez accomplit ainsi un travail de transmission d'une histoire souvent déformée quand elle n'est pas purement occultée.

Au fil des chapitres écrits par différents auteurs, on comprend mieux toutes les problématiques auxquelles vont se confronter les anarchistes espagnols : après la riposte ouvrière victorieuse contre le putsch militaire dans certaines régions (Catalogne, Levant, Aragon...), quel choix pour la CNT-FAI ? **Ira por el todo** (aller jusqu'au bout) et imposer une révolution intégralement anarchiste ? Participer à un front antifasciste pour gagner la guerre avec les autres forces dites progressistes ? Tenter de mener simultanément guerre et révolution en mettant en place le plus formidable programme de collectivisations et

socialisations de la production connu à ce jour ? Les différents points de vue sont exposés au long des chapitres ; chacun se fera son idée sur la question, sans oublier qu'avec 80 ans de recul, il est plus aisé de dire ce qu'il aurait fallu faire ou ne pas faire. Les deux autres parties du livre n'oublient pas l'exil et la résistance sous le franquisme, ni la « Transition démocratique » qui suivit la mort de Franco.

L'ensemble de cette compilation de textes rassemblés par Freddy Gomez présente une cohérence certaine pour qui veut se plonger ou se replonger dans l'histoire de l'anarchisme espagnol et de ses militants qui « *montèrent résolument à l'assaut du ciel* » pour instaurer un monde nouveau, égalitaire et libertaire.

Ramón Pino

Groupe Salvador Seguí



FREDDY GOMEZ
Folies d'Espagne
Ombres et lumières
d'un anarchisme de guerre
Éditions L'Échappée, 2025
384 pages, 22 €

À bas Biribi

Entre 1909 et 1912, sur un mode mineur par rapport à l'affaire Dreyfus, le bagne et les régimes pénitentiaires d'Afrique sont dénoncés comme autant de traitements inhumains dans lesquels croupissent des innocents. Georges Journas revient sur cette histoire à travers le drame qui a frappé Albert Aernoult et Émile Rousset.

Albert Aernoult est né en 1886 d'un père inconnu. Il est d'abord été élevé seul par sa mère, jusqu'à ce que son compagnon l'adopte. Terrassier, il participe aux grèves du bâtiment en 1905 et 1906. Volontiers bagarreur, il est condamné à deux ans de prison. Aernoult se cache. Il se fait prendre alors qu'il rend visite à sa famille. Finalement condamné en appel à 10 mois, il subit l'influence d'un rabatteur de caserne qui lui propose les bataillons d'Afrique pour voir sa peine commuer. Après deux ans de service, il est

envoyé au camp disciplinaire de Djenan-El-Dar suite à une infraction à la discipline, il est mis aux arrêts de rigueur et meurt le 2 juillet 1909 des mauvais traitements infligés. Pas de chance pour la grande muette : plusieurs soldats ont vu son calvaire et refusent de se taire.

Dès la fin juillet, l'affaire est publique. Émile Rousset, lui-même ancien terrassier de la région lyonnaise, informe la presse. Rousset est né en 1883. Condamné pour des délits mineurs, sans appartenance politique, il est envoyé dans les bataillons disciplinaires. Témoin des violences subies par Aernoult, il écrit au quotidien *Le Matin*.

Rousset est alors accusé sans preuve d'un meurtre qu'il n'a pas commis. Il s'agit de faire taire le témoin. Mais trop tard, le souvenir des innocents condamnés est encore présent. *La Bataille syndicaliste* et *La Guerre sociale* s'emparent de l'affaire. Le Comité de défense sociale se lance alors dans une campagne

contre les bataillons disciplinaires en publiant une affiche sur fond rouge intitulée « À bas biribi ». La Grande Muette ne peut réduire au silence l'accusé. Pour faire condamner Rousset, une deuxième accusation de crime est lancée, sans plus de succès. Très vite, l'affaire prend une dimension publique de grande ampleur. Les pétitions se multiplient. Les soutiens affluent, dont celui du capitaine Alfred Dreyfus. Ils obligent la Justice à réexaminer les accusations et à conclure à des non-lieux. Rousset rentre en France et se lance dans le militantisme libertaire aux côtés de la Fédération communiste anarchiste, et devient l'un des principaux animateurs du Comité de défense sociale.

L'auteur, s'appuyant sur les dossiers de la justice et sur la presse, retrace un épisode souvent oublié de l'histoire politique.

Sylvain Boulouque



GEORGES JOURNAS
À bas Biribi
Albert Aernoult et Émile Rousset
L'affaire « Dreyfus » des ouvriers
1909-1912
Éditions du Félin 2025
174 pages, 20 €



Remplacer l'instinct de mort par la pulsion de vie

Pierre Douillard-Lefèvre nous livre un manuel de résistance antimilitariste, bien inspiré pour l'époque actuelle. Il aborde le sujet de la guerre, et le décline sur plusieurs angles : domination, fascisme, lutte des classes, écologie, propagande, nouvelles technologies, patriarcat.

Le sujet est, hélas, d'actualité, mais au-delà des images de champs de bataille, il nous faut regarder ce qui se situe 'sous les radars'. Le terreau de la guerre est fertile, et se loge dans notre cerveau, dans les mots d'ordre médiatisés, dans les politiques sociales. Il en va ainsi du réarmement qu'il soit industriel ou démographique. Les mots et expressions infusent : il faut préparer les esprits à la guerre. « *La feuille de route de l'économie de guerre et d'un conditionnement des esprits est déjà en route* »

nous dit l'auteur, et cela se vérifie aisément avec l'embrigadement de la jeunesse par le SNU et ses rejets. Mais aussi dans les rues : le gouverneur militaire de Paris demande aux troupes de « *porter leur uniforme en dehors des enceintes militaires* », d'arborer le kaki auprès du peuple pour « *renforcer la cohésion nationale* » Hum... Va-t-on basculer dans un régime militariste ?

Les guerres ont à voir avec la domination exercée par l'État : « *La guerre est le processus fondateur des États (...) Dans un mouvement de balancier la naissance des États correspond aux premières guerres et les guerres forgent les États (...) Ce n'est pas la civilisation qui prévient les guerres, c'est elle qui les génère* »

Après avoir abordé ces différents aspects de la guerre, dont un chapitre particulièrement riche et pertinent sur le masculinisme, Pierre Douillard-Lefèvre interroge l'acceptation de la guerre chez les opposants à la domination : « *Pourtant, jusque*

dans le camp de la gauche radicale, un discours militariste que l'on pensait vaincu de puis longtemps s'insinue. »

Enfin, dans un dernier chapitre, l'auteur nous propose d'armer les résistances, et, comme il le répète depuis des années, de bloquer la logistique : « *La machine de guerre n'est pas invincible. Elle est même à portée de main (...) La guerre se fabrique près de chez vous.* »

Difficile d'évoquer tous les aspects traités dans ce livre tant cela foisonne. Laissons les derniers mots à l'auteur : « *La guerre est un phénomène absurde qui consiste à envoyer des inconnus se massacrer au nom d'idées et de valeurs abstraites. Pour y parvenir, la fabrique du consentement au militarisme est l'étape la plus cruciale. Le champ de bataille commence dans les esprits.* »

Franck Plazanet



PIERRE DOUILLARD-LEFÈVRE
Maudite soit la guerre
Manuel de résistance antimilitarisme
Éditions Divergences, 2025
160 pages, 16 €

Guerre : nom commun aux masculins

Les éditions *La Lenteur* ont traduit et fait paraître cet essai d'une écrivaine féministe italienne très importante dans son pays et pratiquement inconnue ici. Joyce Lussu (1912-1998), ancienne résistante au fascisme mussolinien, se situe au croisement d'un féminisme de lutte de classe et du mouvement pacifiste.

Dans cet ouvrage, autobiographique, elle introduit chaque chapitre de souvenirs personnels, de moments de rencontre avec des parcours de vie, qui étaient ces convictions et leur donnent une vie et une profondeur très intéressantes. Elle y développe son discours, d'historienne et de militante, contre la guerre et contre la

prégnance de la guerre dans la société, même en temps de paix. Mais elle le fait en analysant très finement le rapport historique, anthropologique, entre le recours à la violence des hommes et la domination qu'ils exercent sur les femmes. Ce qui l'amène à proposer au mouvement féministe de son temps de s'emparer de la question de la guerre. De ne pas laisser cette question comme se résolvant comme par miracle dans un avenir égalitaire alors qu'elle est le point central de la domination.

On pourra reprocher à cet essai son titre, qui laisse penser qu'il traite de la transsexualité, alors qu'il critique le « *privilege* » des femmes de ne pas faire l'armée (ce qui est de moins en moins le cas). J'estime aussi que ses positions, parfois cambistes, sont très liées à l'époque de la Guerre froide, puisque cet essai a été écrit en 1978. Je

trouve aussi que ce livre défend une vision un peu angélique des guerres de libération coloniales. La notion de « *guerre juste* », que Joyce Lussu condamne pour les États et les Églises, y redevient envisageable. Or, on sait bien que presque toutes ces guerres de libérations nationales ont débouché sur des dictatures militaires.

Mais on pourra surtout y admirer le style poétique et personnel, grâce à cette première traduction en français, et réfléchir sur la question fondamentale qu'il pose : le machisme est-il le produit de la guerre ? Et peut-on abattre l'un sans l'autre ?

Caillou



JOYCE LUSSU
L'homme qui voulait naître femme
Mémoires féministes sur la guerre.
Éditions La Lenteur, 2024
Grand Format, 152 pages, 15 €



RENÉ BERTHIER

RADIO LIBERTAIRE, « LE MONDE LIBERTAIRE » & LA GUERRE DU GOLFE

Ce livre retranscrit certains articles du *Monde libertaire* qui ont fait en même temps l'objet d'une émission (« *La guerre qu'on voit danser...* ») sur *Radio libertaire*, à propos de « la guerre du Golfe » (1990-1991). Mais pourquoi un tel livre aujourd'hui, alors que rares sont ceux qui se rappellent de cette guerre et innombrables sont ceux qui ignorent jusqu'à son existence? Un peu plus de trente ans, c'est quasiment la préhistoire au royaume d'un zapping chassant l'autre!

À l'évidence parce que cette guerre nous a été présentée par les médias et les politiciens à grands coups de fake news (l'armée irakienne, 4^e du monde) et de manichéisme frelaté à front bas. Le méchant Irak envahisseur d'un côté, le gentil Koweït envahi de l'autre, et le Saint-Esprit occidental-démocrate, nullement intéressé par le pétrole irakien, en guise de père Fouettard. Un peu comme si, aujourd'hui on osait nous présenter la guerre génocidaire à Gaza comme nécessaire à la construction d'une Riviera!

Ensuite, parce que les analyses développées dans ce livre étaient d'une pertinence remarquable et sont encore valables aujourd'hui quand on continue à nous bourrer le mou avec des guerres « justes », « saintes », « propres »...

Enfin, parce qu'à l'heure d'une surabondance « d'informations » toutes plus propagandistes, insipides, veules, haineuses, puantes... les unes que les autres, ce livre est un exemple de ce que pourrait être une information digne de ce nom, toute d'analyses, de réflexions et de débats.

À l'époque de la guerre du Golfe, *Radio libertaire*, une des dernières survivantes de l'âme du phénomène radio libre, a connu des pics d'audience remarquables. C'était le seul espace médiatique digne d'une information digne de ce nom, sans dieu ni maître. Comme quoi il vaudra toujours mieux allumer une seule et minuscule bougie que de maudire sans fin l'obscurité...



188 pages – 11 x 17 cm – 10€

À commander à :

Éditions du Monde Libertaire
Publico 145 rue Amelot 75011 Paris
editions@federation-anarchiste.org

**Parce que l'anarchisme est
toujours bien vivant.
Parce que l'anarchisme se
nourrit d'idées, de réflexions,
de débats. Parce que les temps
actuels, de jour en jour, nous
donnent raison. Parce que la
voix de l'anarchie est plus
que jamais nécessaire.**

**Lisez et faites lire
Le Monde Libertaire
en ligne**

<https://monde-libertaire.net/>

**Offrez un abonnement
découverte du journal papier
3 mois pour 6 euros**

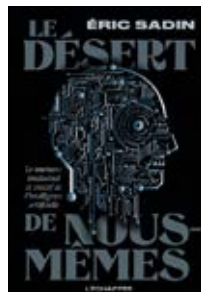
voir bulletin d'abonnement page 2 ou en ligne
<https://monde-libertaire.net/abonnements/2-accueil>





PENSER L'ESPOIR EN DES TEMPS DÉSPÉRÉS
John Holloway, Libertalia, 520 p., 13 €

L'espoir réside dans notre richesse, la joie de notre créativité collective. Alors que l'argent semble invincible, son règne est fragile. Holloway place la notion d'espoir au centre de la critique anti-capitaliste. Il nous lance le défi de penser l'espoir en des temps incertains et de s'en emparer pour alimenter une rage digne et révolutionnaire.



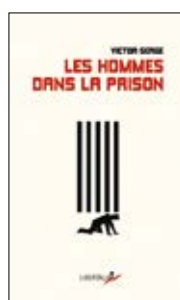
LE DÉSERT DE NOUS-MÊMES
Éric Sadin, L'Échappée, 254 p., 19 €

Ce livre procède à une analyse minutieuse des caractéristiques des IA génératives ainsi que de la rupture anthropologique à l'œuvre. Il revêt également une valeur de manifeste, appelant à défendre sans concession l'exercice des facultés qui nous définissent, au risque d'appartenir bientôt à une humanité absente à elle-même.



**LEÇONS KURDES.
LES DAMNÉS DES MONTAGNES**
Azadi, La Fabrique, 220 p., 16 €

L'histoire moderne des Kurdes est celle d'une résistance à la domination coloniale exercée par quatre États (Turquie, Irak, Iran, Syrie). Ce livre rappelle combien leur combat pour l'indépendance et l'émancipation reste une source d'inspiration et un exemple de résilience stratégique.



LES HOMMES DANS LA PRISON
Victor Serge, Libertalia, 320 p., 10 €

« Je marcherai sur cette route noire, tant qu'il faudra. Peut-être jusqu'à la folie ou la mort ? ». Ce "roman polyphonique de compassion et de solidarité" est un grand livre sur la prison. À bien des égards, il anticipe les recherches de Michel Foucault décrivant avec force détails l'horreur des prisons et de leur fonctionnement.



**FOLIES D'ESPAGNE. OMBRES ET
LUMIÈRES D'UN ANARCHISME DE GUERRE**
Freddy Gomez, L'Échappée, 384 p., 22 €

Folies d'Espagne s'intéresse aux ombres et lumières de l'activité anarchiste durant la guerre civile et dresse un panorama critique des succès et des échecs de cette révolution où, pour la seule fois dans l'histoire, un peuple en armes résista au fascisme tout en aspirant au communisme libertaire.



LES HABITS NEUFS DU FASCISME
Réfractio n° 54, collectif, 272 p., 15 €

L'extrême-droite se drape de nouveaux habits adaptés à la crise économique et écologique du néo-libéralisme : l'islamophobie décomplexée, le climato-scepticisme et l'anti-féminisme déguisé en anti-wokisme. Des interviews transnationales, des recensions et un lexique critique forment l'ossature de ce numéro anti-néofasciste.



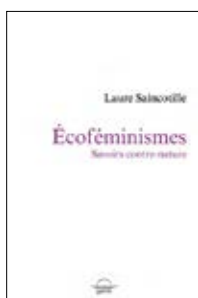
**DE HIROSHIMA À FUKUSHIMA. GUERRE,
NUCLÉAIRE ET POLITIQUE AU JAPON**
Philippe Pelletier, Presses Universitaires de Lyon, 224 p., 18 €

Philippe Pelletier s'attaque aux causes profondes de ces drames nucléaires : les stratégies politiques à l'œuvre, les collusions avec la mafia, les enjeux économiques et industriels, soulignant le lien entre nucléaire civil et militaire.



**CE QUE LE FÉMINISME FAIT AU CINÉMA.
DE L'ÉMANCIPATION DES ANNÉES 1970 À
LA CONTRE-ATTAQUE PATRIARCALE**
Hélène Fiche, Agone, 388 p., 25 €

La crise de la masculinité n'est pas le reflet d'une réalité sociale, mais plutôt une construction culturelle offrant aux hommes blancs hétérosexuels un statut qui leur est dénié par le féminisme : celui de victimes.



**ÉCOFÉMINISMES.
SAVOIRS CONTRE NATURE**
Laure Saincotille, Grevis, 160 p., 13 €

Le livre propose un pas de côté : partir des enjeux soulevés par l'écoféminisme et y répondre par une repolitisation et une réappropriation de la production des savoirs. Dénaturaliser les sciences pour désassujettir les corps, refuser d'abandonner des espaces de lutte.



**SURVIVRE ET VIVRE. ALEXANDRE
GROTHENDIECK, OBJECTEURS DE
RECHERCHE ET RÉVOLUTION ÉCOLOGIQUE**
Coordonné par Céline Pessis,
L'Échappée, 320 p., 15 €

Dans l'après-68, *Survivre et vivre*, le mouvement de scientifiques critiques dénonce la militarisation de la recherche et l'orientation mortifère du développement technoscientifique.

GRILLE DES PROGRAMMES

20-10-2025

LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE
11 h 00 - Lundi Matin	10 h 30 - Un classique, s'il vous plaît ! (Quinzomadaire)	09 h 30 - L'entonnioir	11 h 00 - Livres en luites	11 h 30 - Médias et antifascisme (2ème) (4ème)	08 h 00 - Réveil hip-hop	10 h 00 - Un peu d'air frais
13 h 00 - C'est là que ça se passe	12 h 30 - Remue-ménages féministe	10 h 30 - Un rayon de soleil (2ème 4ème 5ème)	- Le nucléaire et son monde (3ème) (1er) - Le temps des poètes (4ème)	- Des pavés sur les Plages (4ème)	10 h 00 - La philanthropie de l'ouvrier charpentier (1er 5ème) (4ème)	- Les Amis de Maurice Joyeux (2ème 4ème) (1er)
14 h 30 - Ondes de choc	15 h 00 - Dépêchez vous de rester jeune ! (Quinzomadaire)	12 h 30 - Compositrices (1er)	12 h 00 - Faites-nous des chansons	14 h 30 - Les oreilles libres	12 h 00 - Folk à lier	12 h 00 - Folk à lier
16 h 00 - Trous Noirs	17 h 00 - En veux-tu ? En v'là ! (Quinzomadaire)	14 h 00 - Flemmardise et réveil moits (1er)	14 h 00 - Radio cartable	16 h 30 - La rage dedans (Quinzomadaire)	14 h 00 - Tempête sur les planches (2ème 4ème 5ème)	14 h 00 - Tempête sur les planches (2ème 4ème 5ème)
18 h 00 - Les mangeux d'terre (1er) - Sciences en liberté (2ème) - La société dans tous ses états (3ème) - Le tour du Monde Libertaire (dernier)	18 h 00 - Idéaux et débats (Quinzomadaire) - Pas de Quartiers (Quinzomadaire)	16 h 00 - Des cailloux dans l'engrenage (3ème 5ème)	15 h 00 - Bibliomantie	17 h 30 - Radio espéranto	15 h 30 - On a déjà traité le sujet (1er) - Wild Side (2ème) - Avant Le Mélange (3ème 4ème) - Micro-ondes 94 (5ème)	15 h 30 - On a déjà traité le sujet (1er) - Wild Side (2ème) - Avant Le Mélange (3ème 4ème) - Micro-ondes 94 (5ème)
19 h 30 - Le monde merveilleux du travail (1er 3ème 5ème) - L'Autre Voix de l'Amérique (2ème) - Sévices publics (4ème)	19 h 30 - Paname's not dead (1er 2ème 4ème 5ème) - Le grand soir du mardi (3ème) 20 h 30 - Radiolibertaria : ETPREC! 75 (1er)	17 h 00 - Et pourtant elle existe cette Littérature... (1er) - Au fil des pages... (2ème 4ème) - Soul Power (3ème)	19 h 30 - Jazzlib' (première partie) (1er 3ème) - Jeudi noir (2ème 4ème)	21 h 00 - Les amis d'Orwell (Quinzomadaire)	17 h 00 - Bulles noires	17 h 00 - Le mélange (3ème 4ème 5ème)
21 h 00 - Les muses s'amuse (1er) - Le proton se rebiffe (3ème)	18 h 30 - Radiolibertaria : EDUC 93 (2ème) - Radiolibertaria : PTT RP (3ème) - Radiolibertaria : Le Mouvement Perpétuel (4ème) - Radiolibertaria : des syndicats CNT (5ème)	18 h 30 - Femmes libres 20 h 30 - Carapatage (1er 3ème) - Orage mécanique (2ème) - Paradoxal Système (4ème)	20 h 30 - Jazzlib' (seconde partie) (1er 3ème) - Gabriel, Maurice, Claude et les autres (2ème) - Musiques en lutte (4ème)	21 h 00 - Tormentor (Quinzomadaire)	18 h 30 - Y a de la fumée dans le poste (Quinzomadaire)	18 h 30 - Y a de la fumée dans le poste (Quinzomadaire)
22 h 30 - Nuit noire (1ère partie) (Quinzomadaire) - Indezine (Quinzomadaire)	22 h 30 - Wreck this mess	22 h 30 - Blues en liberté	22 h 00 - Epsilonia		20 h 30 - Détruire l'ennui (2ème 4ème 5ème)	20 h 30 - Détruire l'ennui (2ème 4ème 5ème)
00 h 30 - Nuit noire (2ème partie)					22 h 00 - Rudie's back in town (Quinzomadaire) - Seppuku (Quinzomadaire)	22 h 00 - Rudie's back in town (Quinzomadaire) - Seppuku (Quinzomadaire)

<https://radio-libertaire.org>
Tél. studio : 01 43 71 89 40

Siège social : Publico - 145 rue Amelot 75011 Paris

ANNUAIRE DES GROUPES ET LIAISONS DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Si un groupe n'a pas d'adresse postale, merci d'écrire à la Librairie Publico/RI FA, 145 rue Amelot, 75011 Paris

les adresses mails
@federation-anarchiste.org
sont abrégées en
@fede...

00 NOMADES

Groupe La Roulotte Noire
groupe-nomade@fede...

01 AIN

Liaison Saint-Julien-sur-Reyssouze
divad427@gmail.com

02 AISNE

Groupe Kropotkine
kropotkine02@riseup.net
<http://kropotkine02.org/>

- Le Loup Noir
8, rue Fouquerolles
02000 Merlieux
03-23-80-17-09
- L'Étoile Noire
5, rue Saint-Jean 02000 Laon
09-75-55-47-06
Ouverture tous les jours
13 h-19 h sauf le dimanche.

03 ALLIER

Liaison Étoile Noire
etoile-noire@fede...

07 ARDÈCHE

Groupe d'Aubenas.
fa-groupe-daubenas@wanadoo.fr

Groupe la Chèvre noire
groupe-lachevrenoire@fede...

09 ARIÈGE

Liaison Ariège
ariege@fede...

12 AVEYRON

Liaison Sud-Aveyron
sud-aveyron@fede...

13 BOUCHES-DU-RHÔNE

Groupe Germinal
loran@w-n-e.net
www.groupegerminal.lautre.net

Groupe Oai
oai@federation-anarchiste.org

17 CHARENTE-MARITIME

Groupe « Nous Autres »
35 allée de l'Angle, Chauré
17190 Saint-Georges-d'Oléron
nous-autres@fede...

20 CORSE

Liaison Corsica
corse@fede...

22 CÔTES-D'ARMOR

Liaison Jean Souvenance
souvenance@no-log.org

Groupe L'émancipation sociale

emancipation-sociale@fede...

Groupe l'Entraide.

lentraide@fede...

24 DORDOGNE

Groupe Emma Goldman Périgueux
perigueux@fede...
<http://fa-perigueux.blogspot.fr>

25 DOUBS

Groupe Proudhon
CESL - c/o Librairie l'Autodidacte
5 rue Marulaz 25000 Besançon

- Librairie l'Autodidacte
ouverte du mercredi au samedi
de 15 h 00 à 19 h 00
groupe-proudhon@fede...

27 EURE

Liaison Eure
eure@fede...

28 EURE-ET-LOIR

Groupe Le Raffût
fa.chartres@free.fr

29 FINISTÈRE

Groupe Le Ferment
leferment@fede...

Liaison May Piquera

Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

Liaison Audierne

Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

30 GARD

Groupe Delgado Granado
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
gr.delgado-granado@proton.me

31 HAUTE-GARONNE

Groupe Libertad de Toulouse
c/o Les Chats Noirs Toulousains
270 avenue de Muret
31300 Toulouse
libertad@fede...
<http://libertad-fa.org>

32 GERS

Liaison Anartiste 32
anartiste32@fede...

Liaison Henri Bouyé
henri-bouye@fede...

33 GIRONDE

Cercle Barrué
<http://cerclelibertairejb.wordpress.com>
www.facebook.com/cljb33
cerclelibertairejb33@riseup.net

Groupe Nathalie Le Mel
nathalie-le-mel@fede...

34 HERAULT

Groupe Son of anarchy 34
sunofanarchy34@fede...

Groupe Michel la Louise
ganges@fede...

35 ILLE-ET-VILAINE

Groupe La Sociale.
c/o local « La Commune »,
17 rue de Châteaudun
35000 Rennes
contact@falasociale.org
Groupe Lacinapse
liaison-lacinapse@fede...

37 INDRE ET LOIRE

Liaison Tours
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

42 LOIRE

Groupe Makhno
Bourse du Travail Salle
15 bis Cours Victor Hugo
42028 Saint-Étienne cedex 1
groupe.makhno42@gmail.com

44 LOIRE-ATLANTIQUE

Liaison anarcho-syndicaliste
Fernand Pelloutier
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

50 MANCHE

Groupe Manche
famanche@riseup.net
www.facebook.com/famanche

51 MARNE

Liaison Reims-Ardenne
reims@fede...

56 MORBIHAN

Groupe René Lochu
c/o Maison des associations
31 rue Guillaume Le Bartz
56000 Vannes
groupe.lochu@riseup.net
<https://grouperenelochu.noblogs.org/>

Groupe libertaire Francisco Ferrer (GLFF)
glff-lorient@proton.me
<https://www.facebook.com/FA.Lorient/>

57 MOSELLE

Groupe de Metz
Local Libertaire "Le Sabot"
21 rue des allemands
Metz 57000
Lundi & Mercredi : 17 h - 20 h
Samedi : 15 h - 19 h
groupedemetz@fede...

58 NIÈVRE

Liaison Pierre Malézieux
pierre.malezieux@fede...

59 NORD

Groupe ô Rage Noire
o.rage.noire@fede...

60 OISE

Liaison anarcho-syndicaliste
L'éponge noire
lepongenoire@riseup.net

63 PUY-DE-DÔME

Liaison Combrailles
liaison.Combrailles@fede...

66 PYRÉNÉES ORIENTALES

Groupe John Cage
vente du Monde libertaire
au 13 El Taller Treize
13 rue Sainte-Croix
66130 Ille-sur-Tet
john-cage@fede...

67 BAS-RHIN

Liaison Bas-Rhin
liaison-bas-rhin@fede...

69 - RHÔNE

Liaison Commune de Lyon
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
communedelyon@fede...

70 HAUTE-SAÔNE

Liaison Haute Saône
liaison.haute-saone@fede...

71 SAÔNE-ET-LOIRE

Liaison « La vache noire »
399 quai Jean Jaurès
71000 Mâcon
lavachenoire@le-local-libertaire.com

74 HAUTE-SAVOIE

Groupe Alp'Anar
lamotte-farinnet@fa74.org

75 PARIS

Groupe Salvador Segui
groupesalvadorsegu@gmail.com

Groupe « Commune de Paris »

Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
commune-de-paris@fede...

Groupe Louise Michel

Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
groupe-louise-michel@fede...

Groupe La Révolte
la-revolte@fede...

Groupe Pierre Besnard

vente du Monde libertaire
le dimanche de 10 h 30 à 12 h 00
place des fêtes Paris XIX^e
pierre-besnard@outlook.fr

76 SEINE-MARITIME

Groupe de Rouen
rouen@fede...

78 YVELINES

Groupe Gaston Leval
gaston-leval@fede...

80 SOMME

Groupe Georges Morel
amiens@fede...

81 TARN

Groupe les ELAFF
elaf@fede...

85 VENDÉE

Groupe Henri Laborit
henri-laborit@fede...
www.fa85.org

86 VIENNE

Liaison Poitiers
poitiers@fede...

87 HAUTE-VIENNE

Liaison 87
LiaisonFA87@proton.me

92 HAUTS-DE-SEINE

Liaison Fresnes-Antony
fresnes-antony@fede...

93 SEINE-SAINT-DENIS

Groupe Henri Poulaille
c/o La Dionysversité
4 Place Paul Langevin
93200 SAINT-DENIS
groupe-henry-poulaille@wanadoo.fr

94 VAL-DE-MARNE

Groupe libertaire d'Ivry
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
faivry@no-log.org

95 VAL-D'OISE

Liaison 95
liaison95@fede...

BELGIQUE

Groupe Ici et Maintenant
groupe-ici-et-maintenant@fede...

SUISSE

Fédération Libertaire des Montagnes (FLM)
rue du Soleil 9
92300 La Chaux-de-Fonds
Suisse
flm@fede...



Le site de la Fédération anarchiste
une mine d'informations
sur ces groupes, sur leurs blogs,
leurs sites, leurs librairies,
leurs activités
www.federation-anarchiste.org

FACE À LA MILITARISATION



10 ET 11 NOVEMBRE
MANIF PROJECTION! CONFERENCES
LA ROCHE-SUR-YON



FEDERATION ★ ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER